




**RAPPORT ANNUEL DU DÉLÉGATAIRE**  
**SIA DE LA REGION D'EPERNON**

## REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES

Le Règlement Général pour la Protection des Données, entré en vigueur le 25/05/2018, a renforcé les droits et libertés des personnes physiques sur leurs données à caractère personnel. Afin de s'y conformer, les Responsables de traitement doivent adapter les mesures de protection les concernant. En conséquence, Veolia Eau France communique à travers le rapport annuel uniquement des données anonymisées ou agrégées.

### REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

<b>Repère visuel</b>	<b>Objectif</b>
 ENGAGEMENT	<b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>
 FOCUS	<b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>
 RESPONSABILITÉ	<b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b>

<b>Gestion du document</b>	<b>Auteur</b>	<b>Date</b>
Martial GLENISSON	Jean François LE BRETON	31/05/2022



## Avant-propos



### Veolia – Rapport annuel du délégataire 2021

Monsieur Le Président,

Je suis heureux de vous adresser le **Rapport Annuel du Délégué** pour l'année 2021. Vous y retrouverez l'ensemble des informations techniques, économiques et environnementales relatives à la gestion de votre service d'eau et d'assainissement.

L'année 2021 fut une année particulièrement riche pour nos équipes qui ont su se mobiliser et développer des solutions innovantes, dans un contexte sanitaire sans précédent, pour assurer une continuité et une performance des services de l'eau et de l'assainissement.

Cette année fut aussi celle de nouvelles avancées pour les activités Eau France de Veolia, où nous avons voulu mettre l'accent sur ce qui fait notre engagement : l'expertise métier au service de la promesse que nous faisons à tous nos clients, quelle que soit la taille des collectivités, quel que soit leur contexte.

Cette promesse, c'est tout d'abord d'apporter une eau de qualité. Une eau bonne pour la santé, mais aussi une eau bonne pour l'environnement. Que de la source au rejet dans le milieu naturel nous prenions soin de cette ressource si importante pour nous et pour notre planète dans le contexte de l'urgence climatique.

Nous en sommes convaincus, l'eau sera l'enjeu majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle au même titre que l'énergie ou le déchet, ce qui nous donne l'obligation d'agir en tant que décideurs et en tant que professionnels. Notre outil Kairos, conçu en collaboration avec des Partenaires Experts et les données publiques nous permet de prévoir où auront lieu les plus grandes difficultés climatiques et il est évident qu'aucun territoire ne sera totalement épargné par les changements profonds dans le cycle de l'eau qu'amène le réchauffement climatique. Nous devons dès aujourd'hui agir ensemble, pour protéger l'eau, garantir son accès à tous et lui donner plusieurs vies.

Cette année fut aussi pour nous celle permettant d'engager la construction du champion mondial de la transformation écologique, intégrant la plupart des activités internationales de Suez, tout en garantissant une concurrence saine en France. Cette fusion à l'international nous permettra de créer plus de solutions transverses et agir pour la Transformation écologique.

Enfin, l'activité Eau de Veolia en France a voulu garder son ADN Français : un service client 100% Français, une proximité territoriale forte. Nous sommes fiers de notre héritage et nous voulons avec vous, pour vous, nous projeter vers l'avenir.

Je vous remercie de la confiance que vous accordez à nos équipes et vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

**Pierre Ribaute,**  
Directeur Général, Eau France

# PRESENTATION Eau France

Au cours des quatre dernières années, « Osons 20/20 ! », notre précédent projet stratégique, a permis de redonner des bases solides à l'Eau France pour accompagner nos clients.

Au cœur de cette transformation se trouve **l'écoute** de toutes nos parties prenantes :

- ✓ de nos clients collectivités, avec de nouveaux « Contrats de Service Public » sur-mesure et flexibles, où notre rémunération est basée sur une performance que nous définissons ensemble, avec nos modules digitaux d'hypervision qui recueillent et analysent en temps réel et en toute transparence les informations du terrain, pour rendre le service de l'eau plus efficace pour tous,
- ✓ des citoyens-consommateurs, guidés par le principe de «Relation Attentionnée» et nous appuyant sur la mesure de leur satisfaction tout au long de leur parcours, mais aussi sur leurs réclamations, pour améliorer toujours davantage le service, mieux anticiper leurs besoins, développer de nouveaux services et de leur donner les moyens de s'informer et d'agir sur leur consommation d'eau, leur "empreinte eau",
- ✓ des territoires et des industriels, en apportant des solutions locales et partenariales qui répondent à leurs enjeux spécifiques,
- ✓ de nos salariés, en donnant à chacun les moyens de travailler en sécurité, de se former, de s'engager et de grandir dans l'entreprise, avec plus de responsabilités confiées à ceux qui agissent sur le terrain, directement à vos côtés,

Aujourd'hui, plus solide que jamais sur nos fondamentaux, nous sommes prêts avec « **Impact Eau France** » à faire de l'eau un accélérateur de la transformation écologique et ainsi être "créateurs d'utilité".

- ✓ par une transformation verte : en élargissant nos offres sur l'eau potable et l'assainissement à l'ensemble du cycle de l'eau et du climat,
- ✓ par une **transformation inclusive au sens large** : en embarquant et en accompagnant dans cette transformation écologique l'ensemble de nos parties prenantes, en nous appuyant sur leurs différences, en co-construisant les solutions et en partageant les enjeux, les responsabilités et les résultats.

**Veolia est le leader et LA référence du cycle de l'eau en France, pour le compte des collectivités publiques et des industriels.**

Nos équipes maîtrisent le traitement et le suivi de la qualité de l'eau à toutes les étapes de son cycle, depuis le prélèvement dans la ressource naturelle jusqu'au rejet dans le milieu. Au-delà de notre expertise, nous innovons au quotidien pour rendre nos services, procédés de traitements et installations toujours plus performantes, au service d'une eau et d'un assainissement de qualité.

**24,9 millions** de personnes desservies en eau potable

**2051** usines de dépollution des eaux usées gérées

**6,9** millions de clients abonnés

**14,8** millions d'habitants raccordés en assainissement

**1,6** milliard de m3 d'eau potable distribués

**1,2** milliard de m3 d'eaux usées collectées et dépolluées

**2172** usines de production d'eau potable gérées

### **Contribuer au progrès humain, une raison d'être qui résonne dans l'opinion**

La raison d'être de Veolia est de contribuer au progrès humain, en s'inscrivant résolument dans les Objectifs de Développement Durable définis par l'ONU, afin de parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. C'est dans cette perspective que Veolia se donne pour mission de "Ressourcer le monde", en exerçant son métier de services à l'environnement.

Veolia s'engage sur une performance plurielle. Nous adressons le même niveau d'attention et d'exigence à nos différentes performances, qui sont complémentaires et forment un cercle vertueux : performance économique et financière, performance commerciale, performance sociale, performance sociétale et performance environnementale.

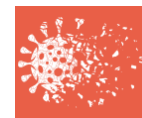
# Offres innovantes VEOLIA

Acteur majeur des services environnementaux Veolia poursuit une politique d'innovation qui lui permet de développer des solutions pour répondre aux enjeux de la transformation écologique. Nous sommes fiers de vous présenter 3 solutions fruits de la recherche et développement du groupe Veolia.

## VIGIE COVID-19

### SURVEILLANCE DU CORONAVIRUS SARS-COV-2 DANS LES EAUX USÉES

Offrir un temps d'avance dans le suivi de l'épidémie



Veolia, l'IPMC (CNRS-Université Côte d'Azur), la start-up IAGE et le Bataillon des Marins Pompiers de Marseille (BMPM), collaborent sur l'optimisation de Vigie Covid-19, **leur solution pionnière permettant de détecter et quantifier dans des temps records la présence du SARS-CoV-2 dans les eaux usées.** Cette méthode a déjà permis de détecter et quantifier les variants alpha, bêta, gamma, puis le variant delta et depuis le variant Omicron.

Aujourd'hui utilisée de manière expérimentale en complément des données cliniques existantes, la présence du Sars-Cov-2 dans les eaux usées **a le potentiel de devenir un nouvel indicateur d'aide à la gestion de la pandémie.** Le laboratoire national de référence (LNR) vient ainsi de lancer un processus d'harmonisation et de consolidation des méthodes de surveillance, nommé par les ministères de la Santé et de la Transition écologique.

Vigie Covid-19 est la plus opérationnelle en Europe pour la quantification du SARS-CoV-2 dans les eaux usées. Grâce aux techniques de criblage PCR, elle permet **également d'identifier la présence de mutations connues issues de variants existants du virus et d'évaluer leurs concentrations.** Puis, les procédés de séquençage fournissent une identification des mutations ainsi que les proportions des différents variants.

La campagne sur le variant Omicron, réalisée par Veolia et ses partenaires au mois de décembre 2021 sur une douzaine de sites municipaux et industriels répartis en Europe, a permis de poursuivre la mise au point de la solution Vigie Covid-19 et de constater les avancées significatives suivantes :

- ✓ Il suffit de deux semaines pour lancer une campagne de suivi d'un nouveau variant ;
- ✓ Le criblage PCR d'un échantillon ne nécessite désormais que quelques heures à une journée ;
- ✓ Le séquençage d'un échantillon prend moins d'une journée sans mise au point préalable ;
- ✓ Les résultats sont exploitables dès la survenue du nouveau variant sur un territoire.





L'instruction DGS du 18 décembre 2020 est venue clarifier un flou réglementaire au sujet des métabolites de pesticides dits "pertinents", et préciser les modalités de gestion des métabolites "non pertinents".

Cette nouvelle instruction pesticides entraîne une dynamique d'évolution du contrôle sanitaire dans les régions, qui va faire émerger de nombreuses situations de non-conformités liées aux métabolites de pesticide Certains métabolites sont déjà connus, d'autres non.

Le charbon actif est le traitement recommandé pour la plupart des métabolites de pesticides.

- ✓ Pour choisir le charbon le mieux adapté à chaque problématique locale (nature et concentration des métabolites, fluctuations saisonnières ou météorologiques, influence de la matrice de l'eau) et **choisir le meilleur charbon actif** Veolia a développé Diabolo, une solution modulaire pour en toute confiance **choisir le charbon qu'il vous faut.**
- ✓ **Diabolo est une solution mobile, rapide et peu coûteuse** pour en toute sécurité choisir la meilleure solution.



# Sommaire

<b>1.</b>	<b>L'ESSENTIEL DE L'ANNÉE.....</b>	<b>10</b>
1.1	<i>Un dispositif à votre service.....</i>	11
1.2	<i>Présentation du contrat .....</i>	13
1.3	<i>Les chiffres clés.....</i>	14
1.4	<i>L'essentiel de l'année 2021.....</i>	15
1.5	<i>Les indicateurs réglementaires 2021.....</i>	20
1.6	<i>Autres chiffres clés de l'année 2021 .....</i>	21
1.7	<i>Le prix du service public de l'assainissement.....</i>	23
<b>2.</b>	<b>LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION.....</b>	<b>24</b>
2.1	<i>Les consommateurs et l'assiette de la redevance .....</i>	25
2.2	<i>La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous.....</i>	26
2.3	<i>Données économiques.....</i>	28
<b>3.</b>	<b>LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE.....</b>	<b>30</b>
3.1	<i>L'inventaire des installations.....</i>	31
3.2	<i>L'inventaire des réseaux.....</i>	33
3.3	<i>Les indicateurs de suivi du patrimoine .....</i>	34
3.4	<i>Gestion du patrimoine.....</i>	36
<b>4.</b>	<b>LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>	<b>40</b>
4.1	<i>La maintenance du patrimoine .....</i>	41
4.2	<i>L'efficacité de la collecte .....</i>	43
4.3	<i>L'efficacité du traitement.....</i>	49
4.4	<i>L'efficacité environnementale .....</i>	64
<b>5.</b>	<b>RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>	<b>65</b>
5.1	<i>Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE).....</i>	66
5.2	<i>Situation des biens .....</i>	69
5.3	<i>Les investissements et le renouvellement .....</i>	70
5.4	<i>Les engagements à incidence financière.....</i>	73
<b>6.</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>76</b>
6.1	<i>La facture 120 m3.....</i>	77
6.2	<i>Attestations d'assurance .....</i>	81
6.3	<i>Les données consommateurs par commune .....</i>	82
6.4	<i>Le bilan qualité par usine .....</i>	83
6.5	<i>Annexes financières.....</i>	95
6.6	<i>Reconnaissance et certification de service .....</i>	105



6.7	<i>Actualité réglementaire 2021</i> .....	111
6.8	<i>Glossaire</i> .....	126
6.9	<i>Liste d'interventions</i> .....	130
6.10	<i>Autres annexes</i> .....	131

# 1.

L'ESSENTIEL DE  
L'ANNÉE



En tant que délégataire, Veolia s'engage à vous fournir, en toute transparence, l'ensemble des informations relatives à votre service d'assainissement. Cette première partie en fait la synthèse : vos interlocuteurs, les informations relatives à votre contrat, les faits marquants de l'année écoulée et les chiffres clés (indicateurs réglementaires et autres données chiffrées liées à la dépollution et à la collecte, au patrimoine, aux services apportés aux consommateurs, etc.).

## 1.1 Un dispositif à votre service

### VOTRE LIEU D'ACCUEIL

Pour toutes les **démarches des Consommateurs**, nous vous accueillons sur rendez-vous au **5 rue Paul Demange à Rambouillet**



Plus d'infos sur : <https://www.service.eau.veolia.fr/home.html>



### TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER

#### VOS URGENCES 7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24



*Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.*

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de services.

**Un seul numéro : 0 969 368 624**



## LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES



Territoire Yvelines – Région Ile de France – Les Hauts Graviers – CS10614 – 78713 BUCHELAY



Géraldine LEROY  
Directrice de Territoire  
[geraldine.leroy@veolia.com](mailto:geraldine.leroy@veolia.com)  
Tel 06 21 27 70 22



Marc d'ENGREMONT  
Directeur du Développement  
[marc.dengremont@veolia.com](mailto:marc.dengremont@veolia.com)  
Tel 06 22 70 65 98



Julien GOUËLLO  
Directeur des Opérations  
[julien.gouello@veolia.com](mailto:julien.gouello@veolia.com)  
Tel 06 10 72 35 07



Audrey BIZET  
Responsable Consommateurs  
[audrey.bizet@veolia.com](mailto:audrey.bizet@veolia.com)  
Tel 06 17 54 29 95



Martial GLENISSON  
Manager Service Local Assainissement  
[martial.glenisson@veolia.com](mailto:martial.glenisson@veolia.com)  
Tel 06 24 57 23 85

VEOLIA EAU  
Agence de Rambouillet  
5, rue Paul Demange  
78120 Rambouillet



## 1.2 Présentation du contrat

### Données clés

---

✓ Déléataire	Compagnie des Eaux et de l'Ozone
✓ Périmètre du service	DROUE SUR DROUETTE, EMANCE, EPERNON, HANCHES, RAIZEUX, SAINT HILARION
✓ Numéro du contrat	X061A
✓ Nature du contrat	Affermage
✓ Date de début du contrat	01/07/2016
✓ Date de fin du contrat	30/06/2028
✓ Les engagements vis-à-vis des tiers	

En tant que délégataire du service, Compagnie des Eaux et de l'Ozone assume des engagements d'échanges d'effluents (réception ou déversement) avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

#### ✓ Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	07/08/2018	Intégration de nouveaux ouvrages

## 1.3 Les chiffres clés

### Chiffres clés



12 528

Nombre d'habitants desservis



5 241

Nombre d'abonnés  
(clients)



2

Nombre d'installations de  
dépollution



17 833

Capacité de dépollution  
(EH)



82

Longueur de réseau  
(km)



859 351

Volume traité  
(m<sup>3</sup>)

## 1.4 L'essentiel de l'année 2021

### 1.4.1 Principaux faits marquants de l'année



Grâce à une organisation d'astreinte hors heures ouvrées, le Territoire Yvelines assure ses missions 24h/24 tous les jours de l'année.

L'équipe d'astreinte assainissement est constituée de la manière suivante (par roulements 1 sem/4 environ)

- un responsable (y compris Direction du Territoire ou Manager / Responsable de service) qui reçoit les appels téléphoniques et les appels du système de télégestion, joignable en permanence,
- Des exploitants du réseau assainissement et des postes de relevage/refoulement,
- Des exploitants des différentes STEP du territoire,
- Des électro-mécaniciens et automaticiens.

Ainsi en 2021 nos équipes d'astreinte sont intervenues sur votre secteur :

Date	Heure	Adresse	Objet de l'appel	Durée intervention
05/01/2021	12h	Rue des Chaises	Pompes bouchées	01:30
05/01/2021	17h15	PR Bauché	Niveau Très bas	01:30
13/01/2021	03h01	PR Peupliers	Nth	01:16
30/01/2021	13:17	PR Droue sur Drouette	Défaut PR - inondé	03:00
30/01/2021	21:20	PR Droue sur Drouette	Inondation du PR par la montée du ru	02:55
01/02/2021	02:45	STEP LOREAU	Défaut de com	00:49
14/02/2021	12:15		Défaut variateur PR RD80 Route de Gazeran	01:05
14/02/2021	15:04		Défaut variateur PR RD80 Route de Gazeran	03:00
26/02/2021	16:00	Rue de Patis Hanches		05:30
08/03/2021	20:16	STEP du Loreau	EDF	01:50
12/03/2021	19:50	STEP du Loreau et Epernon Bourg	EDF	02:00
17/03/2021	17:24	Rue Normande	Obstruction branchement	00:56
21/03/2021	18:22		Défaut secteur Step Loreau	01:43:00
10/04/2021	19:40	PR Chaise	Défaut pompes	00:50
11/04/2021	10:04	STEP Epernon	Défaut pompe	02:37:00
29/04/2021	19:00	PR Chemin de l'étang	Niveau très bas	01:00:00
01/05/2021	10:30	PR	Niveau Trop plein	03:20:00
01/05/2021	20:00	PR	Niveau Trop plein suite défaut EDF	02:25:00
02/05/2021	11:15	PR petit Goulet	Niveau trop plein. Appel camion pour vidange du poste	05:55:00
15/05/2021	14:55	PR Pont de l'Arche	Défaut PR	01:54:00
17/07/2021	11:30		Défaut secteur	02:30:00
17/08/2021	18:00		Défaut surpresseur	02:00:00
19/08/2021	16:30		Défaut pompage	01:36:00
03/09/2021	00:35	PR peupliers et PR Bochets	Défaut	01:25:00
02/10/2021	13:55	PR prieure	Pompe tourne mais niveau ne descend pas	00:54:00
03/10/2021	07:31	PR Paty (Hanches) + Sauvage et Bochet (Emancé)	Disjoncteur général pour Paty et pompes en défaut pour Emancé	01:57:00
03/10/2021	16:30	PR 4 filles	Pb pompe + poire de niveau	02:10:00
30/11/2021	17h00	Rue du paty	Engorgement EU	01:00:00
23/12/2021	21:27	DIP	Poire inondation	02:54:00
28/12/2021	01:08		Débit 0 au PR des Chaises	01:28:00



## 1.4.2 Propositions d'amélioration

Poursuite de l'amélioration de la filière boues.  
Mise en place du diagnostic permanent.

### EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES

Chaque année, une sélection des textes réglementaires les plus marquants de l'année vous est proposée, accompagnée des impacts les plus significatifs sur la vie du service. Vos interlocuteurs Veolia se tiennent à votre disposition pour répondre à vos différentes questions et échanger de manière approfondie sur les conséquences particulières pour votre service.

#### **Dérèglement climatique et résilience des territoires : des nouvelles obligations importantes pour les collectivités dans le domaine de l'assainissement !**

La Loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi « climat et résilience ») fait écho aux préoccupations et aux défis considérables soulevés par le dérèglement climatique pour les citoyens, les territoires et les services publics locaux.

Cette loi comporte un large éventail de dispositions comme les **diagnostics de vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations** afin d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal.

Cet objectif a par ailleurs été précisé par la loi du 25 novembre 2021 qui  *vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels*. Ainsi, pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus, cette loi introduit de **nouvelles obligations en matière d'information des populations sur les risques et les mesures de sauvegarde associées** ainsi qu'un renforcement des plans communaux et intercommunaux de sauvegarde.

Dans le domaine de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement, la loi "*climat et résilience*" pose le principe que les écosystèmes aquatiques et les écosystèmes marins constituent des éléments essentiels du patrimoine de la Nation du fait de leur contribution à la lutte contre la pollution. En quelques articles, elle vient renforcer l'intégration des enjeux de l'eau et des milieux aquatiques. Ainsi, la loi "*climat et résilience*" :

- ✓ introduit l'obligation de contrôle des raccordements au réseau de collecte des eaux usées lors des mutations immobilières. Dans une première étape, elle rend obligatoire ce contrôle sur les territoires dont les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves olympiques en Seine de Paris 2024. Toutefois, cette disposition est susceptible d'être généralisée à tous les territoires au cours des prochaines années ;
- ✓ renforce le dispositif prévu au Code de la Santé Publique qui astreint le propriétaire d'un immeuble non raccordé au réseau de collecte au paiement d'une somme au moins équivalente à celle qu'il aurait payé s'il avait été raccordé et pouvant être majorée dans la limite de 100 %. Afin de renforcer le caractère dissuasif de cette disposition, la loi autorise de porter cette majoration à 400 % ;
- ✓ impose aux notaires d'adresser au SPANC, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente d'un immeuble, une attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification du bien vendu et des noms et adresse de l'acquéreur. Cette disposition permettra au SPANC d'être en mesure de contrôler que l'acquéreur s'est bien acquitté de l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité, de son dispositif d'assainissement autonome sous un an, lorsque le diagnostic technique fourni lors de la vente a relevé des non-conformités ;

- ✓ édicte de nouvelles prescriptions visant à limiter l'imperméabilisation (et, donc, le ruissellement) pour les bâtiments professionnels et les entrepôts de plus de 500 m<sup>2</sup> (plus de 1000 m<sup>2</sup> pour les immeubles de bureau) ainsi que pour les parcs de stationnement associés à ces bâtiments.

Toutes ces nouvelles dispositions nécessitent de revoir au minimum le règlement de service pour l'adapter en conséquence. Pour cela, vos équipes Veolia se rapprocheront rapidement de vous pour se conformer à ces nouvelles obligations réglementaires.

### **Crise relative à l'approvisionnement et hausse des cours des matières premières : suspension temporaire des pénalités de retards applicables.**

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz, électricité etc. Leurs cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, actualisée au 29 juillet 2021, en précise les contours.

Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

### **Retour au sol des boues : une volonté de maintenir ce principe mais avec un suivi renforcé à prévoir dès maintenant.**

L'arrêté du 30 avril 2020 avait fixé le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires. L'arrêté du 20 avril 2021 a maintenu cette restriction tout en élargissant la liste des traitements de boues considérés comme hygiénisants. De même, ce nouvel arrêté est venu préciser la surveillance de l'abattement du virus Sars-Cov-2 en autorisant un nouvel indicateur plus facile à mesurer pour les nouveaux traitements reconnus hygiénisants.

La Loi AGECE du 10 février 2020 (relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire) ainsi que l'ordonnance du 29 juillet 2020 (relative à la prévention et à la gestion des déchets) vont modifier le cadre réglementaire régissant les conditions de retour au sol des boues d'épuration produites par les installations d'assainissement et, ce, à travers un ensemble de textes réglementaires (décrets, arrêtés regroupés sous le terme général de "socle commun") dont les premières publications sont attendues en 2022.

Le projet de "socle commun" confirme la volonté de maintenir le retour au sol des boues et composts et réaffirme l'intérêt de ce retour au sol, en cohérence avec la position européenne.

Cet ensemble de textes réglementaires entrera progressivement en application avec des échéances prévisibles dès 2023 puis 2024, 2025 et 2027. La première échéance de 2023 marquera l'entrée en vigueur de nouveaux critères d'innocuité applicables aux boues et aux composts de boues avec la mise en œuvre d'un nouveau suivi analytique qui inclura de nouveaux paramètres.

Cette future réglementation est susceptible d'entraîner un impact contractuel et financier sur le service de l'assainissement.

Vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous pour répondre à vos différentes questions et anticiper de manière approfondie leurs conséquences pour votre service.

### **Recherche et réduction des Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) : le principe de réduction des émissions à la source est maintenu !**

La note technique du 12 août 2016 relative à la recherche de micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction est venue préciser les modalités de la recherche de micropolluants dans les eaux usées traitées et dans les eaux brutes des stations de traitement des eaux usées (STEU).

Cette même note technique a fixé les modalités de recherche des sources d'émission de ces micropolluants en amont des STEU de plus de 10 000 eq.habitants et d'engagement des services d'assainissement dans une démarche de réduction de ces émissions.

Une révision de cette note technique a été publiée très récemment. Pour les services concernés, cette révision confirme les deux piliers de la démarche :

- ✓ une phase de recherche des substances à enjeux (dites "significatives") dans les eaux brutes et traitées;
- ✓ une phase de diagnostic à l'amont pour comprendre les sources d'émission et identifier les actions de réduction à initier sur les territoires pour réduire dans les eaux usées urbaines les substances.

Ce nouveau texte vient préciser le calendrier de mise en œuvre de ce nouveau cycle RSDE qui devra débuter dès 2022. De plus, il donne la faculté au Préfet d'élargir la liste de substances à rechercher au regard de la sensibilité du milieu récepteur.

Cette toute nouvelle réglementation est susceptible de modifier la programmation et le calendrier de réalisation initialement prévu des campagnes analytiques sur votre service. Le cas échéant, vos interlocuteurs Veolia se rapprocheront de vous pour échanger de manière approfondie sur les conséquences de ce nouveau texte pour votre service.

# 1.5 Les indicateurs réglementaires 2021

## Service public de l'assainissement collectif

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[D201.0]	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	Collectivité (2)	12 471	12 528
[D202.0]	Nombre d'autorisations de déversement	Collectivité (2)	4	4
[D203.0]	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration	Déléataire	218,9 t MS	216,2 t MS
[D204.0]	Prix du service de l'assainissement seul au m <sup>3</sup> TTC	Déléataire	2,16 €/m <sup>3</sup>	2.24 €/m <sup>3</sup>
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
[P201.1]	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	%
[P202.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité et Déléataire (2)	82	80
[P203.3]	Conformité de la collecte des effluents (*)	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P204.3]	Conformité des équipements d'épuration	Police de l'eau	A la charge de la Police de l'eau	
[P205.3]	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration	Police de l'eau (2)	A la charge de la Police de l'eau	
[P206.3]	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes	Déléataire	100 %	100 %
[P207.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	4	4
[P207.0]	Montant d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	219	206
[P251.1]	Taux de débordement des effluents dans les locaux des usagers	Déléataire	u/1000 habitants	u/1000 habitants
[P252.2]	Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage pour 100 km de réseau	Déléataire	15,80 u/100 km	15,99 u/100 km
[P253.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (2)	%	0,00 %
[P254.3]	Conformité des performances des équipements d'épuration	Déléataire	100 %	100 %
[P255.3]	Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées	Collectivité (1)	100	100
[P256.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P257.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Déléataire	3,03 %	2,30 %
[P258.1]	Taux de réclamations	Déléataire	0,00 u/1000 abonnés	u/1000 abonnés

(1) Le délégataire fournit dans le corps du rapport les informations en sa possession en fonction de la prise en compte dans son contrat de délégation de l'arrêté du 21 juillet 2015

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

(\*) A ce jour, cet indicateur n'est pas défini

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL



## 1.6 Autres chiffres clés de l'année 2021

LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Conformité réglementaire des rejets (arrêté préfectoral)*	Délégataire	100,0 %	100,0 %
LA GESTION DU PATRIMOINE		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de branchements eaux usées et/ou unitaires	Délégataire	3 959	3 959
	Nombre de branchements eaux pluviales	Délégataire	0	0
	Nombre de branchements neufs	Délégataire	11	10
VP.077	Linéaire du réseau de collecte	Collectivité (2)	82 277 ml	81 305 ml
	Nombre de postes de relèvement	Délégataire	50	50
	Nombre d'usines de dépollution	Délégataire	2	2
	Capacité de dépollution en équivalent-habitants	Délégataire	17 833 EH	17 833 EH
COLLECTE DES EAUX USEES		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de désobstructions sur réseau	Délégataire	9	7
	Longueur de canalisation curée	Délégataire	6 983 ml	11 517 ml
LA DEPOLLUTION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Volume arrivant (collecté)	Délégataire	888 555 m <sup>3</sup>	866 317 m <sup>3</sup>
VP.176	Charge moyenne annuelle entrante en DBO5	Délégataire	417 kg/j	482 kg/j
	Charge moyenne annuelle entrante en EH	Délégataire	6 956 EH	8 028 EH
	Volume traité	Délégataire	860 423 m <sup>3</sup>	859 351 m <sup>3</sup>
L'EVACUATION DES SOUS-PRODUITS		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Masse de refus de dégrillage évacués	Délégataire	28,0 t	30,0 t
	Masse de sables évacués	Délégataire	48,0 t	14,0 t
	Volume de graisses évacuées	Délégataire	39,0 m <sup>3</sup>	15,0 m <sup>3</sup>
LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION		PRODUCTEUR	VALEUR 2020	VALEUR 2021
	Nombre de communes desservies	Délégataire	6	6
VP.056	Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	5 211	5 241
	- Nombre d'abonnés du service	Délégataire	5 211	5 241
	- Nombre d'autres services (réception d'effluent)	Délégataire		
VP.068	Assiette totale de la redevance	Délégataire	671 566 m <sup>3</sup>	729 665 m <sup>3</sup>
	- Assiette de la redevance des abonnés du service	Délégataire	671 566 m <sup>3</sup>	729 665 m <sup>3</sup>
	- Assiette de la redevance « autres services » (réception d'effluent)	Délégataire	m <sup>3</sup>	m <sup>3</sup>

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

\* la conformité réglementaire des rejets (directive européenne) n'est à présent plus évaluée (voir paragraphe « L'efficacité du traitement » de ce document).

<b>LA SATISFACTION DES CONSOMMATEURS ET L'ACCES A L'EAU</b>	<b>PRODUCTEUR</b>	<b>VALEUR 2020</b>	<b>VALEUR 2021</b>
Existence d'une mesure de satisfaction consommateurs	Délégataire	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	<b>87 %</b>	<b>73 %</b>
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	<b>Non</b>	<b>Non</b>
Existence d'une Commission Fonds Solidarité Logement « Eau »	Délégataire	<b>Non</b>	<b>Non</b>
<b>LES CERTIFICATS</b>	<b>PRODUCTEUR</b>	<b>VALEUR 2020</b>	<b>VALEUR 2021</b>
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	<b>En vigueur</b>	<b>En vigueur</b>
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>

## 1.7 Le prix du service public de l'assainissement

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. La facture type de 120m<sup>3</sup> représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de EPERNON l'évolution du prix du service d'assainissement par m<sup>3</sup> [D102.0] et pour 120 m<sup>3</sup>, au 1<sup>er</sup> janvier est la suivante :

Prix au m<sup>3</sup> : 2,46 €

EPERNON	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			237,29	246,05	3,69%
Part délégataire			141,29	147,65	4,50%
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,50%
Part SIEPARE			96,00	98,40	2,50%
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
Organismes publics et TVA			22,20	22,20	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,185	22,20	22,20	0,00%
<b>TOTAL € HT</b>			<b>259,49</b>	<b>268,25</b>	<b>3,38%</b>
TVA			25,95	26,82	3,38%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>259,49</b>	<b>268,25</b>	<b>3,38%</b>
Prix TTC du service au m3 pour 120 m3			2,16	2,24	3,38%

Les factures type sont présentées en annexe.

# 2.

## LES CONSOMMATEURS ET LEUR CONSOMMATION



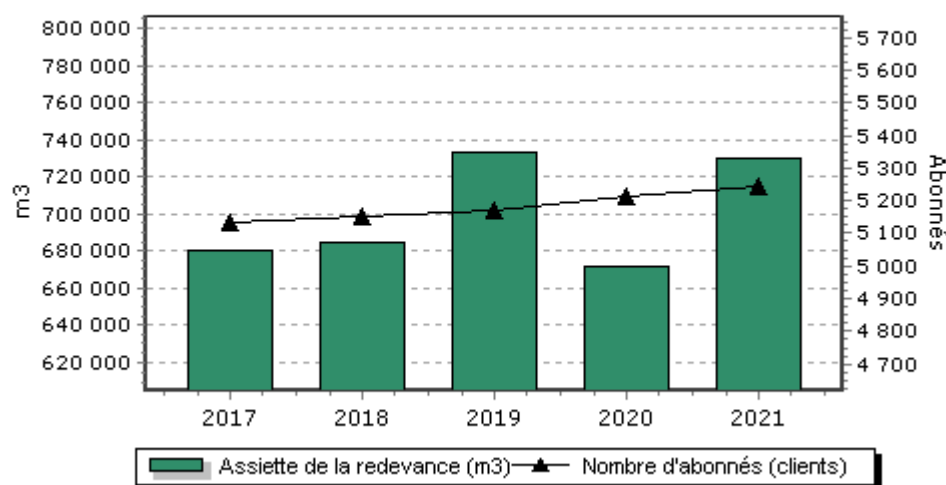
Veolia fait de la considération et de la personnalisation des réponses apportées les principes transversaux qui guident l'ensemble de sa relation aux consommateurs des services d'eau et d'assainissement, dans toutes ses actions au quotidien. Dans ce chapitre, figurent les informations relatives à la satisfaction des consommateurs de votre service, ainsi que les données liées à la consommation (interruptions de service, impayés, aides financières).

## 2.1 Les consommateurs et l'assiette de la redevance

Le nombre de consommateurs abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens du décret du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Nombre d'abonnés (clients) desservis</b>	<b>5 131</b>	<b>5 152</b>	<b>5 168</b>	<b>5 211</b>	<b>5 241</b>	<b>0,6%</b>
Abonnés sur le périmètre du service	5 131	5 152	5 168	5 211	5 241	0,6%
<b>Assiette de la redevance (m3)</b>	<b>680 237</b>	<b>684 433</b>	<b>733 255</b>	<b>671 566</b>	<b>729 665</b>	<b>8,7%</b>
Effluent collecté sur le périmètre du service	680 237	684 433	733 255	671 566	729 665	8,7%

### Evolution comparative du nombre d'abonnés et de l'assiette de redevance



Le volume de la redevance correspondant à la réception d'effluents en provenance d'autres services se détaille de la façon suivante :

#### → Les principaux indicateurs de la relation consommateurs

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	95	98	103	69	134	94,2%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	491	491	493	483	1 026	112,4%
Taux de mutation	9,7 %	9,6 %	9,7 %	9,4 %	19,9 %	111,7%



## 2.2 La satisfaction des consommateurs : personnalisation et considération au rendez-vous

Veolia s'engage à prendre autant soin des consommateurs des services d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés que de la qualité de l'eau qu'elle leur apporte ou de leur environnement. Au quotidien, nous souhaitons ainsi que les consommateurs se sentent bienvenus et considérés lorsqu'ils interagissent avec nos équipes, grâce à des interlocuteurs qu'ils comprennent et qui les comprennent... et bien sûr grâce à des femmes et des hommes résolument engagés à leur service.

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons commence par recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services : leur apporter de la considération, personnaliser les réponses et les services qui leur sont proposés, cela commence toujours par être à l'écoute de ce qu'ils ont à nous dire, de ce qu'ils pensent de nous.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- ✓ La qualité de l'eau
- ✓ la qualité de la relation avec le consommateur abonné : accueil par les conseillers des Centres d'appel, par ceux de l'accueil de proximité,...
- ✓ la qualité de l'information adressée aux abonnés.

Les résultats représentatifs de votre service en décembre 2021 sont :

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
Satisfaction globale	86	86	86	87	73	-14
La continuité de service	95	95	96	94	92	-2
Le niveau de prix facturé	55	56	61	59	53	-6
La qualité du service client offert aux abonnés	80	76	76	82	71	-11
Le traitement des nouveaux abonnements	85	89	83	87	72	-15
L'information délivrée aux abonnés	76	70	73	71	72	+1

**NB : En 2021, Veolia a modifié le mode de collecte de ses enquêtes de satisfaction, passant d'interviews par téléphone à des interviews en ligne (les consommateurs reçoivent un e-mail les invitant à répondre à un questionnaire). Cette évolution permet d'interroger un plus grand nombre de consommateurs par an et disposer ainsi de mesures de satisfaction plus fines, sur des échantillons plus robustes.**

**Ce changement de méthode peut cependant avoir pour effet un repli plus ou moins net des taux de satisfaction relevés.** En effet, comme le confirme l'institut Ipsos, en charge de ces enquêtes, un écart d'une dizaine de points à la baisse est couramment observé lorsque l'on passe de l'interview téléphonique à l'e-mail. Deux causes cumulatives peuvent l'expliquer :

- ✓ Répondre à une sollicitation d'enquête par e-mail est une action volontaire et les consommateurs insatisfaits sont plus enclins à cliquer sur le lien dans l'invitation pour répondre à ces enquêtes
- ✓ Dans le cadre d'une enquête téléphonique, inconsciemment, les interviewés associent l'enquêteur avec le service qu'il leur demande d'évaluer. Ils se montrent ainsi plus indulgents et donnent des notes moins sévères qu'ils ne l'auraient fait lors d'une enquête en ligne.

Des indicateurs de performance permettent aussi d'évaluer de manière objective la qualité du service rendu.

### → *Les 5 promesses aux consommateurs de Veolia*

Par ces 5 promesses, Veolia concrétise sa volonté de placer les consommateurs des services publics d'eau et d'assainissement qui lui sont confiés au cœur de son action. Elles témoignent de la mobilisation quotidienne des femmes et des hommes de Veolia à leur service, tout au long de leur parcours avec le service : nous leur devons chaque jour une eau potable distribuée à domicile, l'assainissement de leurs eaux usées, mais aussi un accompagnement, une réactivité et une transparence sans faille.

**#1 Qualité** : « Nous nous mobilisons à 100% pour la qualité de votre eau ».

**#2 Intervention** : « Nous réagissons et vous aidons à faire face aux incidents »

**#3 Budget** : « Nous vous accompagnons dans la gestion de votre facture d'eau »

**#4 Services** : « Nous sommes à votre écoute quand et comme vous le souhaitez »

**#5 Conseil** : « Nous vous aidons à maîtriser votre consommation »

## 2.3 Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P257.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2021 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux d'impayés</b>	<b>2,43 %</b>	<b>2,68 %</b>	<b>2,36 %</b>	<b>3,03 %</b>	<b>2,30 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	46 445	41 214	40 433	33 071	47 674
Montant facturé N - 1 en € TTC	1 913 440	1 535 212	1 712 903	1 091 223	2 074 502

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation. Elles demeurent uniquement possibles dans le cas de résidences secondaires ou de locaux à strict usage professionnel, hors habitation. Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P207.0]

L'accompagnement en cas de difficulté à payer les factures d'eau est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ✓ Urgence : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation, mandat-compte sans frais,...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau.
- ✓ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées.
- ✓ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré du Fonds de Solidarité Logement départemental.

En 2021, le montant des abandons de créance s'élevait à 206 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	18	11	8	4	4
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	792,11	442,08	120,65	218,58	205,97
Assiette totale (m3)	680 237	684 433	733 255	671 566	729 665

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 207.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par l'assiette de la redevance.

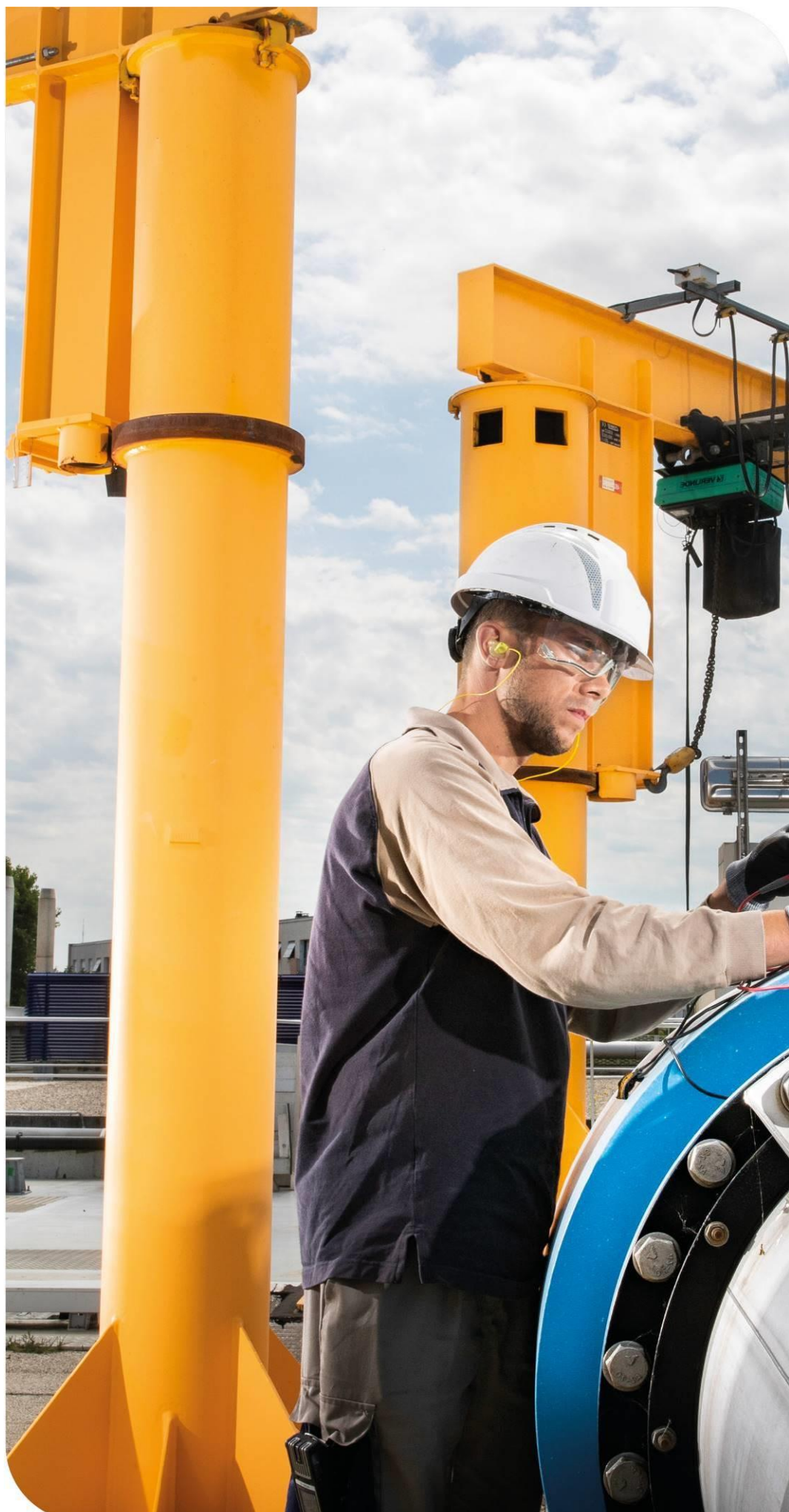
→ *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	102	93	52	105	105

# 3.

LE PATRIMOINE DE  
VOTRE SERVICE





Prélever, produire, distribuer, stocker, surveiller... : une gestion optimisée du patrimoine est la garantie de son fonctionnement durable et d'un service performant au consommateur. Vous retrouverez dans cette partie l'inventaire des installations et des réseaux associés à votre contrat, ainsi que le bilan des renouvellements et des travaux neufs réalisés sur ces ouvrages durant l'année écoulée. Au-delà, la prise en compte du patrimoine naturel (animaux, végétaux, eau, air, sols) et la gestion des infrastructures vertes, contribuent pleinement à la performance du service et au bien-être des usagers

## 3.1 L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des usines de dépollution et des postes de relèvement/refoulement associés au contrat.

Usines de dépollution	Capacité épuratoire en DBO5 (kg/j)	Capacité équivalent habitant (EH)	Capacité hydraulique (m3/j)
EPERNON STATION EPURATION	720	12 000	2 400
STATION EPURATION LE LOREAU	350	5 833	850
<b>Capacité totale :</b>	<b>1 070</b>	<b>17 833</b>	<b>3 250</b>

Capacité épuratoire en kg de DBO5 / j et capacité hydraulique en m3/j selon les données du constructeur, capacité en EH établie sur une base de 60 g de DBO5 par habitant et par jour.

Postes de refoulement / relèvement	Trop plein
DROUE Les Marmouzets	NON
DROUE Mairie	NON
DROUE Moulin Louvet	NON
DROUE Planche Pierrette	NON
DROUE Sery	NON
EMANCE Fontaine aux Gravieres	NON
EMANCE Les Bochets	NON
EMANCE Les Mousseaux	NON
EMANCE Les Peupliers	NON
EMANCE Montlieu	NON
EMANCE Petit Bel Air	NON
EMANCE Sauvage	NON
EPERNON Chasles	NON
EPERNON Clos d'Houdreville	NON
EPERNON Crochet	NON
EPERNON La Madeleine	NON
EPERNON Le Lavoir	NON
EPERNON Les Patisseaux	NON
EPERNON Rte Hanches-Houdreville	NON
EPERNON Savonniere	NON
EPERNON Vieux Moulin	NON

EPERNON PR Robert 1	NON
EPERNON PR Robert 2	NON
EPERNON Meule et Pavé	NON
EPERNON PR Malrtik	NON
EPERNON 4 Filles	NON
EPERNON Prieuré Saint Thomas	NON
EPERNON Point P	NON
EPERNON Les Hautes Terres	NON
HANCHES arche du Loreau	NON
HANCHES Loreau Lotissement	NON
HANCHES Le Paty	NON
RAIZEUX Forage	NON
RAIZEUX Le Muguet	NON
RAIZEUX Les Chaises	NON
RAIZEUX Les Cours Vertes	NON
RAIZEUX Moulin de Cady	NON
RAIZEUX Route de Boulard	NON
RAIZEUX Route de Gazeran	NON
SAINT HILARION Moulin D'ameil	NON
SAINT HILARION PR n°1	NON
SAINT HILARION PR n°2	NON
SAINT HILARION PR n°3	NON
SAINT HILARION PR n°4	NON
SAINT HILARION PR n°5	NON
SAINT HILARION PR n°6	NON
SAINT HILARION PR n°7	NON
SAINT HILARION PR n°8	NON
SAINT HILARION RD 906	NON
SAINT HILARION Route de Raizeux	NON

## 3.2 L'inventaire des réseaux

Le nouveau référentiel patrimonial pour Veolia Eau France est construit sur une solution Open Source QGIS.

La mise en place de ce nouvel SIG a entraîné un changement des règles topologiques de construction des ouvrages et équipements présents dans les bases de données qui peut avoir un impact sur la ventilation des ouvrages et équipements présentés dans l'inventaire patrimonial du contrat.

A titre d'illustration :

- Certains ouvrages en bordure de commune peuvent potentiellement changer de commune d'affectation au sein du contrat.
- Certains avaloirs et grilles juxtaposés aux collecteurs dans l'ancien SIG ont été transformés en regards grilles et regards avaloirs

Cette section présente la liste :

- ✓ des réseaux de collecte,
- ✓ des équipements du réseau,
- ✓ des branchements.

Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → Les canalisations, branchements et équipements

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Canalisations</b>						
Longueur totale du réseau (km)	81,0	82,3	82,3	82,3	81,3	-1,2%
Canalisations eaux usées (ml)	80 868	82 149	82 149	82 149	81 177	-1,2%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	68 406	69 502	69 502	69 502	68 627	-1,3%
<i>dont refoulement (ml)</i>	12 462	12 647	12 647	12 647	12 550	-0,8%
Canalisations unitaires (ml)	128	128	128	128	128	0,0%
<i>dont gravitaires (ml)</i>	128	128	128	128	128	0,0%
<b>Branchements</b>						
Nombre de branchements eaux usées séparatifs ou unitaires	3 927	3 948	3 948	3 959	3 959	0,0%
<b>Ouvrages annexes</b>						
Nombre de bouches d'égout, grilles avaloirs	2	2	2	2	3	50,0%
Nombre de regards	2 254	2 302	2 302	2 302	2 255	-2,0%

## 3.3 Les indicateurs de suivi du patrimoine

Branchements, réseaux, postes de relèvement, usines de dépollution, installations de traitement des boues, bâtiments, etc , constituent un patrimoine physique et financier considérable pour la Collectivité.

Dans le cadre d'une responsabilité partagée selon le cadre défini par le contrat une démarche de gestion durable et optimisée de ce patrimoine est mise en œuvre afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance du patrimoine et d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état. Veolia est à même de procéder aux arbitrages entre réparation et renouvellement, et de proposer à la Collectivité, pour les opérations à sa charge, les éléments justifiant les priorités de renouvellement.

### 3.3.1 Le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2]

Pour l'année 2021, le taux moyen de renouvellement des réseaux [P253.2] est de 0,00 %. Le tableau suivant précise les linéaires renouvelés portés à la connaissance du délégataire et permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement, en prenant le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur du réseau.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux (%)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchement (ml)	80 996	82 277	82 277	82 277	81 305
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	4
Longueur renouvelée totale (ml)	0	0	0	0	0

### 3.3.2 L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux [P202.2]

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi Grenelle II de juillet 2010, il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion Patrimoniale du Réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points du barème pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Calculée sur un barème de 120 points (ou 110 points pour les services n'ayant pas la mission de collecte), la valeur de cet indice [P202.2] pour l'année 2021 est de :

<b>Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau</b>	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	82	82	82	82	80

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau		Barème	Valeur ICGPR
<b>Code VP</b>	<b>Partie A : Plan des réseaux (15 points)</b>		
VP250	Existence d'un plan des réseaux	10	10
VP251	Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
<b>Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)</b>			
VP252	Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques		Oui
VP253	Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres.		70 %
VP254	Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux à partir d'une procédure formalisée pour les informations suivantes relatives aux tronçons de réseaux : linéaire, catégorie d'ouvrage, précision cartographique, matériaux et diamètres		Oui
<b>Combinaison des variables VP252, VP253 et VP254</b>	Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	12
VP255	Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	13
<b>Total Parties A et B</b>		<b>45</b>	<b>40</b>
<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)</b>			
VP256	Existence information géographique précisant altimétrie canalisations	15	10
VP257	Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
VP258	Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
VP259	Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
VP260	Localisation des autres interventions	10	10
VP261	Définition mise en oeuvre plan pluriannuel enquête et auscultation réseau	10	0
VP262	Mise en oeuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
<b>Total:</b>		<b>120</b>	<b>80</b>

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses interventions ainsi que des informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.



## 3.4 Gestion du patrimoine

### 3.4.1 Les renouvellements réalisés

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : capteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

<b>Installations électromécaniques</b>	<b>Opération réalisée dans l'exercice</b>
<b>STEP SIARE EPERNON 10280EQ/HAB</b>	
<b>POSTE DE RELAGE</b>	
POMPE DE RELEVEMENT N-3 FLYGT 80M3/H	Rénovation
<b>PRETRAITEMENT</b>	
RACLEUR DE GRAISSE	Rénovation
<b>DIVERS</b>	
CANALISATION PVC INOX ACIER	Rénovation
<b>PR MAIRIE - DROUE S/DROUETTE</b>	
<b>PR MAIRIE - DROUE S/DROUETTE</b>	
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement
<b>PR MOULIN LOUVET - DROUE S/DROUETTE</b>	
<b>PR MOULIN LOUVET - DROUE S/DROUETTE</b>	
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement
<b>PR FONTAINE AUX GRAVIERS - EMANCE</b>	
<b>PR FONTAINE AUX GRAVIERS - EMANCE</b>	
ARMOIRE ELECTRIQUE	Rénovation
<b>PR SAUVAGE - EMANCE</b>	
<b>PR SAUVAGE - EMANCE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR MONTLIEU - EMANCE</b>	
<b>PR MONTLIEU - EMANCE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement
TELEGESTION	Rénovation
<b>PR LES MOUSSEUX - EMANCE</b>	
<b>PR LES MOUSSEUX - EMANCE</b>	
TELEGESTION	Rénovation
<b>PR SERY - DROUE S/DROUETTE</b>	
<b>PR SERY - DROUE S/DROUETTE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement
<b>PR ROUTE DE GAZERAN RD80 - RAIZEUX</b>	
<b>SERRURERIE</b>	
EHELLE	Renouvellement
<b>GROUPES DIP</b>	
BLOC MOTEUR MARINE N.1	Rénovation
BLOC MOTEUR MARINE N.2	Rénovation
<b>PR LES COURS VERTES - RAIZEUX</b>	
<b>PR LES COURS VERTES - RAIZEUX</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR ROUTE DE RAIZEUX - ST HILARION</b>	
<b>ELECTRIQUE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR CD906 SENTE</b>	
<b>ELECTRIQUE</b>	

ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement
<b>PR MOULIN D'AMEIL - ST HILARION</b>	
<b>ELECTROMECHANIQUE</b>	
POMPE SUBMERSIBLE N.1	Renouvellement
POMPE SUBMERSIBLE N.2	Renouvellement
<b>ELECTRIQUE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement
TELEGESTION	Rénovation
<b>PR LES HAUTES TERRES - EPERNON</b>	
<b>TELEGESTION</b>	
TELEGESTION TELESURVEILLANCE	Rénovation
<b>PR LA MADELEINE - EPERNON</b>	
<b>ELECTROMECHANIQUE</b>	
SOFREL S10	Rénovation
<b>PR LES PATISSEAUX - EPERNON</b>	
<b>PR LES PATISSEAUX</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Renouvellement
<b>PR LE MUGUET - RAIZEUX</b>	
<b>PR LE MUGUET</b>	
ARMOIRE ELECTRIQUE	Renouvellement
TELE ALARME	Renouvellement
<b>PR LES CHAISES - RAIZEUX</b>	
<b>GROUPES DIP</b>	
BLOC MOTEUR MARINE N.1	Rénovation
BLOC MOTEUR MARINE N.2	Rénovation
<b>PR 4 FILLES - EPERNON</b>	
<b>ELECTRIQUE</b>	
TELEGESTION	Rénovation
<b>PR VIEUX MOULIN - EPERNON</b>	
<b>ELECTRIQUE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR LE PATY (HANCHES) LIEUDIT MORVILLE</b>	
<b>PR</b>	
SOFREL S10N LE PATY	Rénovation
<b>STEP LOREAU 6000HAT/EQ EPERNON</b>	
<b>EAU INDUSTRIELLE</b>	
POMPE 1 FLYGT TECHNOVAR (4KW)	Rénovation
<b>PR 1 RTE RAMBOUILLET - ST HILARION</b>	
<b>PR 1 RTE RAMBOUILLET</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR2 RTE DE RAMBOUILLET - ST HILARION</b>	
<b>PR2 RTE DE RAMBOUILLET</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 3 RUE DU MOULIN NEUF - ST HILARION</b>	

<b>PR 3 RUE DU MOULIN NEUF</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 4 2 ROUTE DE RAMBOUILLET - ST HILARION</b>	
<b>PR 4 2 ROUTE DE RAMBOUILLET</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 5 ROUTE DU FLEAU - ST HILARION</b>	
<b>PR 5 ROUTE DU FLEAU</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 6 PLACE DE L EGLISE - ST HILARION</b>	
<b>PR 6 PLACE DE L EGLISE</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 7 CHEMIN DE L ETANG - ST HILARION</b>	
<b>PR 7 CHEMIN DE L ETANG</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation
<b>PR 8 CHEMIN RURAL NO8 - ST HILARION</b>	
<b>PR 8 CHEMIN RURAL NO8</b>	
ARMOIRE DE COMMANDE	Rénovation

→ *Les réseaux et branchements*

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice
<b>Réseau (lot)</b>	
TAMPONS DE REGARD	9

# 4.

LA PERFORMANCE  
ET L'EFFICACITÉ  
OPÉRATIONNELLE  
POUR VOTRE  
SERVICE





La performance du service d'assainissement est un enjeu majeur, aussi bien pour le confort des consommateurs et des riverains au quotidien que pour maîtriser l'empreinte environnementale de cette activité. Ce chapitre regroupe les informations relatives à l'efficacité du service, de la collecte au traitement, et aborde également son impact sur l'environnement (maîtrise des déversements en milieu naturel, consommation de réactifs, bilan énergétique).

## 4.1 La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- ✓ Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- ✓ Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie du support d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné ou encore d'un prélèvement pour analyse en cas de suspicion de pollution dans le réseau.

### → *L'auscultation du réseau de collecte*

Interventions d'inspection et de contrôle	2017	2018	2019	2020	2021
Longueur de canalisation inspectée par caméra (ml)	3 471	5 428	3 700	1 381	833

### → *Le curage*

Interventions de curage préventif	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'interventions sur réseau	43	44	40	55	54
sur canalisations	43	44	40	55	54
Longueur de canalisation curée (ml)	9 896	10 480	8 882	6 983	11 517

<b>Interventions curatives</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>
Nombre de désobstructions sur réseau	20	20	20	9	7
sur branchements	4	4	1	4	5
sur canalisations	16	16	19	5	2
sur accessoires	0	0	0	0	0
sur bouches d'égout, grilles avaloirs	0	0	0	0	0
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (ml)	456	482	2 097	292	110

→ **Les points « noirs » du réseau de collecte [P252.2]**

Concernant le réseau de collecte, le nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage **[P252.2]** permet à la fois de mettre en évidence la présence de défauts structurels ponctuels et d'évaluer les stratégies d'exploitation mises en œuvre pour pallier ces défauts. Ces défauts sont naturellement susceptibles de constituer des points prioritaires d'amélioration.

	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>N/N-1</b>
Nombre total de points concernés sur le réseau	13	13	13	13	13	0,0%
Longueur du réseau de collecte des eaux usées hors branchements (ml)	80 996	82 277	82 277	82 277	81 305	-1,2%
Nombre de points du réseau nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100km	16,05	15,80	15,80	15,80	15,99	1,2%

## 4.2 L'efficacité de la collecte

### 4.2.1 La maîtrise des entrants

#### → *Les rejets d'eaux usées d'origine non domestique*

Les effluents non domestiques peuvent présenter des caractéristiques physico-chimiques particulières ne permettant pas un traitement similaire à celui effectué dans un système d'assainissement collectif des eaux usées domestiques classiques.

L'impact de ces effluents, s'ils ne sont pas maîtrisés, peut être important sur le fonctionnement et la gestion du système d'assainissement collectif, mais aussi sur le milieu naturel.

Aussi, la maîtrise des rejets non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement contribue à :

- ✓ améliorer le fonctionnement du système de collecte et de traitement,
- ✓ préserver les ouvrages/équipements du système d'assainissement et le patrimoine de la Collectivité,
- ✓ garantir les performances du système de traitement,
- ✓ garantir la qualité des boues, et leur innocuité,
- ✓ respecter la réglementation.

Il importe donc d'identifier les rejets non domestiques à risque, de définir les conditions de leur raccordement (arrêtés d'autorisation, conventions de déversement) et de les contrôler.

Chaque année, un plan d'action est défini afin de cibler les établissements à contrôler en priorité dans l'année :

- ✓ à partir de la demande de la Collectivité ou des industriels eux-mêmes, les services de l'Etat (DREAL, ARS...) étant souvent à l'origine de la démarche des industriels,
- ✓ après détection de substances pouvant nuire à la valorisation agricole des boues et l'identification des établissements pouvant être à l'origine de la pollution,
- ✓ après détection de substances significatives (au sens de la réglementation RSDE - note du 12 août 2016) dans les effluents de la station d'épuration pouvant conduire à des impacts sur les milieux récepteurs. En effet, la note du 12 août 2016, au-delà des campagnes régulières d'analyse des substances en entrée et en sortie de stations d'épuration supérieures à 10 000 EH impose aux Maîtres d'ouvrage du réseau de Collecte la responsabilité de réaliser un diagnostic visant à identifier les sources de substances et à proposer les actions correctives pour les réduire. Aussi, dans ce cadre, des contrôles des établissements pourront être d'intérêt.

La définition du plan d'action tient par ailleurs compte de :

- ✓ la localisation à l'échelle de la Collectivité de l'ensemble des établissements déversant dans les réseaux des eaux usées autres que domestiques,
- ✓ l'évaluation des principaux apports à partir de la synthèse des données existantes (études, autocontrôles, données Agence de l'Eau, consommations d'eau, ...),
- ✓ l'établissement de la liste des établissements à risques.

Afin de s'adapter aux constatations de terrain, le plan d'action pourra être modifié en cours d'année à la demande de la Collectivité.

→ **Le bilan 2021 des Arrêtés d'Autorisation de Déversement (AAD) et des Conventions Spéciales de Déversement (CSD)**

Le tableau ci-dessous présente le nombre total de conventions et d'arrêtés d'autorisation de déversement établis au 31/12 de l'année :

	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre de conventions de déversement	4	4	4	4	4
Nombre arrêtés d'autorisation de déversement	5	4	4	4	4

Le tableau ci-dessous liste les conventions spéciales de déversement établies conformément au règlement du service avec les clients concernés :

Nom de l'établissement
DUPONT DANISCO
EXPANSCIENCE
HENKEL
SEALED AIR

→ **La conformité des branchements domestiques**

Le contrôle de la conformité des branchements pour s'assurer de l'absence de mauvais branchements (par exemple, branchement pluvial raccordé au réseau d'eaux usées dans le cas d'un réseau séparatif) est également un élément de maîtrise des entrants dans le système d'assainissement.

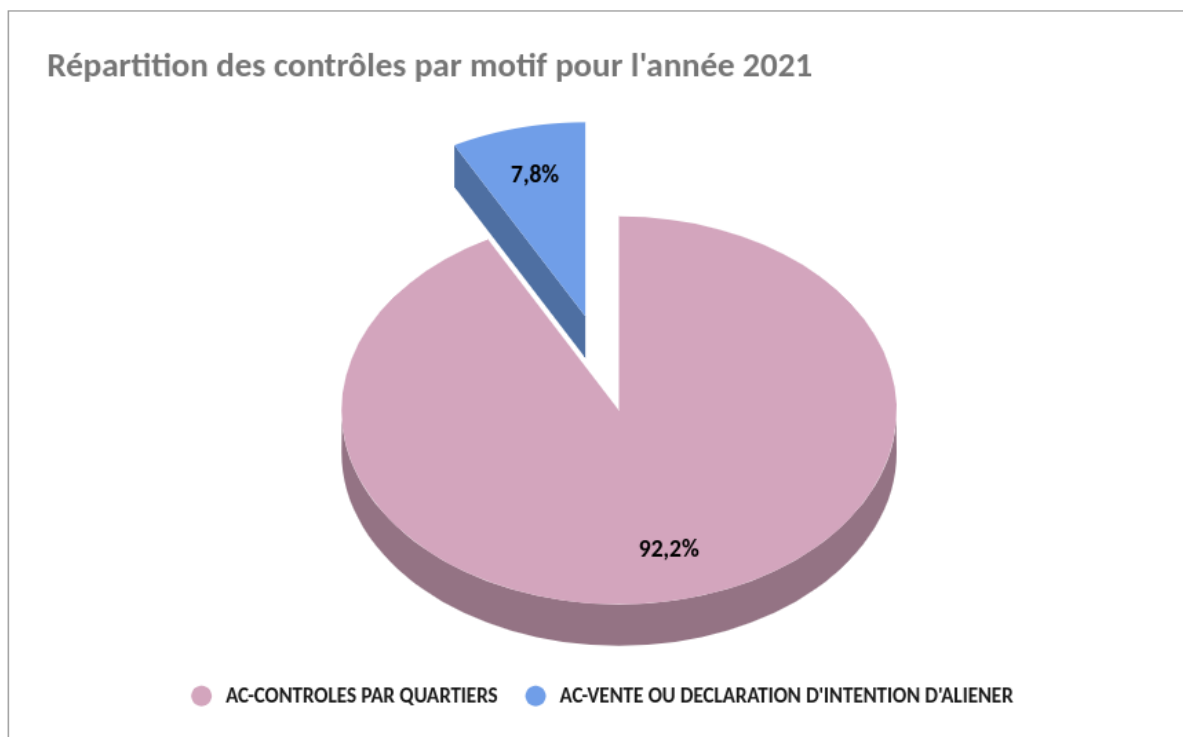
→ Données globales des contrôles de conformité des branchements (tous motifs confondus y compris les ventes) sur l'année 2021.

Nature / Motif	Conforme	Non conforme	Total général
<b>DROUE SUR DROUETTE</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>14</b>
<b>AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER</b>			
1ère visite	2	0	2
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	8	4	12
<b>EMANCE</b>	<b>182,5</b>	<b>67,5</b>	<b>250</b>
<b>AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER</b>			
1ère visite	3	0	3
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	178,5	67,5	246
Visite suivante	2,5	0	2,5
ITV Seules	1,5	0	1,5
<b>EPERNON</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>10</b>
<b>AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER</b>			
1ère visite	7	1	8
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	2	0	0
<b>HANCHES</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	2	0	2
<b>RAIZEUX</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
<b>AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER</b>			
1ère visite	3	0	3
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	3	0	3
<b>SAINT HILARION</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>9</b>
<b>AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER</b>			
1ère visite	6	1	7
<b>AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS</b>			
1ère visite	1	1	2
<b>Total général</b>	<b>219,5</b>	<b>74,5</b>	<b>294</b>

**a - Répartition des motifs AC sur l'année 2021 :**

**Les motifs des contrôles AC sont les suivants :**

**92,2%** (271 branchements) des visites de 2021 ont été réalisées dans le cadre de **contrôles par quartiers**, **7,8%** (23 branchements) dans le cadre de **mutations de biens**.



**b - Etat de conformité des contrôles des branchements (tous motifs confondus y compris les ventes) sur l'année 2021 :**

	Nombre de contrôles conformes	Nombre de contrôles non conformes	Nombre de contrôles de conformité des branchements réalisés en 2021
1ère visite	214	74,5	288,5
Visite suivante	5,5	0	5,5
Total général	219,5	74,5	294

Les 0.5 ajoutés aux contrôles de conformité sur Emancé sont liés au passage caméra effectué lors des dits-contrôles.



### c - Zoom sur les non conformes :

Au total 74,5 branchements sur les 294 contrôles se sont révélés non-conformes, ce qui représente environ 25% des visites réalisées.

En 2021, 288,5 "premières visites" ont été réalisées : 214 ont révélé des visites conformes et 74,5 des installations non conformes.

5,5 "visites suivantes" ont été réalisées. Les travaux réalisés ont permis l'obtention de certificats de conformité pour ces habitations.

Remarque: une "visite suivante" permet de contrôler les travaux de mise en conformité réalisés.

## 2. Données globales contractuelles et état d'avancement concernant les contrôles de conformité contractuel

### a - Etat d'avancement des contrôles contractuels

La Collectivité a engagé une démarche de maîtrise des rejets au réseau d'assainissement. Dans ce cadre et conformément à la délégation de service public, il est prévu de réaliser les contrôles de l'ensemble des branchements des communes du Syndicat pendant la durée du contrat, soit 8,4% par an.

	Nombre de contrôles de conformité dus contractuellement sur l'ensemble du contrat	Nombre de contrôles de conformité réalisés depuis le début du contrat	Pourcentage d'avancement au 31/12/2021	Nombre de contrôles de conformité restant à la fin du contrat
Contrôle des branchements collectifs	4226	1379.5	32.6%	2846.5

Sur la totalité des contrôles effectués depuis le début du contrat soit 1379.5, le "demi" contrôle de conformité est lié à un contrôle en 2019. Ces "demi" contrôles sont réalisés chez les abonnés non domestiques et sont quantifiés à 1,5 au lieu de 2 quand ceux-ci sont faits avec des ITV.

### **4.2.2 La maîtrise des déversements en milieu naturel**

#### **→ La connaissance des déversements vers le milieu naturel [P255.3]**

Le tableau ci-dessous présente les points de rejets au milieu naturel identifiés :

Nombre de points de rejet	2017	2018	2019	2020	2021
Nombre d'usines de dépollution	2	2	2	2	2

Les déversoirs d'orage et les « trop-pleins » des postes de relèvement ont été initialement mis en place pour permettre de déverser au milieu naturel les effluents en excès par temps de pluie.

La connaissance fine de ces points de rejet et l'évaluation de la pollution rejetée sont nécessaires pour maîtriser l'impact environnemental du réseau d'assainissement. L'indicateur « Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées » [P255.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet de mesurer l'avancement de cette politique.

Cet indicateur est à établir par la Collectivité avec l'appui du délégataire. Les informations dont nous disposons et qui sont utiles au calcul de l'indicateur sont les suivantes :

	2017	2018	2019	2020	2021
Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	70	70	100	100	90

Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte	Barème	Valeur ICR
<b>Partie A : Eléments communs à tous les types de réseaux (100 points)</b>		
Identification des points de rejets potentiels aux milieux récepteurs	20	20
Évaluation de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet	10	10
Etude terrain des points de déversements - id moment et taille du déversement	20	20
Mesures débit et pollution sur les points de rejet	30	30
Réalisation rapport sur la surveillance des systèmes de collecte et stations d'épuration	10	10
Connaissance qualité des milieux récepteurs et évaluation impact des rejets sur le milieu récepteur	10	0
<b>Total Partie A</b>	<b>100</b>	<b>90</b>
<b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur	10	
<b>Partie C : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou mixtes (10 points qui ne sont comptabilisés que si 80 points au moins ont été obtenus en partie A)</b>		
Mise en place suivi de la pluviométrie des principaux déversoirs d'orage	10	
<b>Total:</b>	<b>120</b>	<b>90</b>

### → La conformité de la collecte [P203.3]

Cet indicateur [P203.3] (voir définition dans le glossaire en annexe du présent document) permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU.

Le mode de calcul de cet indicateur en cours de refonte n'a pas été communiqué à la date d'établissement du présent rapport. Veolia est en attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

Dans l'attente de la publication de cet indicateur, Veolia met à disposition de la Collectivité les informations suivantes qui seront utiles pour établir la conformité du réseau de collecte et, le cas échéant, identifier les axes de progrès :

déversées (par temps sec et par temps de pluie) (en kgDBO5) :

## 4.3 L'efficacité du traitement

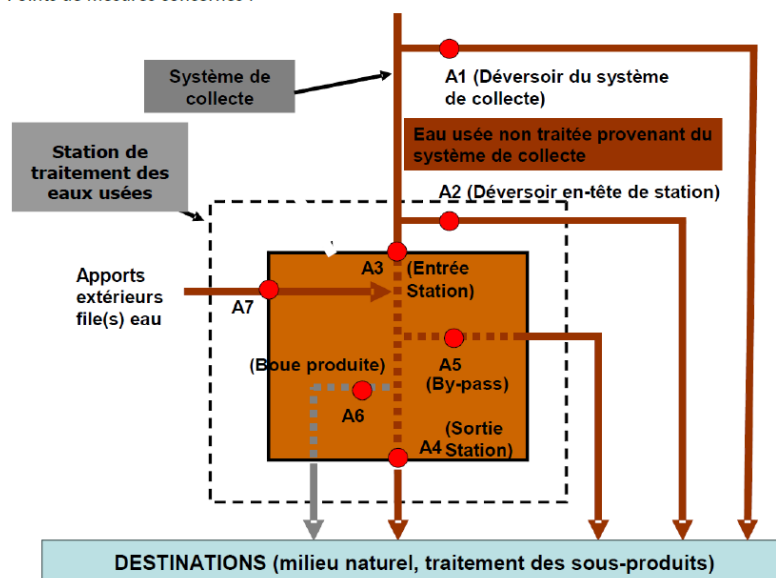
La conformité des systèmes de traitement aux prescriptions réglementaires concerne le niveau d'équipement des installations, ainsi que la qualité des rejets et leur impact sur le milieu naturel. Cette conformité est évaluée au travers, d'une part, des indicateurs de l'arrêté du 2 mai 2007 et, d'autre part, des critères de l'arrêté du 21 juillet 2015.

Afin d'assurer une bonne cohérence avec l'arrêté du 21 juillet 2015, les outils Autostep et Mesurestep mis à disposition des Services de Police de l'Eau et des Exploitants par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>) et permettant de réaliser l'évaluation de conformité des systèmes d'assainissement ont évolué en 2019. De nouvelles règles sont ainsi appliquées pour évaluer la conformité en performance des stations d'épuration.

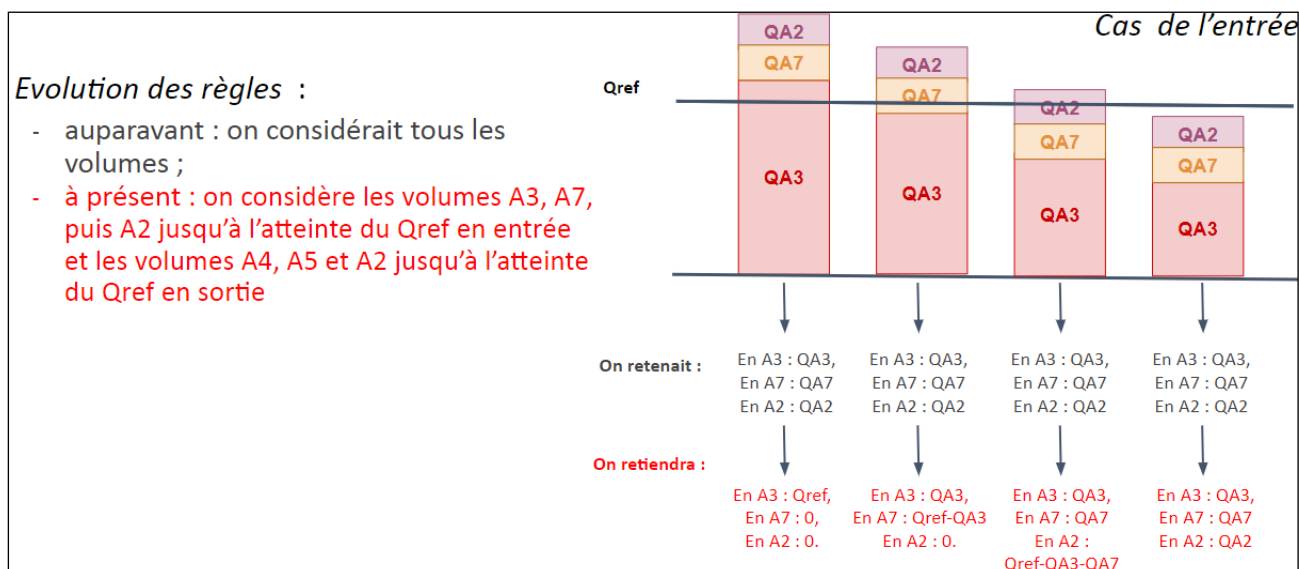
- les flux considérés en entrée et en sortie du système de traitement tiennent à présent compte du débit de référence ou du Percentile 95 (PC95). En pratique seuls les flux à hauteur du débit de référence sont retenus dans les calculs. Ainsi, tous les volumes déversés par le Déversoir en Tête de Station (A2) au-delà du débit de référence sont écartés et n'interviennent pas dans les calculs de conformité. Il en est de même pour le calcul de la Charge Brute de Pollution Organique, basé sur les flux en entrée en DBO5,
- un bilan d'autosurveillance est à présent considéré hors condition normale de fonctionnement (et les paramètres non-conformes sont alors écartés) lorsque le débit en entrée de station d'épuration (A3) dépasse le débit de référence PC95,
- dans le cas des stations d'épuration supérieures à 2 000 EH, le calcul de la conformité nationale sera basé uniquement sur la valeur du PC95 calculée et le calcul de la conformité locale prendra en compte la valeur maximale entre le PC95 et le débit de référence défini dans l'acte administratif. Dans le cas des stations inférieures à 2 000 EH, seul le débit de référence issu de l'acte administratif sera considéré.

Les schémas ci-dessous rappellent la dénomination SANDRE des points de mesures et illustrent les nouveautés introduites.

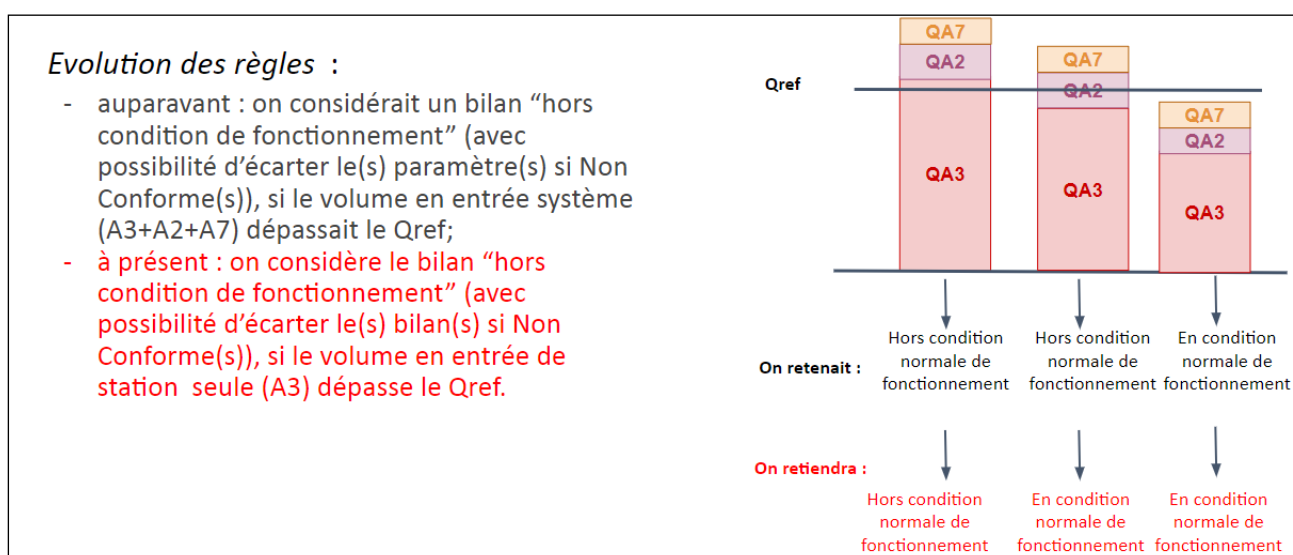
Points de mesures concernés :



## Dénomination SANDRE des points de mesures



### Schéma explicatif des nouvelles modalités pour le calcul des volumes, concentrations, et flux



### Schéma explicatif des nouvelles modalités pour définir si le bilan est en ou hors condition normale de fonctionnement

Afin d'intégrer ces nouvelles règles, nous avons également fait évoluer notre outil interne OPUS pour évaluer la conformité locale le plus justement possible. Aussi, le rapport annuel fournit à présent les évaluations de conformité locale réalisées en adoptant ces nouvelles règles de calcul. A l'occasion de ce changement, nous avons également décidé de conserver uniquement nos évaluations « exploitant » de la conformité locale et de ne plus transmettre nos évaluations « exploitant » de la conformité européenne. Pour rappel, l'indicateur réglementaire P205.3 Conformité de la performance des ouvrages d'épuration est à la Charge du Service de Police de l'Eau et n'est pas dû par l'exploitant.

C'est également pourquoi, nous avons rappelé les hypothèses sur lesquelles se fondent nos évaluations de conformité.

En effet, les modalités précises d'évaluation retenues pour évaluer la conformité s'appuient en premier lieu sur les critères des services en charge de la Police de l'Eau lorsque ceux-ci ont été inscrits dans un arrêté préfectoral et/ou portés à la connaissance de Veolia. A défaut, les critères pris en compte sont ceux énoncés dans les guides généraux d'application de l'arrêté du 21 juillet 2015 élaborés par la Direction de l'Eau et la Biodiversité.

#### 4.3.1 Conformité globale

##### → La conformité des équipements d'épuration [P204.3]

Cet indicateur [P204.3] permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la directive européenne ERU. Cet indicateur résulte des conformités de chaque station de traitement des eaux usées (STEU) du service, pondérées par la charge entrante en DBO5 (moyenne annuelle). La conformité de chacune des STEU est établie par les services de l'Etat et est adressée à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

##### → La conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU [P205.3]

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'un service, au regard des dispositions réglementaires issues de la Directive européenne ERU. Il [P205.3] est à établir par la Police de l'eau, qui doit l'adresser à l'exploitant en vertu de l'article 22 de l'arrêté du 21 juillet 2015. La valeur de cet indicateur n'a pas été communiquée à Veolia à la date d'établissement du présent rapport.

En l'absence de réception à la date d'établissement du présent rapport annuel des éléments relatifs à cet indicateur, Veolia présente ci-dessous un indicateur approché, établi à partir des données issues de l'autosurveillance mise en œuvre et des valeurs caractéristiques de référence de la station (CBPO, Qref) à utiliser, établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance). Ces valeurs sont rappelées par station dans le tableau ci-dessous.

L'évaluation est réalisée en écartant les bilans non conformes correspondant à un débit arrivant en entrée de la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...). Il s'agit donc d'une évaluation de la conformité locale (et non d'une évaluation de la conformité nationale/européenne).

Les indices suivants mesurent la conformité par rapport à la réglementation (arrêté préfectoral local ou arrêté du 21 juillet 2015 à défaut). Pour rappel, la conformité à la directive européenne n'est à présent plus évaluée.

Conformité réglementaire des rejets	à l'arrêté préfectoral
	100,00
EPERNON STATION EPURATION	100,00
STATION EPURATION LE LOREAU	100,00

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

→ **La conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P254.3]**

Cet indicateur [P254.3], qui concerne uniquement les usines d'épuration de plus de 2000 EH, correspond au nombre de bilans conformes aux objectifs de rejet spécifiés par l'arrêté préfectoral ou, par défaut, selon les règles d'évaluation de la conformité identifiées avec la Police de l'Eau, rapporté au nombre total de bilans réalisés sur 24 heures. Pour calculer cet indicateur, les bilans non conformes correspondant à un débit entrant dans la station au-delà du débit de référence caractéristique de la station et les bilans en situations inhabituelles (opérations de maintenance programmées, circonstances exceptionnelles telles que catastrophes naturelles, inondations...) sont écartés, selon la réglementation en vigueur.

Conformité des performances des équipements d'épuration	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Performance globale du service (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
EPERNON STATION EPURATION	100	100	100	100	100
STATION EPURATION LE LOREAU	100	100	100	100	100

Pour établir la performance globale, dans le cas de plusieurs usines de dépollution, le taux de chaque usine est pondéré par la charge en DBO5 arrivant sur le système de traitement.

A partir de 2019, cette conformité est évaluée en retenant les nouvelles règles incluses dans les outils mis à disposition par le Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local)). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

→ **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes [P206.3]**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation. Les filières de traitement et/ou de valorisation de ces boues peuvent être la valorisation agricole, le compostage, l'incinération, la gazéification et la décharge agréée.

	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
EPERNON STATION EPURATION	100	100	100	100	100
STATION EPURATION LE LOREAU	100	100	100	100	100

#### 4.3.2 Bilan d'exploitation et conformités par station

Les données de bilan et conformité sont détaillées en annexe du présent document.

Les autres données d'auto-surveillance sont consultables sur les registres d'autosurveillance, tenus à jour conformément à l'arrêté du 21 juillet 2015.



## EPERNON STATION EPURATION

### Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

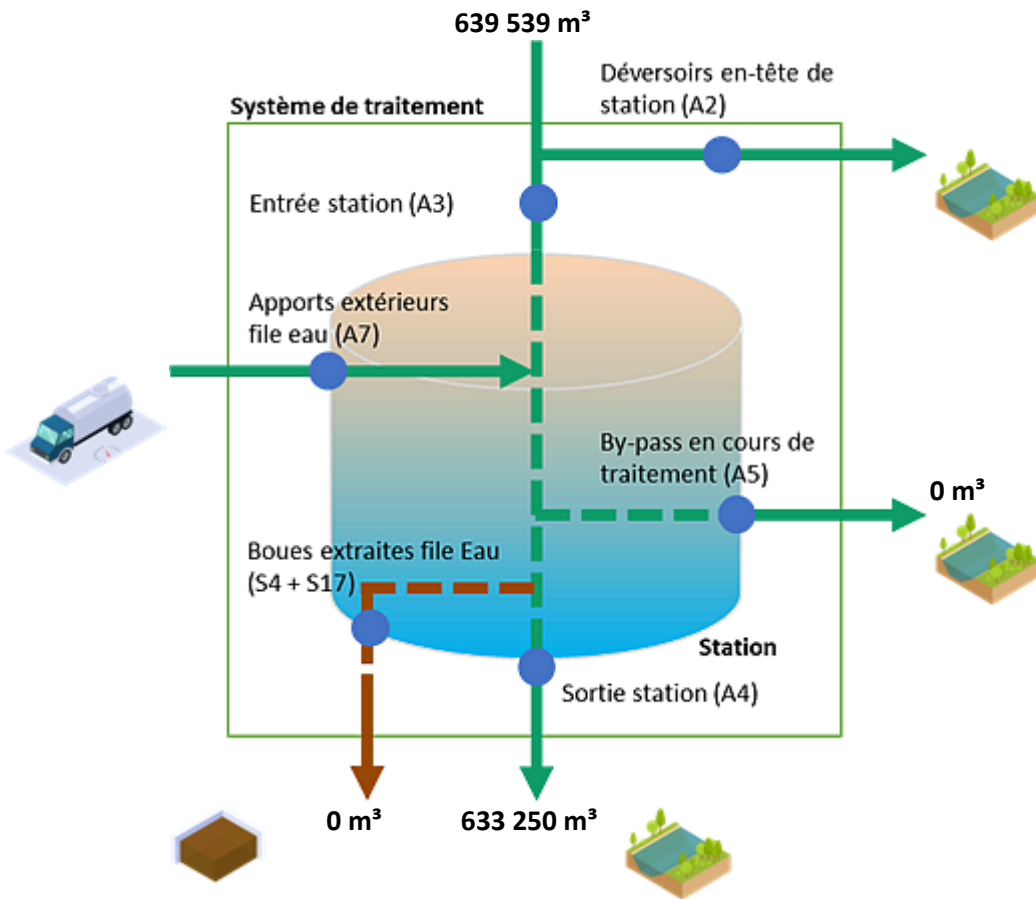
	2021
Débit de référence (m <sup>3</sup> /j)	2 759
Capacité nominale (kg/j)	720

Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

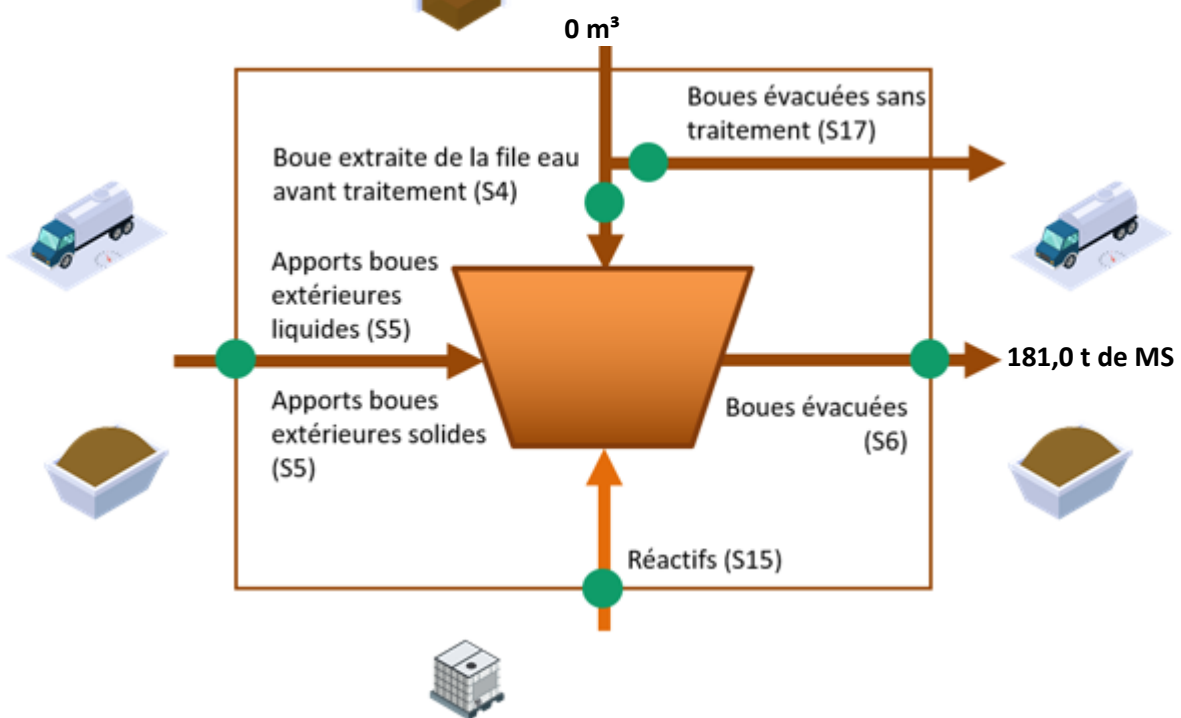
	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
<b>Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)</b>							
moyenne journalière par bilan	90,00	25,00					
moyenne annuelle				10,00	20,00		2,00
<b>Concentration réductible en sortie (mg/L)</b>							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00					
<b>Charge maximale à respecter (kg/j)</b>							
<b>Rendement minimum moyen (%)</b>							

\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.

## File Eau



## File Boue



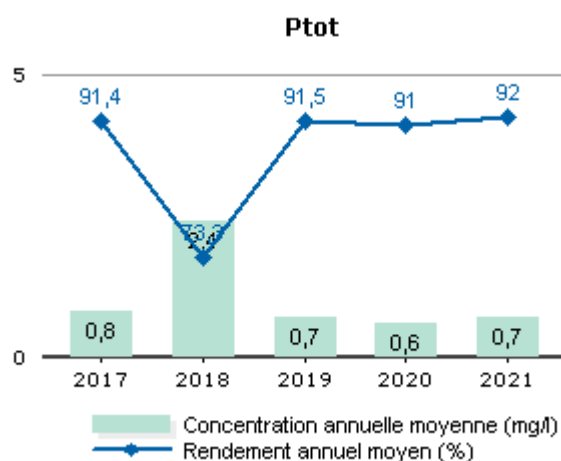
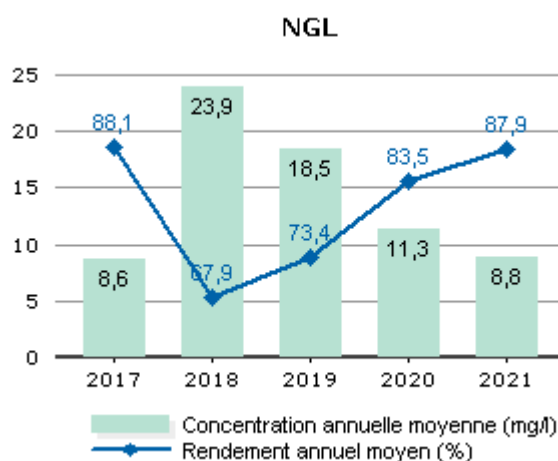
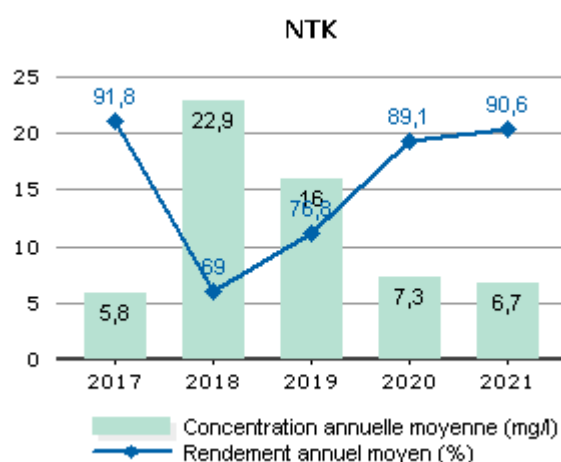
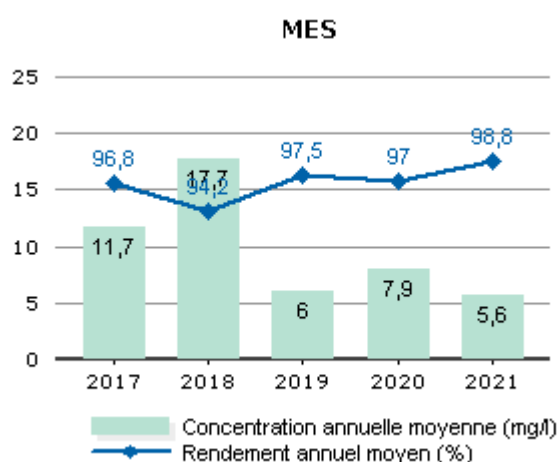
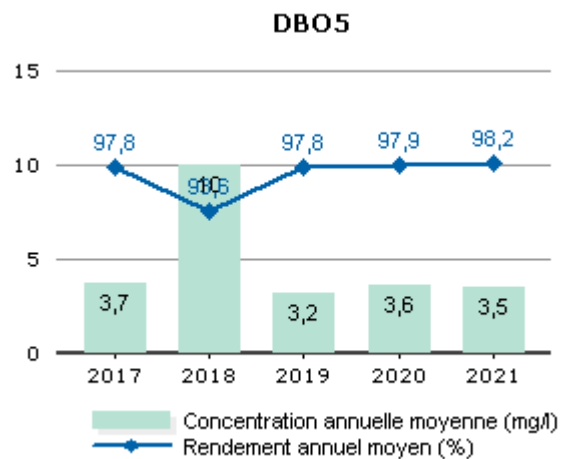
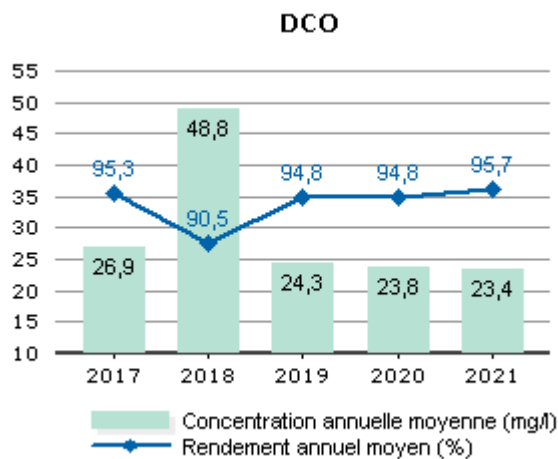
### Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2021
DCO	24
DBO5	12
MES	24
NTK	12
NGL	12
Ptot	12

### Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

## Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2017	2018	2019	2020	2021
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

## Qualité du traitement des boues

### Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2017	2018	2019	2020	2021
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	129,7	142,1	173,1	196,4	181,0

### Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

### Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Valorisation agricole	6614	2,74	181	100,00
<b>Total</b>	<b>6614</b>	<b>2,74</b>	<b>181</b>	<b>100,00</b>

\* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

## Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2017	2018	2019	2020	2021
Incinération (t) Refus	24,0	24,0	24,0	22,0	24,0
<b>Total (t)</b>	<b>24,0</b>	<b>24,0</b>	<b>24,0</b>	<b>22,0</b>	<b>24,0</b>
Transit (t) Sables	7,0	16,0	20,0	48,0	14,0
<b>Total (t)</b>	<b>7,0</b>	<b>16,0</b>	<b>20,0</b>	<b>48,0</b>	<b>14,0</b>
Transit (m <sup>3</sup> ) Graisses	22,0		18,0	39,0	15,0
<b>Total (m<sup>3</sup>)</b>	<b>22,0</b>		<b>18,0</b>	<b>39,0</b>	<b>15,0</b>

## STATION EPURATION LE LOREAU

### Rappel des valeurs caractéristiques de la station et des performances de traitement attendues

Les valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de la conformité de la station sont présentées dans le tableau qui suit. Il s'agit des valeurs établies et communiquées par le service de Police des eaux (arrêté préfectoral d'autorisation, ou à défaut manuel d'autosurveillance) (Débit de référence) ou fournies par le constructeur (capacité nominale).

Valeurs caractéristiques utilisées pour l'évaluation de conformité

	2021
Débit de référence (m3/j)	842
Capacité nominale (kg/j)	350

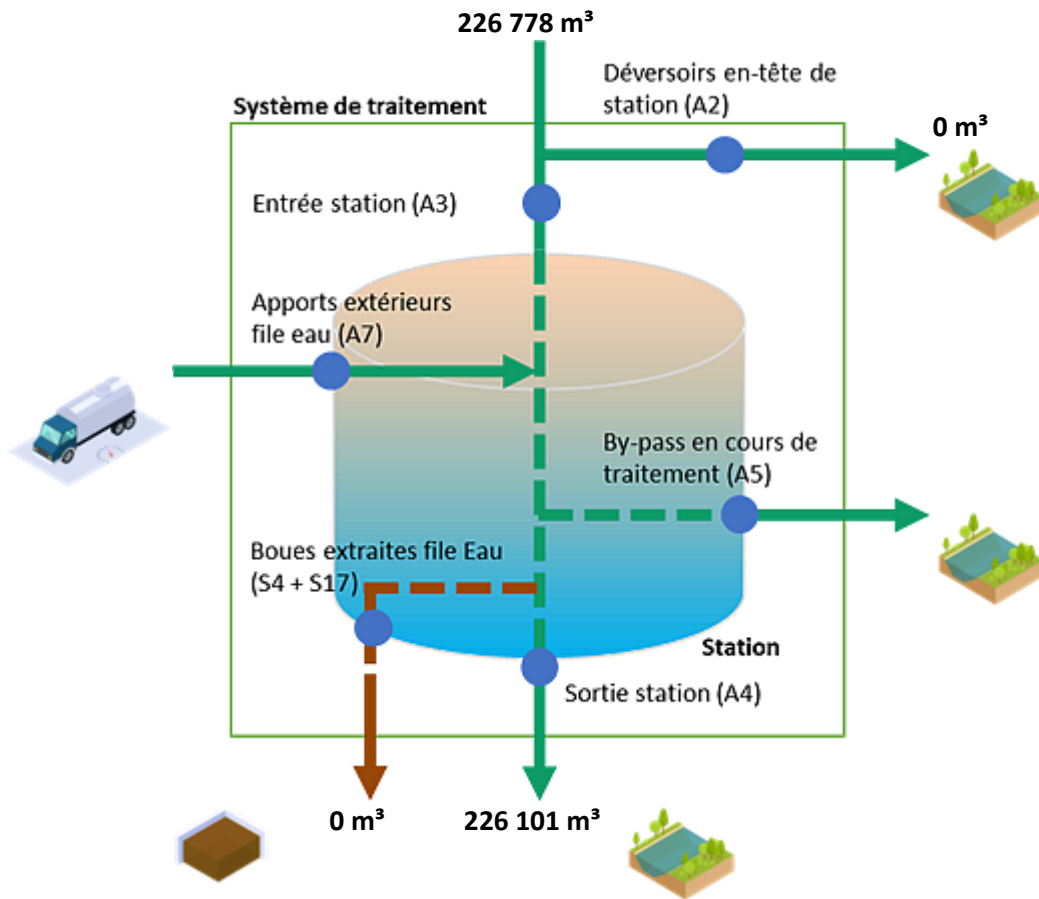
Performances attendues (selon arrêté préfectoral) (\*)

	DCO	DBO5	MES	NTK	NGL	NH4	Ptot
<b>Concentration maximale à respecter (mg/L) (*)</b>							
moyenne journalière par bilan	125,00	25,00	35,00				
moyenne annuelle				12,00	15,00		2,00
<b>Concentration réductible en sortie (mg/L)</b>							
moyenne journalière par bilan	250,00	50,00	85,00				
<b>Charge maximale à respecter (kg/j)</b>							
<b>Rendement minimum moyen (%)</b>							
moyen journalier par bilan	86,00	93,00	93,00				
moyen annuel				85,00	80,00		90,00

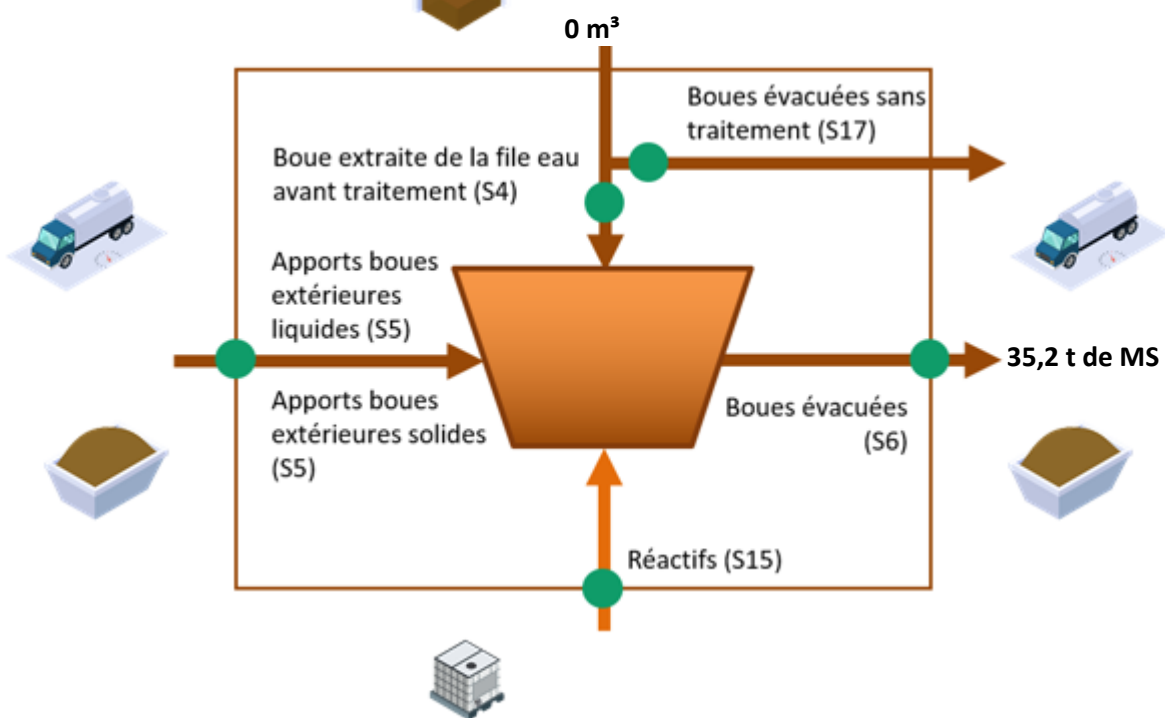
\* : En général, pour les paramètres NTK, NGL et Ptot, les conformités se jugent en moyennes annuelles, et pour les autres paramètres en moyennes journalières par bilan, cela sous réserve d'absence d'indications complémentaires d'arrêtés préfectoraux locaux.



### File Eau



### File Boue



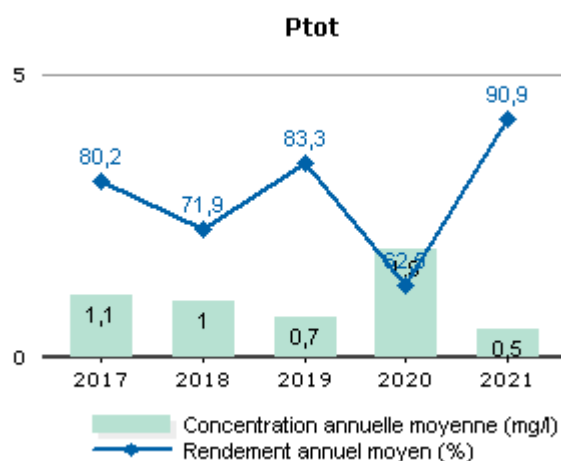
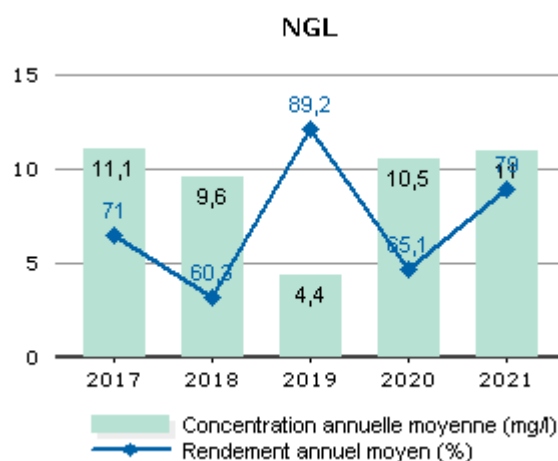
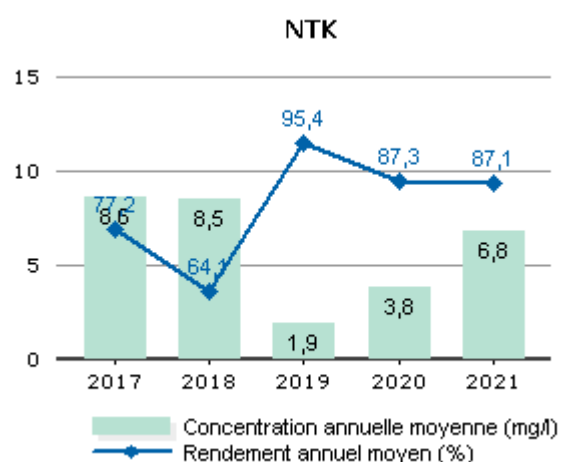
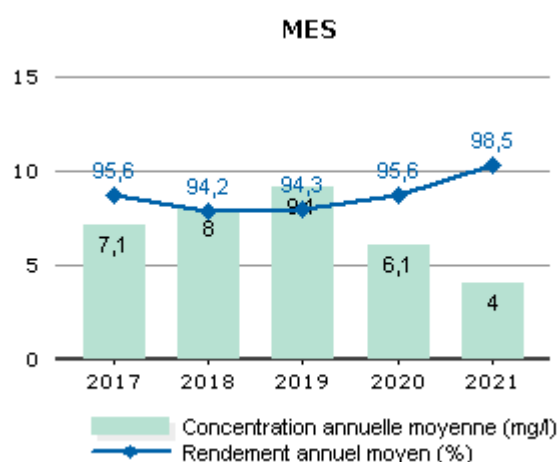
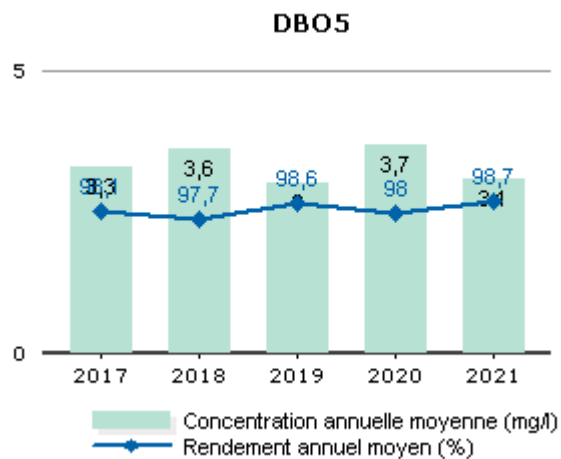
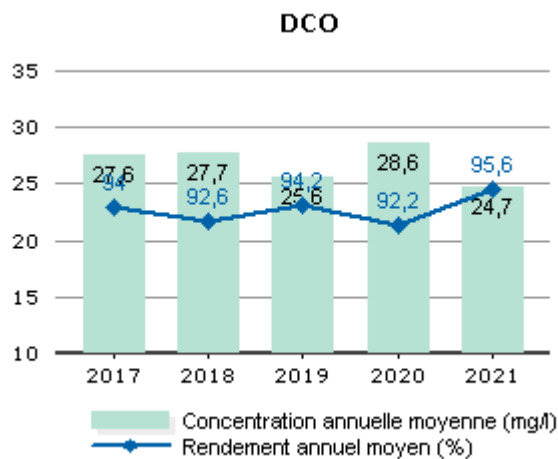
### Fréquences d'analyses

Le tableau suivant présente le nombre de bilans disponibles par paramètre.

	2021
DCO	13
DBO5	13
MES	13
NTK	5
NGL	5
Ptot	5

### Concentrations en sortie et rendements épuratoires

Les graphiques suivants présentent la qualité d'eau obtenue en sortie de station de traitement ainsi que les rendements épuratoires obtenus :



Les valeurs moyennes observées en sortie du système de traitement (concentrations et rendements) ne permettent pas de mesurer le respect de la prescription qui est à présent à calculer en considérant les débits à hauteur du débit de référence. L'évaluation du taux de respect fait l'objet de l'indicateur de conformité locale présenté dans la suite de la présente section.

## Conformité de la performance

Les évaluations de la conformité sont réalisées en excluant les bilans pour lesquels le débit entrant dépasse le débit de référence retenu et les bilans en situations inhabituelles (catastrophes naturelles, inondations, ...). La conformité locale est définie au regard des prescriptions de l'arrêté préfectoral.

	2017	2018	2019	2020	2021
Conformité à l'arrêté préfectoral	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

A partir de 2019, cette conformité est évaluée suivant les nouvelles règles de calcul que celles des outils du Ministère (prise en compte des débits à hauteur du débit de référence en entrée et sortie, prise en compte du débit entrant en station pour définir si la station est en ou hors condition normale de fonctionnement, prise en compte du débit de référence mentionné dans l'acte administratif (arrêté préfectoral local). Cette évaluation reste fournie à titre indicatif. Seule l'évaluation transmise par le Service de Police de l'Eau en mars a une valeur officielle.

## Qualité du traitement des boues

### Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration

Cet indicateur permet d'évaluer l'efficacité de dépollution des usines (extraction et concentration de la pollution de l'effluent traité). Il s'exprime en tonnage de matières sèches.

	2017	2018	2019	2020	2021
Boues évacuées (Tonnes de MS) (S6)	38,3	29,6	29,8	22,5	35,2

### Boues évacuées par destination et proportion évacuée selon une filière conforme

Ce tableau présente la proportion de boues évacuées selon une filière conforme.

	2017	2018	2019	2020	2021
Taux de boues évacuées selon une filière conforme (%)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

### Destination des boues évacuées

Ce tableau présente le détail pour l'année des destinations des boues évacuées.

	Produit brut (t)	Siccité (%)	Matières sèches (t)	Destination conforme (%) *
Compostage norme NF	167,2	21,05	35,2	100,00
<b>Total</b>	<b>167,2</b>	<b>21,05</b>	<b>35,2</b>	<b>100,00</b>

\* répartition calculée sur les tonnes de matières sèches.

### Sous-produits évacués par destination

Ce tableau présente les sous-produits générés et leur devenir.

	2017	2018	2019	2020	2021
Incinération (t) Refus	6,0	5,0	6,0	6,0	6,0
<b>Total (t)</b>	<b>6,0</b>	<b>5,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>

### 4.3.3 La surveillance des micropolluants dans les eaux de rejets

La note technique du 12 août 2016 précise les modalités de recherche des substances dangereuses dans les eaux (RSDE). Cette surveillance, suspendue par la note du 19 janvier 2015, devra être de nouveau mise en œuvre en 2019 sur les stations d'épuration de plus de 10 000 EH. Par ailleurs, la note du 12 août 2016 renforce la lutte à la source contre les micropolluants en rendant obligatoire la recherche au sein de la zone de collecte des émetteurs de substances présentes significativement au niveau de la station d'épuration, et cela dès 2019 pour un certain nombre de systèmes d'assainissement.

Veolia se tient à votre disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes importants et évaluer leurs conséquences pour votre service

## 4.4 L'efficacité environnementale

### 4.4.1 Le bilan énergétique du patrimoine



Un véritable management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>652 013</b>	<b>742 584</b>	<b>815 666</b>	<b>788 247</b>	<b>751 290</b>	<b>-4,7%</b>
Usine de dépollution	652 013	646 680	727 076	710 946	651 431	-8,4%
Postes de relèvement et refoulement		95 904	88 590	77 301	99 859	29,2%
<b>Energie consommée facturée (kWh)</b>	<b>663 299</b>	<b>481 719</b>	<b>566 672</b>	<b>776 913</b>	<b>779 220</b>	<b>0,3%</b>
Usine de dépollution	321 990	430 581	516 068	502 542	492 423	-2,0%
Postes de relèvement et refoulement	341 309	51 138	50 604	274 371	286 797	4,5%

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.2 La consommation de réactifs

Le choix du réactif est établi afin :

- ✓ d'assurer un rejet au milieu naturel de qualité conforme à la réglementation,
- ✓ de réduire les quantités de réactifs à utiliser.

→ *La consommation de réactifs*

#### Usine de dépollution - File Eau

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>EPERNON STATION EPURATION</b>						
Chlorure ferrique (kg)	31 610	31 320	23 200	17 400	24 200	39,1%
<b>STATION EPURATION LE LOREAU</b>						
Chlorure ferrique (kg)	25 230	25 230	16 965	8 700	8 700	0,0%



# 5.

RAPPORT  
FINANCIER DU  
SERVICE



Ce chapitre présente le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE). Il fait également le point sur la situation des biens, les programmes d'investissement et de renouvellement, ainsi que les engagements du délégataire à incidence financière.

## 5.1 Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges et l'avis des Commissaires aux Comptes sont présentés en annexe du présent rapport « Annexes financières »

Les données ci-dessous sont en Euros.

### → *L'état détaillé des produits*

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE.

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de  
l'Exploitation**

**Année 2021**

**Collectivité: X061A - SIA RÉGION D'EPERNON DSP-ASS Assainissement**

LIBELLE	CEP 2020	2020	CEP 2021	2021
<b>PRODUITS</b>	<b>679 896</b>	<b>1 161 257</b>	<b>685 633</b>	<b>1 388 088</b>
Exploitation du service	664 896	634 334	670 633	789 982
Collectivités et autres organismes publics		525 694		592 981
Travaux attribués à titre exclusif	0	0	0	3 211
Produits accessoires	15 000	1 229	15 000	1 914
<b>CHARGES</b>	<b>673 145</b>	<b>1 327 262</b>	<b>673 145</b>	<b>1 422 153</b>
Personnel	207 826	260 678	207 826	248 113
Energie électrique	80 737	100 214	80 737	87 034
Produits de traitement	12 964	7 916	12 964	14 622
Analyses	13 802	7 513	13 802	5 146
Sous-traitance, matières et fournitures	165 514	211 744	165 514	268 318
Impôts locaux et taxes	8 714	16 289	8 714	13 951
Autres dépenses d'exploitation	68 270	96 468	68 270	68 001
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	22 105	12 238	22 105	23 662
<i>engins et véhicules</i>	14 033	23 963	14 033	18 551
<i>informatique</i>	14 400	25 974	14 400	26 914
<i>assurances</i>	8 700	5 848	8 700	-1 774
<i>locaux</i>		59 130		44 929
<i>autres</i>	9 033	-30 685	9 033	-44 281
Contribution des services centraux et recherche	57 500	31 163	57 500	43 251
Collectivités et autres organismes publics		525 694		592 981
Charges relatives aux renouvellements	55 456	58 959	55 456	59 177
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	55 456	58 959	55 456	59 177
Charges relatives aux investissements	2 362	903	2 362	916
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	2 362	903	2 362	916
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement		9 718		20 642
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>6 751</b>	<b>-166 005</b>	<b>12 488</b>	<b>-34 066</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>6 751</b>	<b>-166 005</b>	<b>12 488</b>	<b>-34 066</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2021**

Collectivité: X061A - SIA RÉGION D'EPERNON DSP-ASS

Assainissement

LIBELLE	2020	2021	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	634 334	789 982	24,54 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	666 908	789 284	18,35 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 32 574	698	
<b>Exploitation du service</b>	<b>634 334</b>	<b>789 982</b>	<b>24,54 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	454 884	527 965	16,07 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	511 539	544 148	6,37 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 56 655	- 16 183	
Redevance Modernisation réseau	70 810	65 016	-8,18 %
dont produits au titre de l'année (hors estimations)	74 657	73 121	-2,06 %
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	- 3 847	- 8 105	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>525 694</b>	<b>592 981</b>	<b>12,80 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>0</b>	<b>3 211</b>	<b>NS</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>1 229</b>	<b>1 914</b>	<b>NS</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

21/03/22

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## 5.2 Situation des biens

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable au chapitre 3.1 « Inventaire des installations ».

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3 Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → *Programme contractuel d'investissement*

Pas de programme contractuel d'investissement.

### → *Programme contractuel de renouvellement*

Pas de programme contractuel de renouvellement.

### → *Les autres dépenses de renouvellement*

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

#### **Dépenses relevant d'une garantie pour la continuité du service :**

Cet état fournit, sous la forme préconisée par la FP2E, les dépenses de renouvellement réalisées au cours de l'exercice dans le cadre d'une obligation en garantie pour la continuité du service.

#### **Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :**

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatif à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE						
CONTRAT X061A - SIA DE LA REGION D'EPERNON - ASST						
FONDS DE RENOUVELLEMENT						
(PERIODE 01/07/2016 au 30/06/2028)						
DO= 55 455,60						
Date	Libellé	Indice K	Taux Intérêts Légal	Dotation	Utilisation	Solde (+ si créditeur - si débiteur)
juil-16	Dotation 2016	1		27 727,80		27 727,80
	Pas de travaux en 2016					27 727,80
	Report à nouveau					27 727,80
janv-17	Dotation 2017	1,001656		55 547,43		83 275,23
déc-17	STEP de Bourg - Renouvellement pompe de relèvement				327,41	82 947,82
oct-17	STEP de Bourg - Renouvellement potence				996,71	81 951,11
oct-17	STEP de Bourg - Renouvellement alarme atelier				960,25	80 990,87
mars-17	STEP Loreau - Renouvellement surpresseur				17 684,11	63 306,76
nov-17	STEP Loreau - Renouvellement débitmètre boues				982,39	62 324,37
oct-17	STEP Loreau - Renouvellement pompe boues				3 910,06	58 414,30
déc-17	STEP Loreau - Renouvellement motoréducteur-compacteur				559,75	57 854,55
oct-17	PR Mairie Droue s/ Drouette - Renouvellement pompe de relèvement 1				4 786,86	53 067,69
oct-17	PR Mairie Droue s/ Drouette - Renouvellement pompe de relèvement 2				2 525,26	50 542,44
oct-17	PR Moulin Louvet - Renouvellement pompe				1 524,90	49 017,54
oct-17	PR Moulin d'Ameil - Renouvellement pompe				2 013,13	47 004,41
déc-17	PR Malartik - Renouvellement pompe				130,96	46 873,44
oct-17	PR Madelaine - Renouvellement pompe				1 216,33	45 657,11
	Report à nouveau					45 657,11
janv-18	Dotation 2018	1,006921		55 839,41		101 496,52
déc-18	Rnvt aeroflot r et o step siare epernon 10280eq/hab pretraitement				5 319,98	96 176,54
déc-18	Rnvt agitateur liqueur mixte step siare epernon 10280eq/hab bassins biologiques				5 798,05	90 378,50
juil-18	Rénov racleur puits de degazage step siare epernon 10280eq/hab clarificateur				5 820,70	84 557,80
déc-18	Rnvt pompe de recirculation flygt n-1 step siare epernon 10280eq/hab recirculation - extraction				3 773,30	80 784,50
juil-18	Rnvt bloc moteur marine n.2 pr route de gazeran rd80 - raizeux groupes dip				2 994,00	77 790,50
déc-18	Rnvt pompe n.1 pr forage de raizeux sr24				1 124,85	76 665,66
déc-18	Rnvt pompe n.1 pr route de boulard sr25 - raizeux				2 595,28	74 070,38
sept-18	Rnvt bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux groupes dip				4 548,88	69 521,50
déc-18	Rnvt bloc moteur marine n.2 pr les chaises - raizeux groupes dip				2 939,17	66 582,33
	Report à nouveau					66 582,33
janv-19	Dotation 2019	1,03463		57 376,03		123 958,36
nov-19	Rnvt debitmetre poste de relage step siare epernon 10280eq/hab				965,73	122 992,63
nov-19	Rénov degrielleur pretraitement step siare epernon 10280eq/hab				933,73	122 058,90
nov-19	Rnvt pompe submersible n.1 pr route de raizeux - st hilarion				627,38	121 431,52
nov-19	Rnvt pompe submersible n.2 pr cd906 sente				1 010,46	120 421,06
nov-19	Rnvt armoire électrique pr pr le paty (hanches) lieudit morville				5 801,25	114 619,81
nov-19	Rnvt pompe 2 flygt 3127 4.8 kw step loreau 6000hat/eq epernon				1 715,11	112 904,70
nov-19	Rnvt surpresseur d'air 1 aerzen ba step loreau 6000hat/eq epernon				5 512,68	107 392,02
nov-19	Rnvt preleveur de sortie canal de comptage step loreau 6000hat/eq epernon				2 182,38	105 209,64
nov-19	Rnvt gavo-pompe traitement des boues step loreau 6000hat/eq epernon				6 289,67	98 919,97
nov-19	Rnvt reseau de desodo tt des boues step loreau 6000hat/eq epernon				6 616,77	92 303,20
nov-19	Rnvt pompe 1 El step loreau 6000hat/eq epernon				2 660,63	89 642,57
nov-19	Rnvt pompe 2 El step loreau 6000hat/eq epernon				2 660,62	86 981,95



	Report à nouveau					86 981,95
janv-20	Dotation 2020	1,063178		58 959,17		145 941,12
nov-20	Rnvt 10 tampons de regard				13 408,19	132 532,93
nov-20	Rnvt preleveur d'echantillon entree step poste de relage				3 385,69	129 147,25
nov-20	Rénov surpresseur turbotron lanson n-2 step bassins biologiques				4 393,51	124 753,73
juil-20	Rénov surpresseur turbotron lanson n-3 step bassins biologiques				7 705,01	117 048,72
nov-20	Rnvt debitmetre danfoss chenal sortie step canal de comptage				1 851,65	115 197,07
nov-20	Rnvt preleveur d'echantillon entree step canal de comptage				3 385,70	111 811,38
nov-20	Rnvt sonde de niveau pr les peupliers - emance				542,01	111 269,36
nov-20	Rnvt pompe n.1 pr for de raizeux sr24 - raizeux				2 098,24	109 171,12
nov-20	Rnvt armoire de commande pr route de boulard sr25 - raizeux				8 434,09	100 737,03
nov-20	Rnvt telegestion pr route de boulard sr25 - raizeux				1 372,98	99 364,05
oct-20	Rénov bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux groupes dip				1 163,02	98 201,02
nov-20	Rnvt pompe n.2 pr le clos d'houdreville - epernon				6 328,94	91 872,08
nov-20	Rnvt preleveur d'entree step Loreau poste general station				3 385,69	88 486,39
nov-20	Rnvt debitmetre 1 step Loreau bassin tampon				910,12	87 576,27
nov-20	Rnvt preleveur de sortie step Loreau canal de comptage				3 385,70	84 190,57
nov-20	Rnvt pompe de recirculation 2 step Loreau puit de recirculation				2 606,18	81 584,40
nov-20	Rnvt debitmetre step Loreau puit d'extraction				910,11	80 674,29
nov-20	Rnvt compresseur d'air abac step Loreau traitement des boues				4 060,90	76 613,39
févr-20	Rénov reseau de desodo step Loreau traitement des boues				2 791,76	73 821,63
nov-20	Rnvt porte local step step Loreau serrurerie				4 387,05	69 434,58
	Report à nouveau					69 434,58
janv-21	Dotation 2021	1,067101		59 176,73		128 611,31
nov-21	Rnvt 11 tampons de regard				11 792,60	116 818,70
nov-21	Rénov pompe de relevement n-3 step poste de relage				2 977,74	113 840,97
nov-21	Rénov racleur de graisse step pretraitement				2 977,74	110 863,23
nov-21	Rénov surpresseur turbotron lanson n-3 step bassins bio				2 977,74	107 885,49
juin-21	Rénov canalisation pvc inox acier step				2 977,74	104 907,76
nov-21	Rnvt armoire électrique pr mairie - droue s/drouette				2 977,74	101 930,02
nov-21	Rnvt armoire électrique pr moulin louvet - droue s/drouette				2 977,74	98 952,28
juil-21	Rénov armoire électrique pr fontaine aux graviers - emance				2 977,74	95 974,54
juil-21	Rénov armoire de commande pr sauvage - emance				2 977,74	92 996,81
nov-21	Rnvt armoire de commande pr montlieu - emance				2 977,74	90 019,07
juil-21	Rénov telegestion pr montlieu - emance				2 977,74	87 041,33
juil-21	Rénov telegestion pr les mousseaux - emance				2 977,74	84 063,60
nov-21	Rnvt armoire de commande pr sery - droue s/drouette				2 977,74	81 085,86
juin-21	Rnvt echelle pr rte de gazeran rd80 - raizeux				2 977,74	78 108,12
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.1 pr rte de gazeran rd80 - raizeux				2 977,74	75 130,39
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.2 pr rte de gazeran rd80 - raizeux				2 977,74	72 152,65
juil-21	Rénov armoire de commande pr les cours vertes - raizeux				2 977,74	69 174,91
juil-21	Rénov armoire de commande pr rte de raizeux - st hilarion				2 977,74	66 197,18
nov-21	Rnvt armoire de commande pr cd906 sente				2 977,74	63 219,44
oct-21	Rnvt pompe submersible n.1 pr moulin d'ameil - st hilarion				2 977,74	60 241,70
avr-21	Rnvt pompe submersible n.2 pr moulin d'ameil - st hilarion				2 977,74	57 263,96
nov-21	Rnvt armoire de commande pr moulin d'ameil - st hilarion				2 977,74	54 286,23
juil-21	Rénov telegestion pr moulin d'ameil - st hilarion				2 977,74	51 308,49
juil-21	Rénov telegestion pr les hautes terres - epernon				2 977,74	48 330,75
juil-21	Rénov sofrel s10 pr la madeleine - epernon				3 864,13	44 466,63
nov-21	Rnvt armoire de commande pr les patisseaux - epernon				6 776,61	37 690,01
nov-21	Rnvt armoire électrique pr le muguet - raizeux				1 628,54	36 061,47
nov-21	Rnvt tele alarme pr le muguet - raizeux				2 977,75	33 083,73
avr-21	Rénov bloc moteur marine n.1 pr les chaises - raizeux				476,70	32 607,02
janv-21	Rénov bloc moteur marine n.2 pr les chaises - raizeux				1 845,42	30 761,60
juil-21	Rénov telegestion pr 4 filles - epernon				7 417,84	23 343,76
juil-21	Rénov armoire de commande pr vieux moulin - epernon				1 207,55	22 136,21
juil-21	Rénov sofrel s10n le paty pr le paty (hanches) lieudit morville				1 022,89	21 113,32
nov-21	Rénov pompe 1 step loreau eau industrielle				5 566,35	15 546,97
juil-21	Rénov armoire de commande pr 1 rte rambouillet - st hilarion				2 977,74	12 569,23
juil-21	Rénov armoire de commande pr 2 rte de rambouillet - st hilarion				800,46	11 768,77
juil-21	Rénov armoire de commande pr 3 rue du moulin neuf - st hilarion				2 977,75	8 791,03
juil-21	Rénov armoire de commande pr 4 2 rte de rambouillet - st hilarion				2 292,15	6 498,87
juil-21	Rénov armoire de commande pr 5 rte du fleau - st hilarion				800,45	5 698,43
juil-21	Rénov armoire de commande pr 6 place de l eglise - st hilarion				3 571,59	2 126,84
juil-21	Rénov armoire de commande pr 7 ch de l etang - st hilarion				2 455,37	- 328,54
juil-21	Rénov armoire de commande pr 8 ch rural no8 - st hilarion				3 858,44	- 4 186,98

## 5.4 Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public, et qui à ce titre peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1 Flux financiers de fin de contrat

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia assure pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- ✓ Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux services de l'Etat.
- ✓ Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'administration fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

### → *Autres biens ou prestations*

Hormis les biens de retour et des biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

### → *Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat*

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

## 5.4.2 Dispositions applicables au personnel

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ✓ ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ✓ ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

### → *Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia*

Les salariés de Veolia bénéficient :

- ✓ des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- ✓ des dispositions des accords d'entreprise Veolia et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail, la protection sociale (retraites, prévoyance, handicap, formation) et usages et engagements unilatéraux.

### → *Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat*

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, ...) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante ...).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ✓ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ✓ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,....
- ✓ concernant les autres rémunérations : pas de compte à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.



# 6.

## ANNEXES



## 6.1 La facture 120 m3

EPERNON	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			268,67	279,89	4,18%
<b>Part délégataire</b>			191,14	199,96	4,61%
Abonnement			53,02	55,48	4,64%
Consommation	120	1,2040	138,12	144,48	4,60%
<b>Part SIEPARE</b>			58,80	61,20	4,08%
Consommation	120	0,5100	58,80	61,20	4,08%
<b>Part FSIREP</b>			8,40	8,40	0,00%
Consommation	120	0,0700	8,40	8,40	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0861	10,33	10,33	0,00%
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			237,29	246,05	3,69%
<b>Part délégataire</b>			141,29	147,65	4,50%
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,51%
<b>Part SIEPARE</b>			96,00	98,40	2,50%
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
<b>Organismes publics et TVA</b>			111,03	112,53	1,34%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			43,23	44,73	3,45%
<b>TOTAL € TTC</b>			616,99	638,47	3,48%

HANCHES - LE PATY	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			268,67	279,89	4,18%
<b>Part délégataire</b>			191,14	199,96	4,61%
Abonnement			53,02	55,48	4,64%
Consommation	120	1,2040	138,12	144,48	4,60%
<b>Part SIEPARE</b>			58,80	61,20	4,08%
Consommation	120	0,5100	58,80	61,20	4,08%
<b>Part FSIREP</b>			8,40	8,40	0,00%
Consommation	120	0,0700	8,40	8,40	0,00%
Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)	120	0,0861	10,33	10,33	0,00%
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			237,29	246,05	3,69%
<b>Part délégataire</b>			141,29	147,65	4,50%
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,51%
<b>Part SIEPARE</b>			96,00	98,40	2,50%
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
<b>Organismes publics et TVA</b>			111,03	112,53	1,34%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			43,23	44,73	3,45%
<b>TOTAL € TTC</b>			616,99	638,47	3,48%



HANCHES	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>268,67</b>	<b>279,89</b>	<b>4,18%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>191,14</b>	<b>199,96</b>	<b>4,61%</b>
Abonnement			53,02	55,48	4,64%
Consommation	120	1,2040	138,12	144,48	4,60%
<b>Part SIEPARE</b>			<b>58,80</b>	<b>61,20</b>	<b>4,08%</b>
Consommation	120	0,5100	58,80	61,20	4,08%
<b>Part FSIREP</b>			<b>8,40</b>	<b>8,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,0700	8,40	8,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0861</b>	<b>10,33</b>	<b>10,33</b>	<b>0,00%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>233,90</b>	<b>227,26</b>	<b>-2,84%</b>
<b>Part délégataire STGS</b>			<b>124,70</b>	<b>128,86</b>	<b>3,34%</b>
Abonnement			31,94	32,26	1,00%
Consommation	120	0,8050	92,76	96,60	4,14%
<b>Part SIEPARE</b>			<b>109,20</b>	<b>98,40</b>	<b>-9,89%</b>
Consommation	120	0,8200	109,20	98,40	-9,89%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>110,69</b>	<b>110,65</b>	<b>-0,04%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			42,89	42,85	-0,11%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>613,27</b>	<b>617,80</b>	<b>0,74%</b>

DROUE SUR DROUETTE	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>268,67</b>	<b>279,89</b>	<b>4,18%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>191,14</b>	<b>199,96</b>	<b>4,41%</b>
Abonnement			53,02	55,48	4,43%
Consommation	120	1,2040	138,12	144,48	4,40%
<b>Part SIEPARE</b>			<b>58,80</b>	<b>61,20</b>	<b>3,92%</b>
Consommation	120	0,5100	58,80	61,20	3,92%
<b>Part FSIREP</b>			<b>8,40</b>	<b>8,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,0700	8,40	8,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0861</b>	<b>10,33</b>	<b>10,33</b>	<b>0,00%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>237,29</b>	<b>246,05</b>	<b>3,56%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>141,29</b>	<b>147,65</b>	<b>4,31%</b>
Abonnement			74,70	78,06	4,30%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,31%
<b>Part syndicale</b>			<b>96,00</b>	<b>98,40</b>	<b>2,44%</b>
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,44%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>111,03</b>	<b>112,53</b>	<b>1,33%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			43,23	44,73	3,34%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>616,99</b>	<b>638,47</b>	<b>3,36%</b>

EMANCE	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			404,32	409,79	1,35%
<b>Part délégataire</b>			168,20	173,66	3,25%
Abonnement			40,46	41,78	3,26%
Consommation	120	1,0990	127,74	131,88	3,24%
<b>Part syndicale</b>			227,36	227,37	0,00%
Abonnement			38,55	38,56	0,03%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,0350	51,75	51,75	0,00%
Consommation de 51 à 120 m3	70	1,9580	137,06	137,06	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	120	0,0730	8,76	8,76	0,00%
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			237,29	246,05	3,69%
<b>Part délégataire</b>			141,29	147,65	4,50%
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,51%
<b>Part syndicale</b>			96,00	98,40	2,50%
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
<b>Organismes publics et TVA</b>			118,49	119,67	0,99%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			50,69	51,87	2,32%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>760,10</b>	<b>775,51</b>	<b>2,03%</b>

RAIZEUX	m3	Prix au 01/01/2022	Montant au 01/01/2021	Montant au 01/01/2022	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			404,32	409,79	1,35%
<b>Part délégataire</b>			168,20	173,66	3,25%
Abonnement			40,46	41,78	3,26%
Consommation	120	1,0990	127,74	131,88	3,24%
<b>Part syndicale</b>			227,36	227,37	0,00%
Abonnement			38,55	38,56	0,03%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,0350	51,75	51,75	0,00%
Consommation de 51 à 120 m3	70	1,9580	137,06	137,06	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	120	0,0730	8,76	8,76	0,00%
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			237,29	246,05	3,69%
<b>Part délégataire</b>			141,29	147,65	4,50%
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,51%
<b>Part syndicale</b>			96,00	98,40	2,50%
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
<b>Organismes publics et TVA</b>			118,49	119,67	0,99%
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			50,69	51,87	2,32%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>760,10</b>	<b>775,51</b>	<b>2,03%</b>



<b>SAINT HILARION</b>	<b>m3</b>	<b>Prix au 01/01/2022</b>	<b>Montant au 01/01/2021</b>	<b>Montant au 01/01/2022</b>	<b>N/N-1</b>
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>404,32</b>	<b>409,79</b>	<b>1,35%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>168,20</b>	<b>173,66</b>	<b>3,25%</b>
Abonnement			40,46	41,78	3,26%
Consommation	120	1,0990	127,74	131,88	3,24%
<b>Part syndicale</b>			<b>227,36</b>	<b>227,37</b>	<b>0,00%</b>
Abonnement			38,55	38,56	0,03%
Consommation de 1 à 50 m3	50	1,0350	51,75	51,75	0,00%
Consommation de 51 à 120 m3	70	1,9580	137,06	137,06	0,00%
Préservation des ressources en eau (age	120	0,0730	8,76	8,76	0,00%
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>237,29</b>	<b>246,05</b>	<b>3,69%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>141,29</b>	<b>147,65</b>	<b>4,50%</b>
Abonnement			74,70	78,06	4,50%
Consommation	120	0,5799	66,59	69,59	4,51%
<b>Part syndicale</b>			<b>96,00</b>	<b>98,40</b>	<b>2,50%</b>
Consommation	120	0,8200	96,00	98,40	2,50%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>118,49</b>	<b>119,67</b>	<b>0,99%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,1850	22,20	22,20	0,00%
TVA			50,69	51,87	2,32%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>760,10</b>	<b>775,51</b>	<b>2,03%</b>

## 6.2 Attestations d'assurance

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.3 Les données consommateurs par commune

	2017	2018	2019	2020	2021	N/N-1
<b>DROUE SUR DROUETTE</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	1 302	1 300	1 309	1 299	1 288	-0,8%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	528	527	523	530	535	0,9%
Assiette de la redevance (m3)	56 525	58 255	58 777	61 646	59 443	-3,6%
<b>EMANCE</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	911	903	902	893	893	0,0%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	347	348	347	346	343	-0,9%
Assiette de la redevance (m3)	33 236	32 293	35 410	35 581	33 450	-6,0%
<b>EPERNON</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	5 609	5 629	5 592	5 617	5 659	0,7%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	2 485	2 497	2 490	2 514	2 526	0,5%
Assiette de la redevance (m3)	455 408	457 206	505 797	434 284	452 509	4,2%
<b>HANCHES</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	2 763	2 776	2 772	2 758	2 748	-0,4%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	1 035	1 035	1 046	1 051	1 063	1,1%
Assiette de la redevance (m3)	25 277	24 075	26 201	29 979	34 234	14,2%
<b>RAIZEUX</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	932	950	952	967	982	1,6%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	397	397	401	406	407	0,2%
Assiette de la redevance (m3)	41 511	45 660	36 455	39 422	43 771	11,0%
<b>SAINT HILARION</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	904	914	927	937	958	2,2%
Nombre d'abonnés (clients) desservis	339	348	361	364	367	0,8%
Assiette de la redevance (m3)	27 955	28 988	32 326	32 675	33 998	4,0%
<b>Autre(s)</b>						
Assiette de la redevance (m3)	40 325	37 956	38 289	37 979	72 260	90,3%

## 6.4 Le bilan qualité par usine

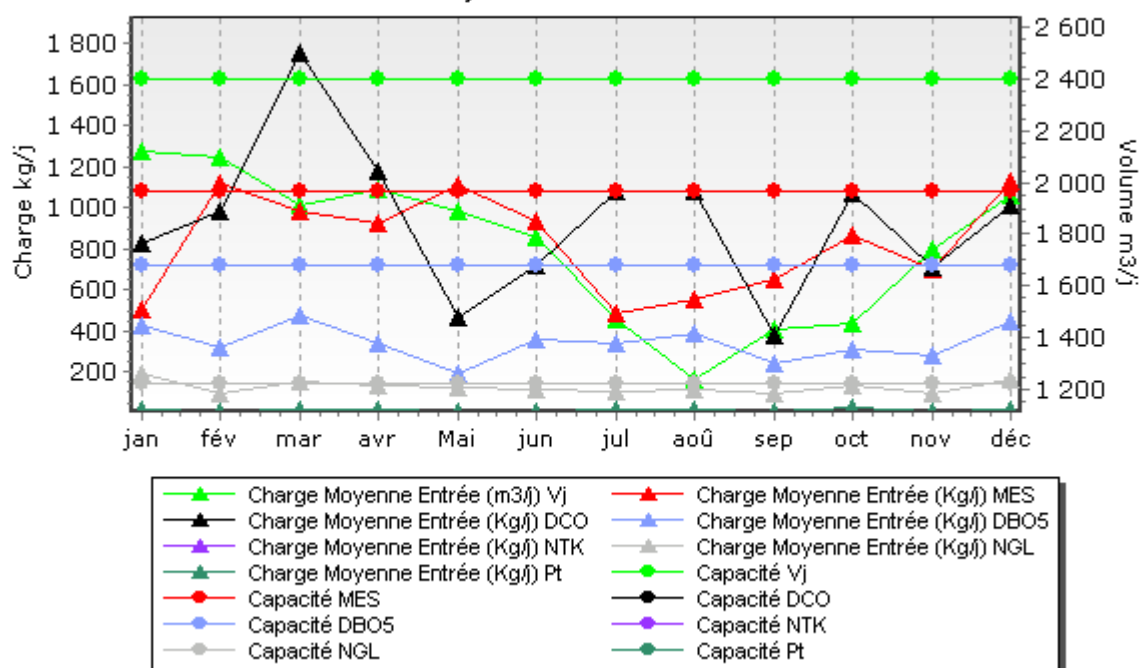
### EPERNON STATION EPURATION

Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HcNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	2 124	1 / 2	500	827	425	188,0	192,3	21,3
février	2 097	1 / 2	1 119	981	315	92,3	92,8	9,5
mars	1 908	0 / 2	982	1 753	477	150,4	153,2	21,0
avril	1 972	0 / 2	926	1 175	335	136,0	136,5	17,3
mai	1 888	0 / 2	1 114	465	189	124,3	124,7	11,5
juin	1 784	0 / 2	929	720	357	111,5	112,0	10,2
juillet	1 471	0 / 2	482	1 076	338	107,7	108,1	12,3
août	1 236	0 / 2	555	1 082	383	113,6	113,9	16,3
septembre	1 430	0 / 1	646	382	243	94,1	94,5	8,0
octobre	1 457	0 / 2	870	1 067	306	133,9	134,3	24,4
novembre	1 743	0 / 3	703	710	279	95,2	95,6	8,7
décembre	1 946	0 / 2	1 129	1 013	448	167,4	167,9	17,7

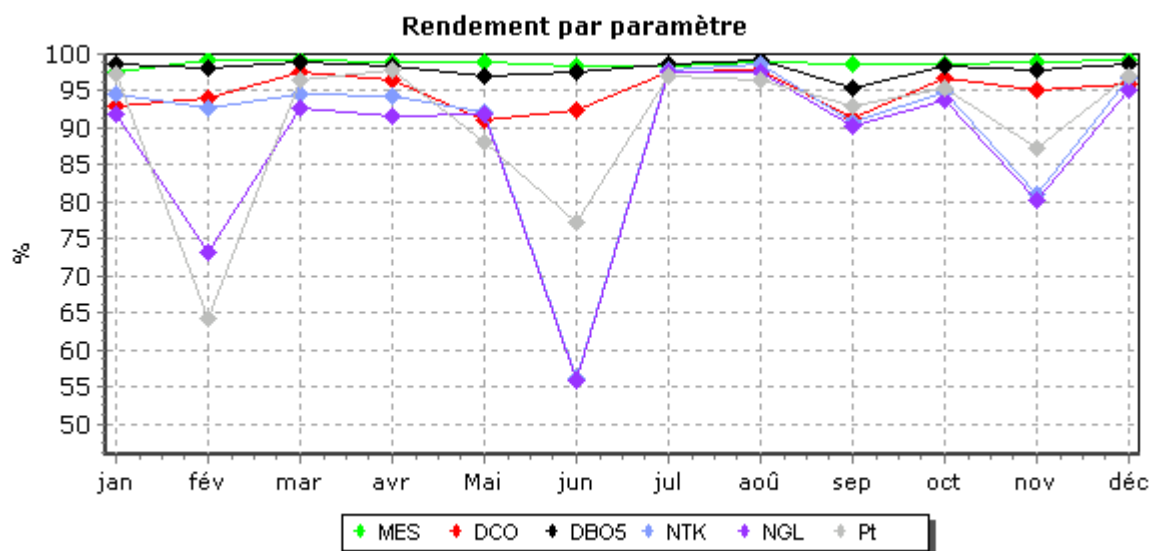
(\*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement

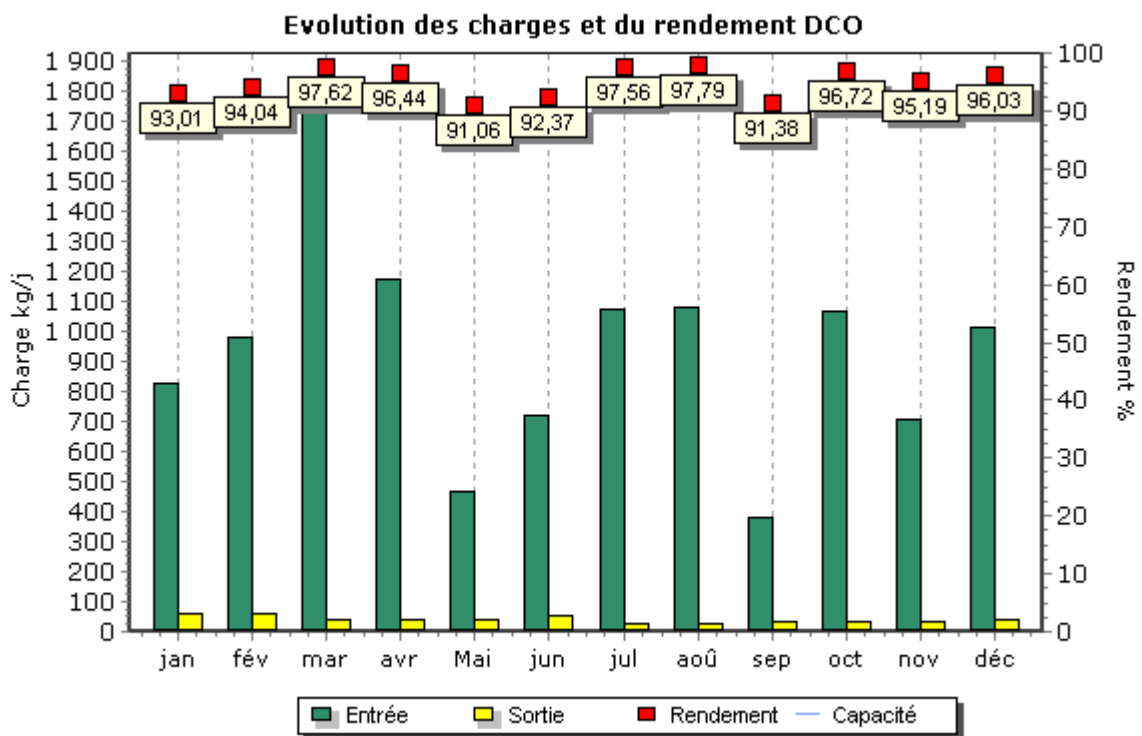
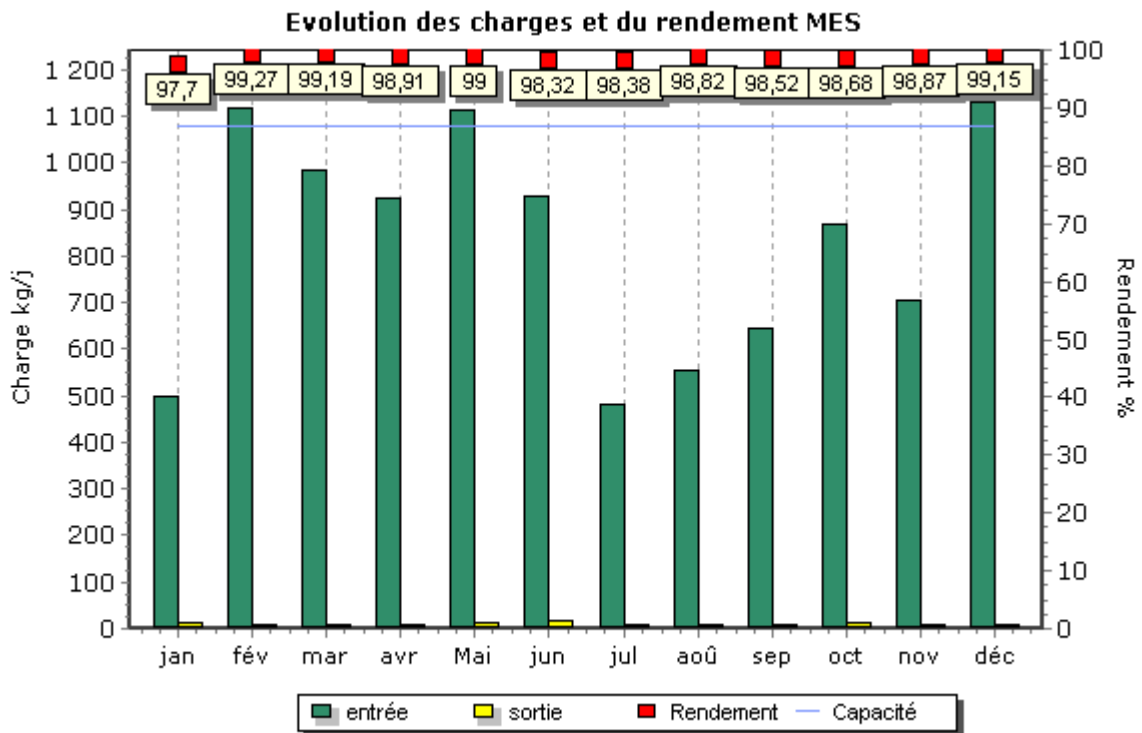


### Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

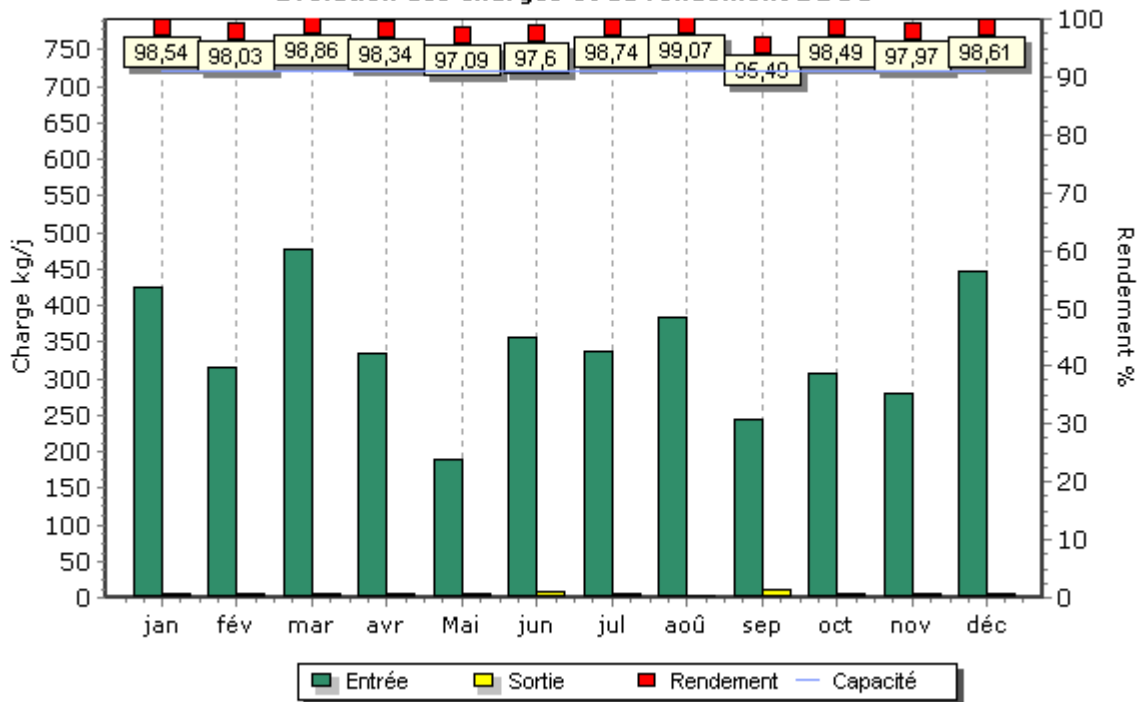
Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	11,50	97,70	57,80	93,01	6,21	98,54	10,10	94,61	15,80	91,80	0,60	97,28
février	8,10	99,27	58,40	94,04	6,20	98,03	6,80	92,60	24,90	73,21	3,40	64,36
mars	8,00	99,19	41,60	97,62	5,45	98,86	8,30	94,46	11,00	92,80	0,80	96,36
avril	10,10	98,91	41,80	96,44	5,58	98,34	7,80	94,26	11,60	91,49	0,40	97,96
mai	11,20	99,00	41,50	91,06	5,49	97,09	9,70	92,19	10,30	91,77	1,40	88,04
juin	15,60	98,32	55,00	92,37	8,56	97,60	48,90	56,11	49,40	55,89	2,30	77,37
juillet	7,80	98,38	26,20	97,56	4,27	98,74	2,30	97,88	2,60	97,56	0,40	97,10
août	6,50	98,82	24,00	97,79	3,58	99,07	1,60	98,64	2,80	97,51	0,60	96,40
septembre	9,60	98,52	32,90	91,38	10,97	95,49	8,80	90,67	9,20	90,29	0,60	93,10
octobre	11,50	98,68	35,00	96,72	4,62	98,49	7,00	94,81	8,40	93,72	1,10	95,51
novembre	7,90	98,87	34,10	95,19	5,67	97,97	18,10	80,95	18,90	80,25	1,10	87,22
décembre	9,60	99,15	40,30	96,03	6,23	98,61	5,60	96,65	8,00	95,22	0,50	97,07



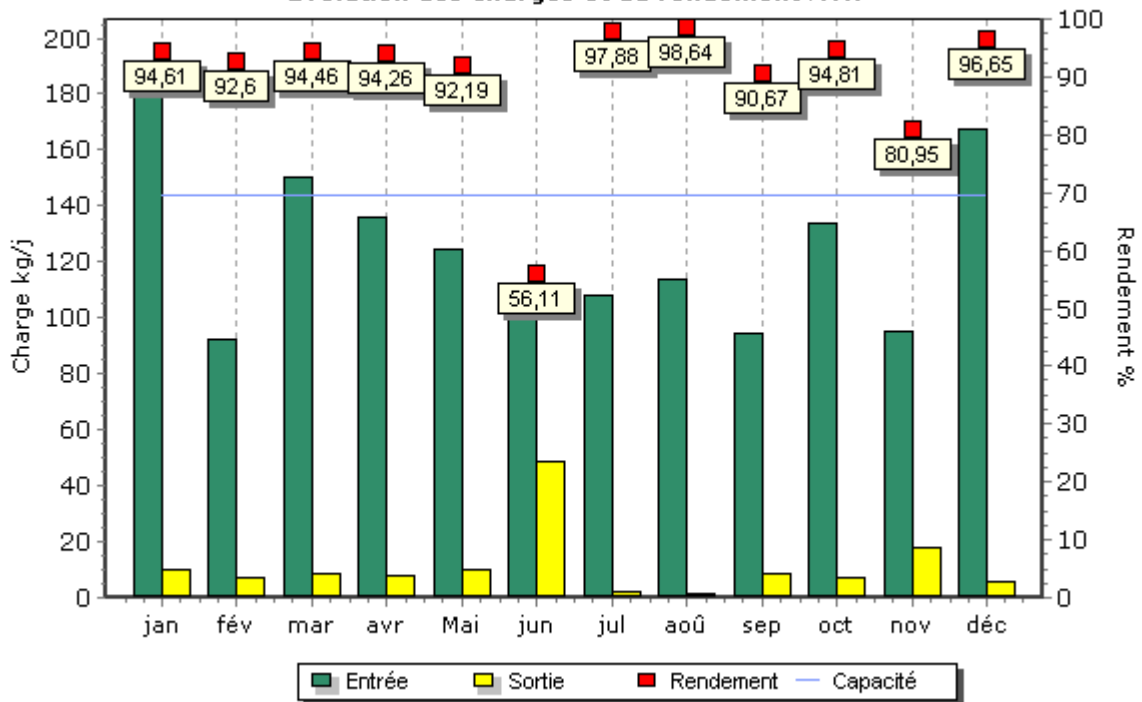
### Evolution des charges et du rendement par paramètre



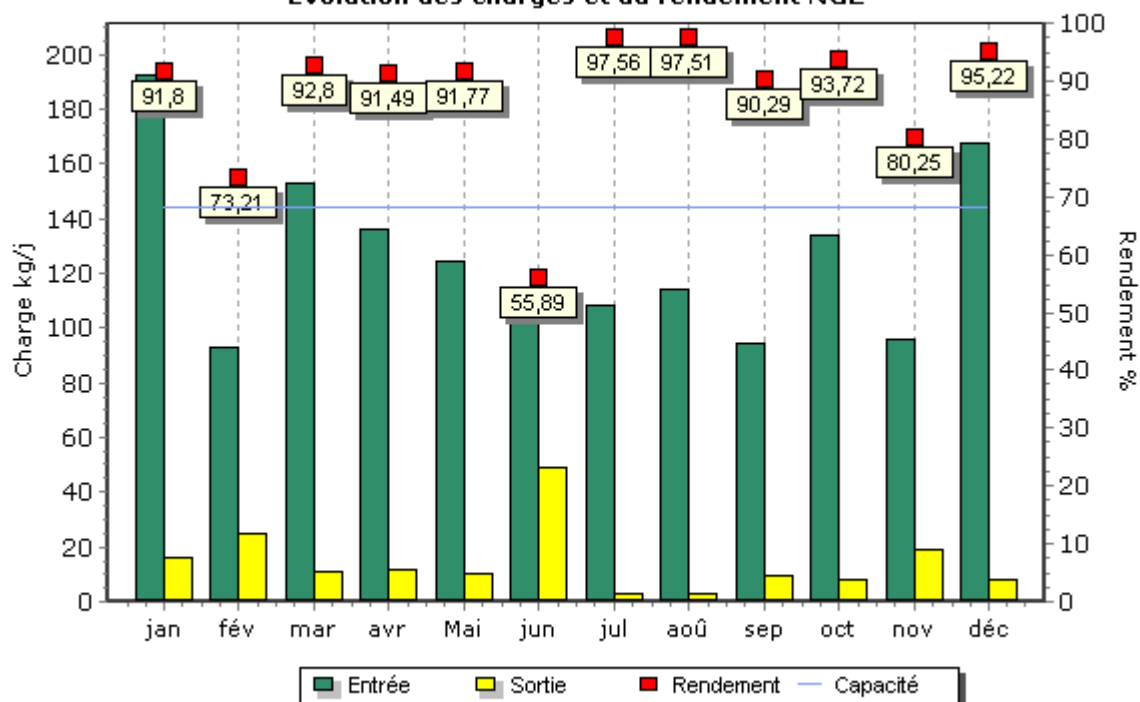
Evolution des charges et du rendement DBO5



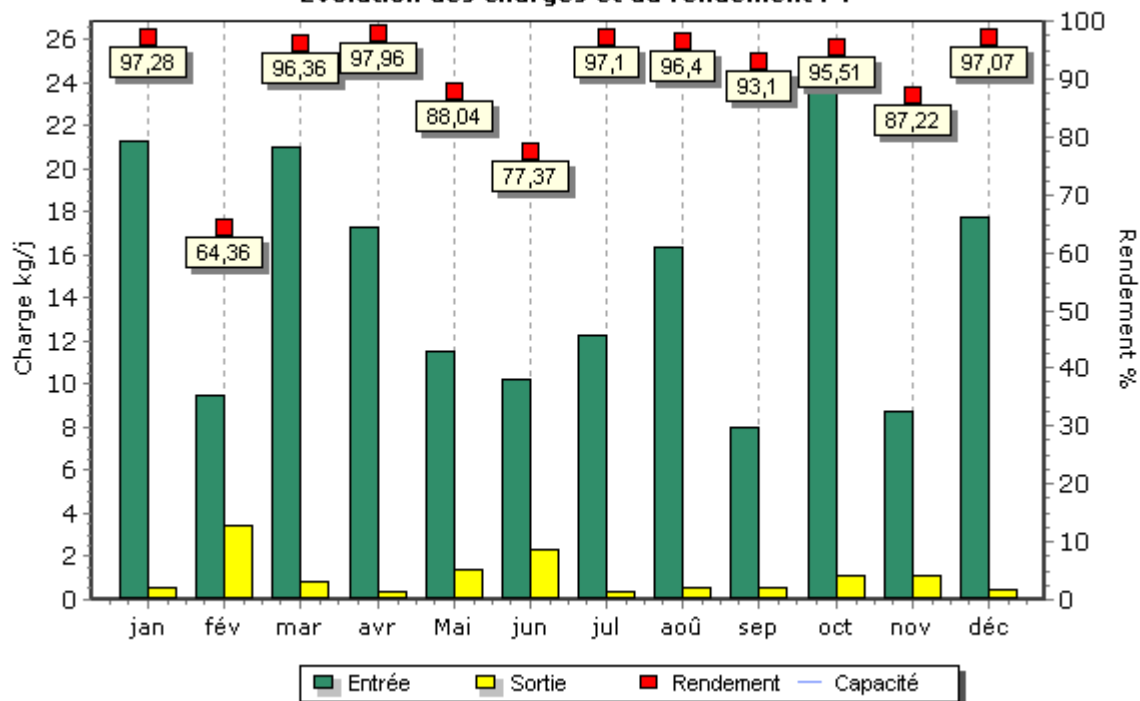
Evolution des charges et du rendement NTK



Evolution des charges et du rendement NGL



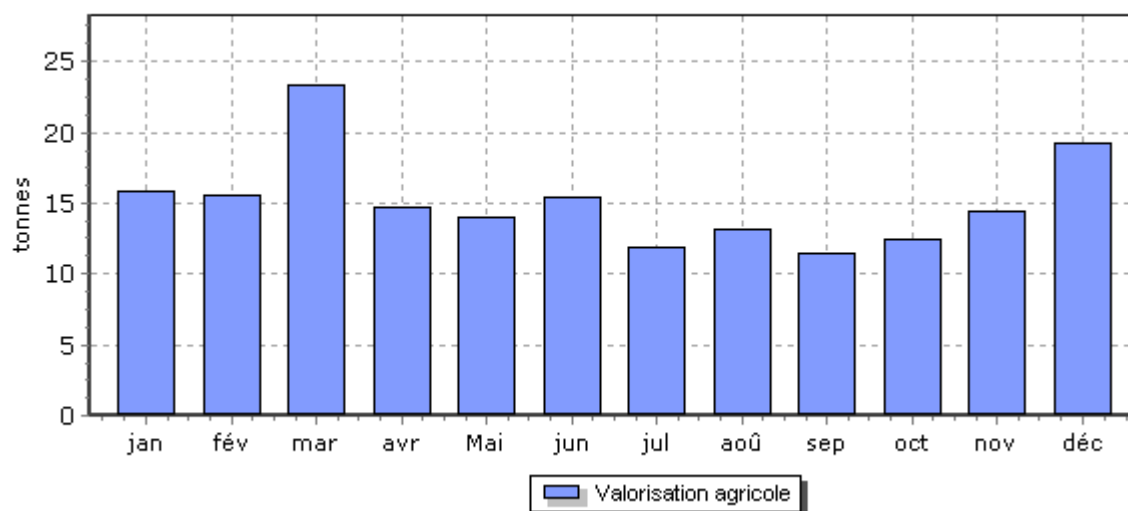
Evolution des charges et du rendement PT



Boues évacuées par mois



### Matières sèches



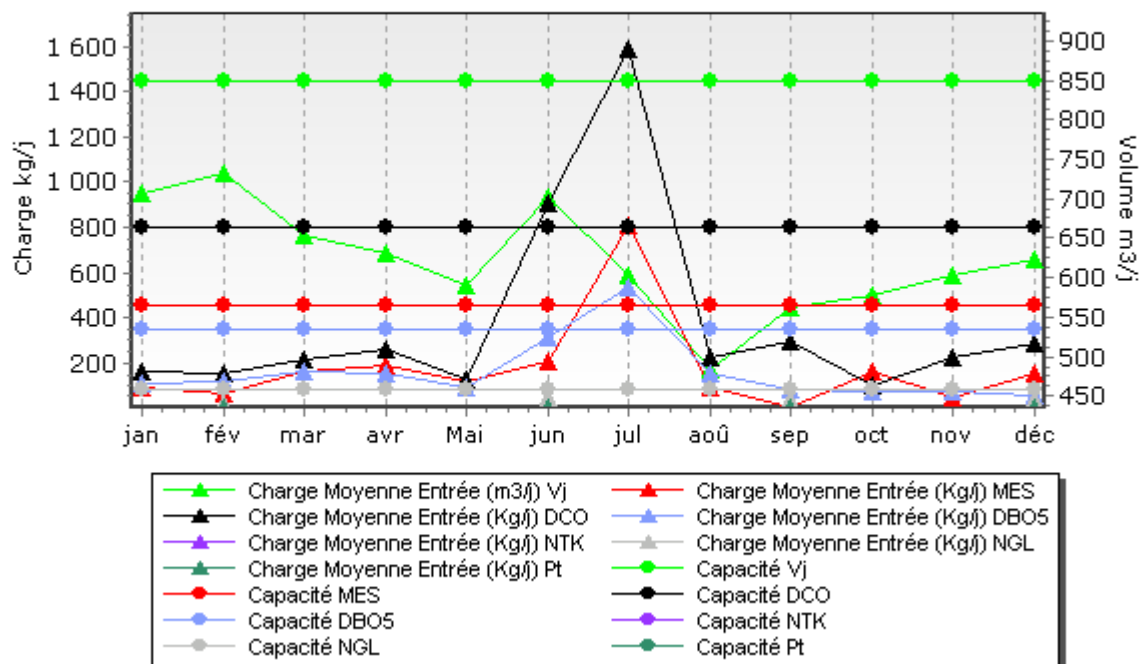
### STATION EPURATION LE LOREAU

#### Bilans HCNF / Bilans :

Charges entrantes et dépassement de capacité	Volume		MES	DCO	DBO5	NTK	NGL	Pt
	(m3/j)	Nbr Bilan HCNF* / nbr de bilans	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j	kg/j
janvier	708	1 / 1	93	161	106	-	-	-
février	732	0 / 1	66	152	117	14,4	14,5	1,3
mars	654	0 / 1	165	214	164	-	-	-
avril	630	0 / 1	188	256	151	-	-	-
mai	589	0 / 1	118	127	94	-	-	-
juin	701	0 / 1	205	908	315	42,6	42,8	3,7
juillet	602	0 / 1	807	1 591	530	-	-	-
août	484	0 / 1	94	227	150	-	-	-
septembre	562	0 / 1	4	298	79	33,2	33,3	3,1
octobre	578	0 / 1	157	101	75	-	-	-
novembre	603	0 / 1	47	220	72	-	-	-
décembre	624	0 / 2	151	288	50	38,8	38,9	4,1

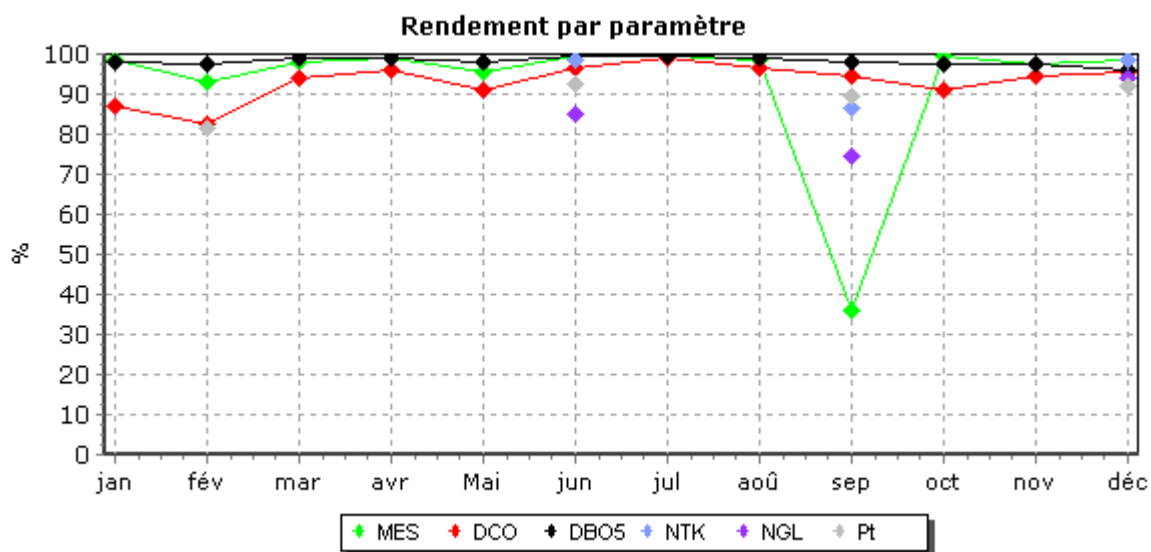
(\*) Hors conditions normales de fonctionnement selon le volume reçu en entrée de station

### Evolution mensuelle des charges en entrée comparées aux capacités épuratoires du système de traitement



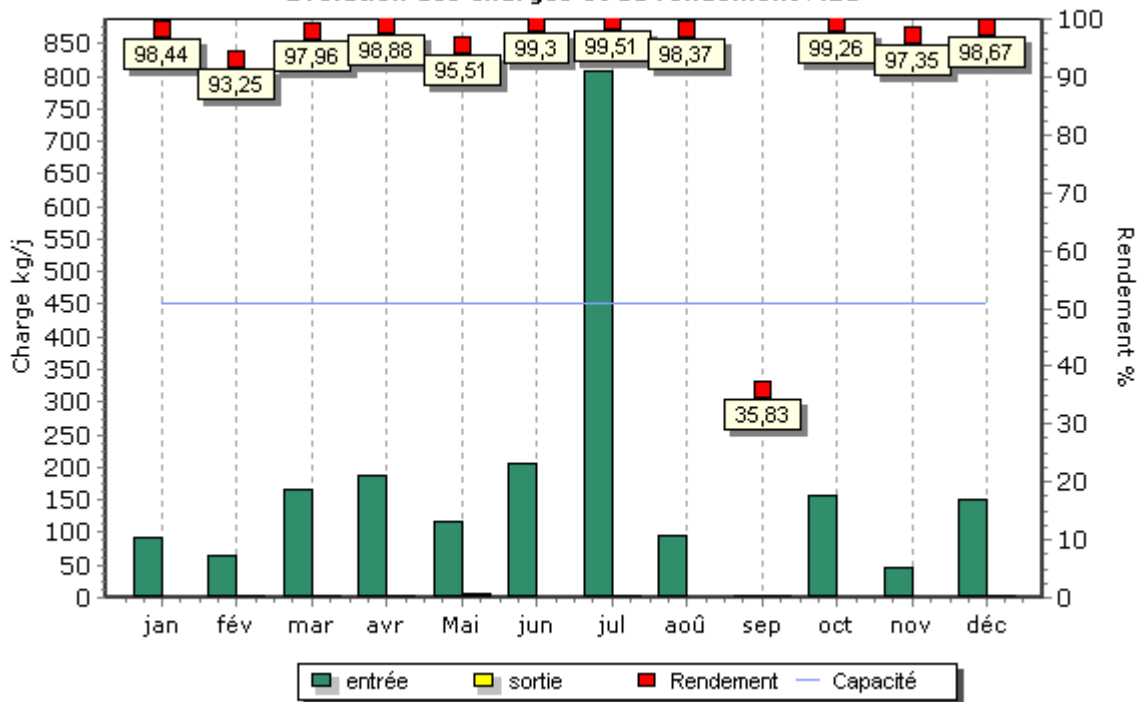
Qualité du rejet et rendement épuratoire du système de traitement :

Charges en sortie et rendement	MES		DCO		DBO5		NTK		NGL		Pt	
	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%	Kg/j	%
janvier	1,40	98,44	20,60	87,22	2,06	98,06						
février	4,50	93,25	26,60	82,48	2,87	97,55	16,90	-18,04	17,60	-20,83	0,20	81,72
mars	3,40	97,96	12,70	94,07	1,90	98,84						
avril	2,10	98,88	10,30	95,99	1,81	98,80						
mai	5,30	95,51	11,20	91,19	1,76	98,13						
juin	1,40	99,30	32,30	96,44	2,15	99,32	0,50	98,74	6,40	85,06	0,30	92,36
juillet	4,00	99,51	13,70	99,14	1,87	99,65						
août	1,50	98,37	8,40	96,30	1,40	99,07						
septembre	2,50	35,83	17,00	94,29	1,65	97,91	4,50	86,44	8,50	74,55	0,30	89,63
octobre	1,20	99,26	9,20	90,88	1,73	97,70						
novembre	1,30	97,35	11,80	94,63	1,87	97,42						
décembre	2,00	98,67	13,10	95,46	1,97	96,08	0,60	98,39	2,40	93,89	0,30	91,80

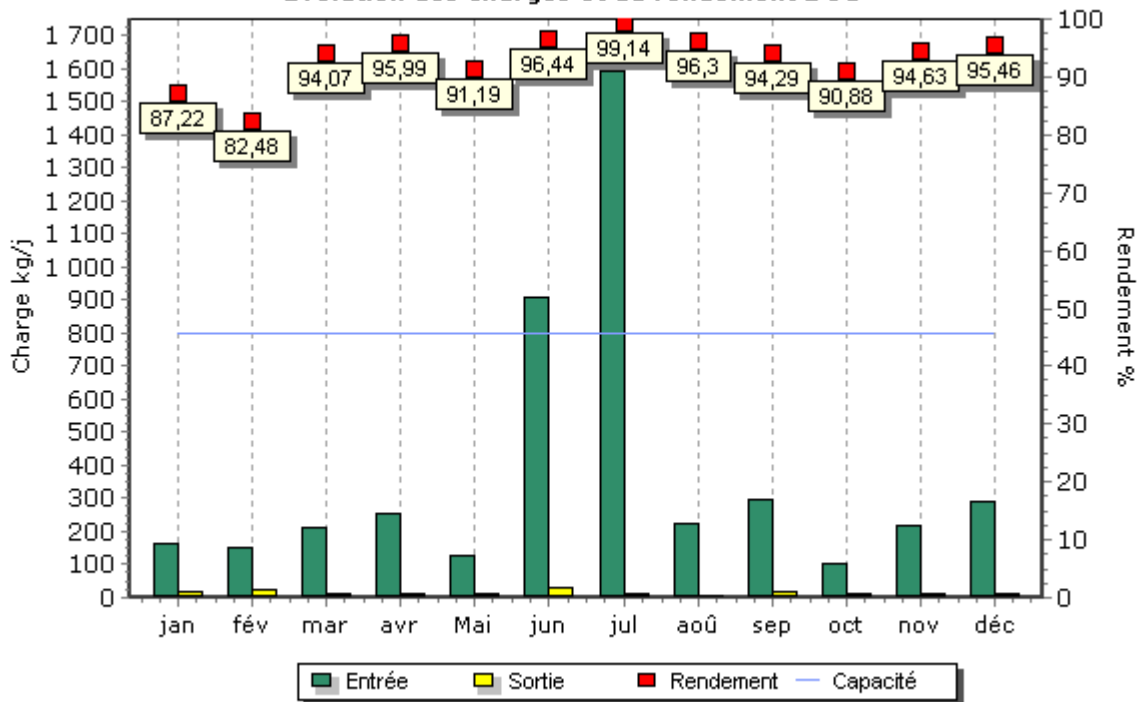


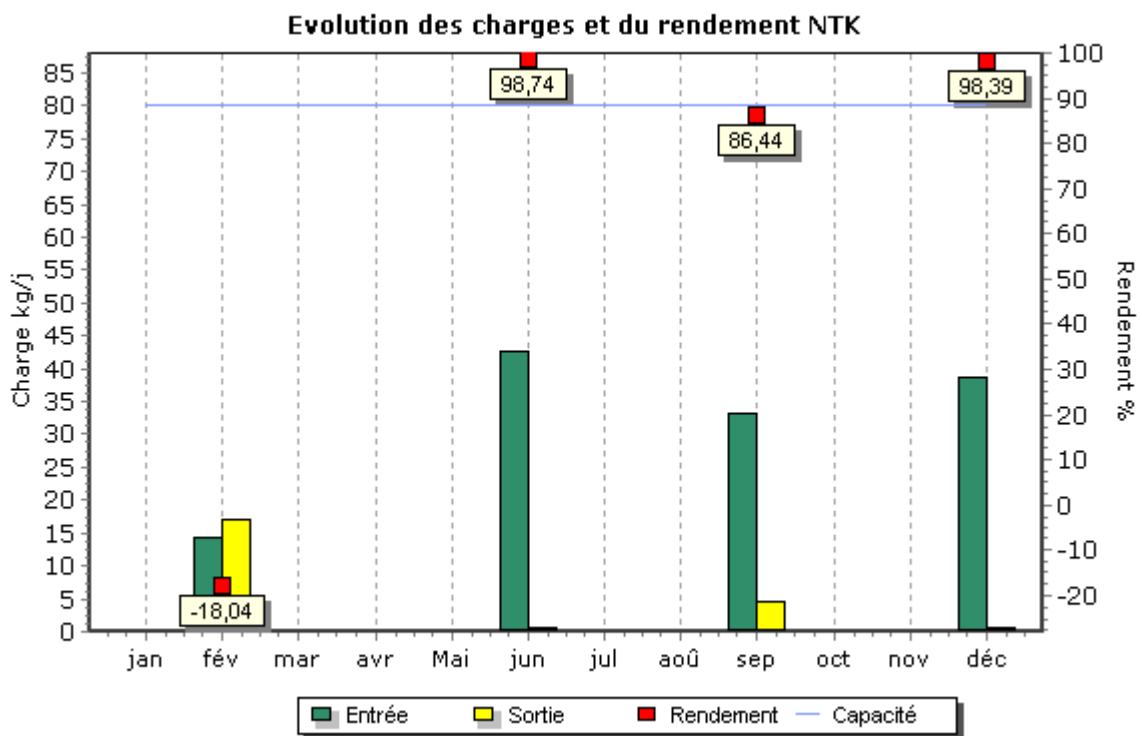
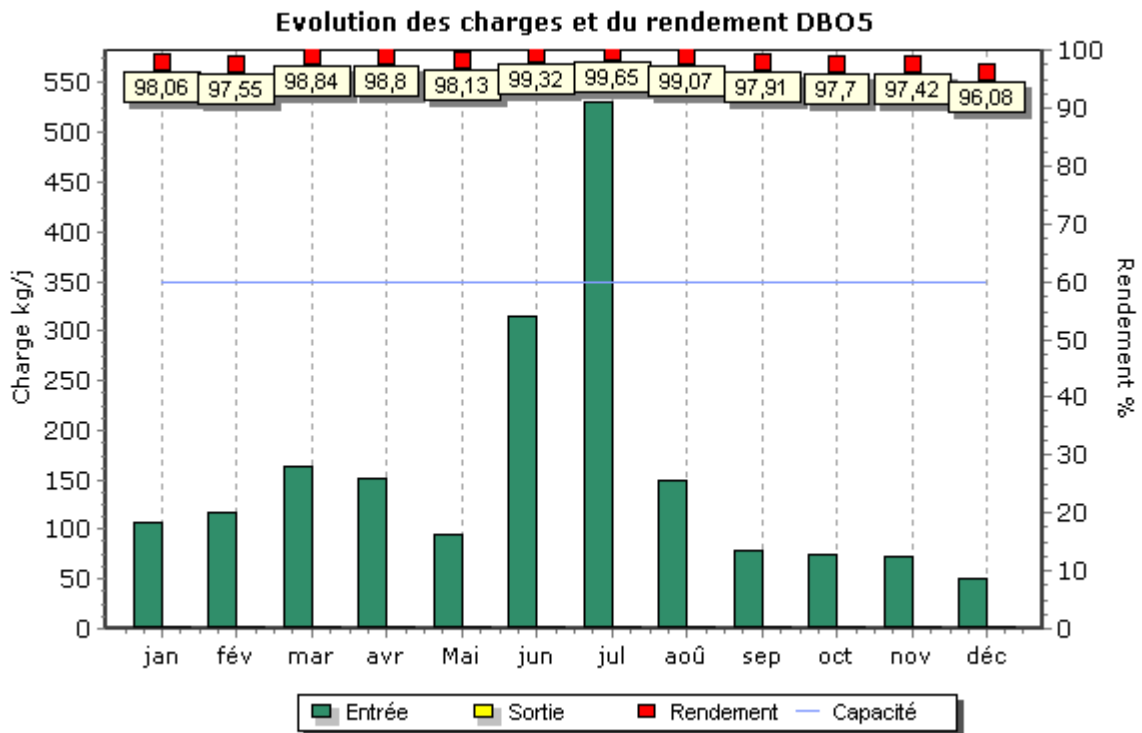
### Evolution des charges et du rendement par paramètre

Evolution des charges et du rendement MES

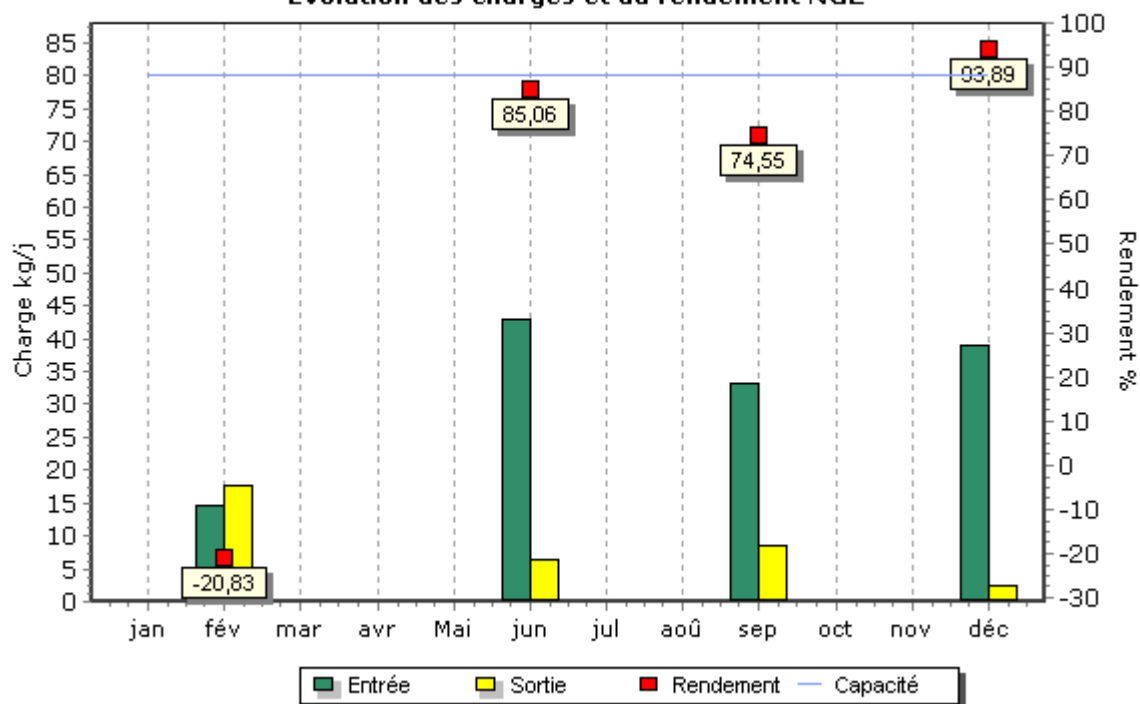


Evolution des charges et du rendement DCO

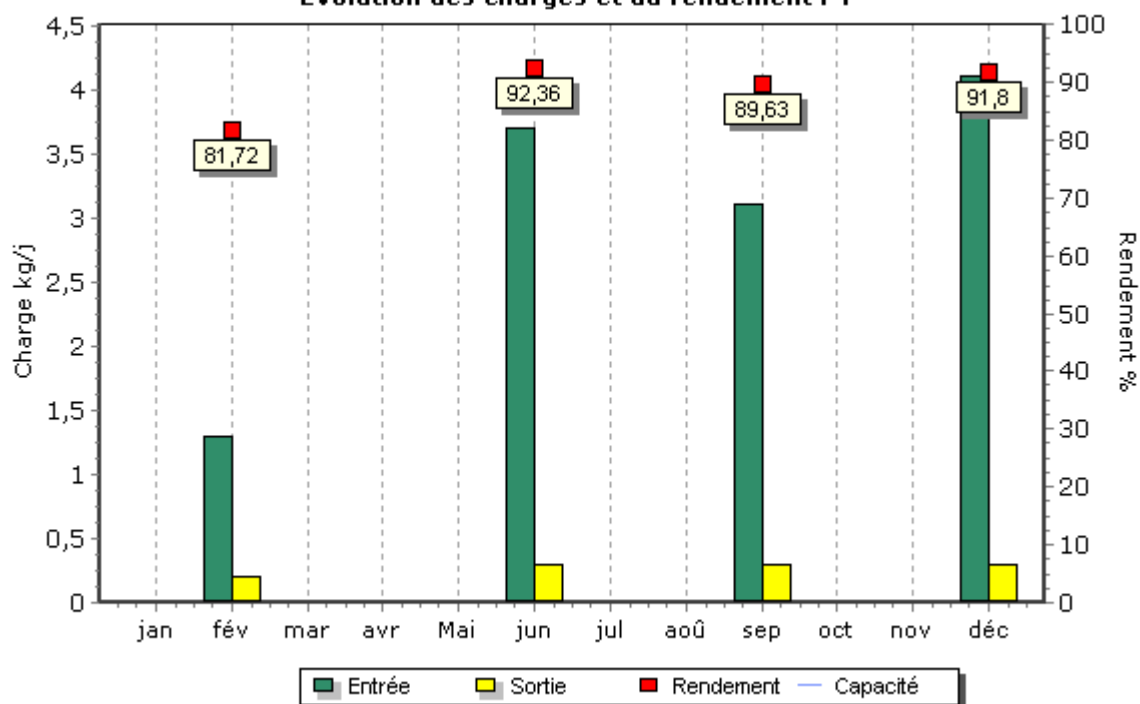




Evolution des charges et du rendement NGL

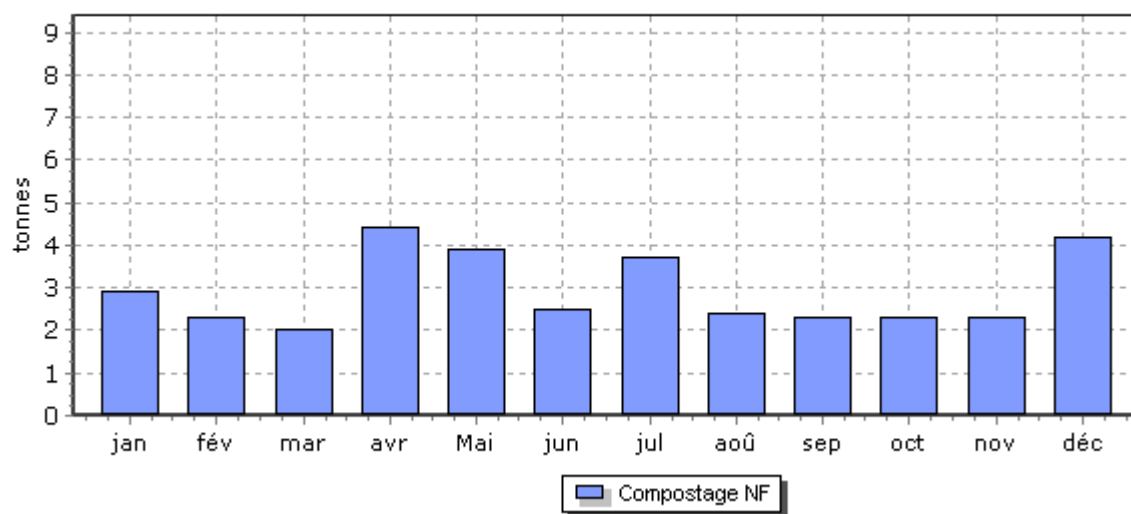


Evolution des charges et du rendement PT



Boues évacuées par mois

### Matières sèches



## 6.5 Annexes financières

### Introduction générale

Les articles R 3131-2 à R 3131-4 du Code de la Commande Publique fournissent des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L 3131-5 du même Code, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2021 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

### Organisation de la Société au sein de la Région et de Veolia Eau France

L'organisation de la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone - CEO au sein de la Région Ile de France de Veolia Eau (Groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Par ailleurs, à l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité et d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité.

L'organisation de Veolia Eau, articulée depuis 2018 et le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » autour d'une logique « gLocale », répond à ces enjeux. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 65 « Territoires », avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés localement et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société Compagnie des Eaux et de l'Ozone - CEO a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service consommateurs, ressources humaines, bureau d'études techniques, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Région ou d'un Territoire par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.



L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats d'une part les produits et les charges relevant de la Région (niveaux successifs de la Région, du Territoire, du Service Local), et d'autre part les charges de niveau National (contribution des services centraux).

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

#### **Changement de modalités de répartition des charges indirectes liées à la fonction consommateurs**

D'autre part, le projet d'entreprise « Osons 20/20 ! » comporte d'importantes ambitions en termes de relation consommateurs, avec la volonté de mettre celle-ci au cœur des opérations tout en modernisant les outils utilisés. Cette dynamique se traduit à la fois par la mise en place dans l'ensemble des Territoires de compétences consommateurs de terrain tout en professionnalisant toujours davantage les processus de masse tels que facturation, encaissement et gestion des appels.

Ces dernières fonctions sont mutualisées au sein de 2 plateformes nationales :

- la plateforme Produits & Cash qui gère la facturation de masse, les encaissements, la relation et les échanges de données avec les prestataires de recouvrement, les reversements aux collectivités ;
- la plateforme RC 360 qui gère les appels téléphoniques ainsi que les mails et les courriers des consommateurs.

Ces plateformes sont désormais totalement opérationnelles et disposent de nouveaux outils informatiques qui permettent une mesure de leur activité avec un degré accru de finesse et de fiabilité.

Pour cette raison, il a été jugé possible et pertinent de faire évoluer les modalités de répartition entre les contrats du coût des plateformes (et simultanément de la fonction « consommateurs » qu'elle soit logée au National, en Région ou en Territoire) qui étaient jusqu'en 2019 assises sur la valeur ajoutée simplifiée.

En pratique, depuis l'exercice 2020 :

- Le coût de la Plateforme Produits & Cash est réparti entre les différents Territoires au prorata des factures d'eau émises pour les contrats de ces derniers entre le 1<sup>er</sup> novembre n-1 et le 31 octobre n en tenant compte d'éventuels effets de périmètre en tant que de besoin ;
- Le coût de la Plateforme RC 360 est réparti entre les différents Territoires au prorata des contacts (mails, appels téléphoniques, courriers) sur le périmètre du Territoire entre le 1<sup>er</sup> janvier n et 31 décembre n (le nombre de contacts du mois de décembre étant estimé).

Ces coûts ainsi répartis au niveau d'un Territoire donné sont additionnés à ceux de la fonction « consommateurs » du Territoire pour être enfin répartis entre les contrats d'eau au prorata des factures émises telles que déterminées ci-dessus (voir note 1 ci-après).

Dans les rares situations où des services d'assainissement donnent lieu à la facturation aux consommateurs des m<sup>3</sup> assujettis par une facture distincte de celle de l'eau potable, ils sont traités avec les mêmes règles que les contrats d'eau potable tel que décrit ci-dessus.

Dans le cas le plus fréquent, où l'eau et l'assainissement sont facturés sur le même document, et lorsque les délégataires de ces deux services font partie du Groupe Veolia Eau – Compagnie Générale des Eaux, les contrats assainissement se voient attribuer une quote-part des coûts ci-dessus selon les règles ci-dessous :

- Soit une approche spécifique peut être identifiée dans les contrats d'eau et d'assainissement, et des conventions internes mises en place : le contrat assainissement supporte alors la quote-part conventionnelle des coûts consommateurs en contrepartie d'un produit de même montant porté sur la rubrique « produits accessoires » sur le contrat eau.
- Dans le cas contraire, une charge forfaitaire de 2€ par facture est imputée sur le contrat d'assainissement en contrepartie d'un allègement de charges de même montant sur le contrat eau.

L'évolution décrite au présent paragraphe a été analysée, comme le précise son titre, comme un changement de modalités de répartition de charges indirectes.

Enfin, le coût des plateformes intègre l'ensemble des composantes qui s'y rattachent : coûts de personnel, de loyers, de sous-traitance... Dans une logique de simplification, le coût des plateformes, réparti sur chaque contrat, est présenté sur la seule ligne « sous-traitance » (indépendamment de la décomposition par nature de cette charge au sein des dites plateformes).

## 1. Produits

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement, ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou non facturés au cours du mois de décembre et comptabilisée. Les éventuels écarts avec les facturations sont comptabilisés dans les comptes de l'année suivante. Les dégrèvements (dont ceux consentis au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder - dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusif, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre les produits facturés au cours de l'exercice et ceux résultant de la variation de la part estimée des consommations.

## 2. Charges

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes - cf. § 2.1),

- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties - cf. § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées - cf. § 2.1.2).

## **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf. 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf. 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusif.

### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...). En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau du Service Local dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats du Service Local. Cet écart est ventilé selon sa nature sur trois rubriques des CARE (personnel, véhicules, autres charges).

Par ailleurs, la précision suivante est apportée sur la prise en compte de la fiscalité indirecte applicable aux consommations d'électricité. Depuis 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Electricité (TICFE) est calculée comme une majoration du prix du KWH selon un barème fonction de l'électro-intensivité de la Société au cours de l'année considérée. Ce taux applicable n'est donc pas nécessairement connu en début d'année et des régularisations peuvent donc avoir lieu au cours des exercices suivants. Jusqu'à fin 2020, ces régularisations étaient enregistrées dans les CARE lors de leur versement effectif, et alors imputées aux contrats selon les points de livraison de l'électricité consommée. Elles sont depuis cette année prises en compte dans les CARE dès l'envoi de l'état récapitulatif des consommations de l'année N-1 à l'Administration en juin N.

### **2.1.2. Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique... il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges enregistrées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir ci-dessous).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

**Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 3 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 4 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 5 ci-après) ;

- d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ; et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

#### - Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat ;
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée ;

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros constants, le montant de l'investissement initial.

S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

L'étalement de ce coût financier global obéit aux règles suivantes :

- pour les investissements antérieurs à 2021, les redevances évoquées ci-dessus respectent une progressivité prédéterminée et constante (+1,5% par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné. Le taux financier retenu est calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat en vigueur l'année de réalisation de l'investissement, majoré d'une marge. Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité de 1,5% indiquée ci-dessus ;
- pour les investissements réalisés à compter du 1er janvier 2021, ces redevances prennent la forme d'une annuité constante et non plus progressive. Le taux financier retenu est déterminé en tenant compte des conditions de financement de l'année en cours. Le taux annuel de financement est fixé à 2,25% pour les investissements réalisés en 2021.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

#### - Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion hydro cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### 2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### 2.1.4. Impôt sur les sociétés

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2021 correspond au taux de l'impôt sur les sociétés applicable aux entreprises réalisant plus de 250 M€ de CA (27,5%), hors contribution sociale additionnelle de 3,3%.

## 2.2. Charges réparties

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### 2.2.1. Principe de répartition

Comme indiqué dans les Faits marquants, les modalités de répartition ont évolué en 2020 en ce qui concernent les coûts des plateformes Produits & Cash et RC360. Les modalités de répartition des autres charges indirectes n'ont en revanche pas été modifiées.

Le principe retenu est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration mais excluent désormais celles de la fonction consommateurs) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, Régions, Territoires (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats

d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Par ailleurs, et dans certains cas, le GIE peut être amené à facturer des prestations à des Sociétés de Veolia Eau France dans le cadre de conventions spécifiques. Les montants facturés à ce titre viennent selon les cas de figure en diminution du montant global des frais à facturer entre sociétés comme évoqué ci-dessus et/ou à répartir entre les contrats au sein de la Société.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote-part forfaitaire de « peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Territoires a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats (à l'exclusion de la part relative à l'activité « consommateurs » répartie comme évoqué ci-dessus).

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (production immobilisée, travaux exclusifs, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,...).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2021 au titre de l'exercice 2020.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance, exception faite des coûts liés aux plateformes Produits & Cash et RC360. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

Dans une recherche d'exactitude, et compte tenu de la date avancée à laquelle la Société a été amenée à arrêter ses comptes sociaux pour des raisons d'intégration de ses comptes dans les comptes consolidés du Groupe Veolia, les comptes annuels de résultat de l'exploitation présentés anticipent sur 2021 certaines corrections qui seront portées après analyse approfondie dans les comptes sociaux de l'exercice 2022.

---

Notes :

1. *La donnée « nombre de contacts » n'est pas disponible à un niveau plus fin que le niveau « Territoire ».*
2. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
3. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*



4. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
  
5. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1992, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1992.*

## 6.6 Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux consommateurs.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.4

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

**VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX**

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN

572025526

Liste des sites certifiés en pages suivantes / List of certified locations on the following pages

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valide à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-11

Jusqu'au  
until

2021-08-20

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

This certificate electronic consultation via [www.afnor.com](http://www.afnor.com) is for an original of the certification. The electronic certificate is available at [www.afnor.com](http://www.afnor.com) which is visible. For the company is certified: Accreditation COPRAC N°18201, Certification de Systèmes de Management, Période de validité au 31/12/2021, COPRAC accréditation N°18201, Management System Certification, Scope accredited: www.afnor.com/AFNOC est une marque déposée AFNOR à 8 rue de Valenciennes 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex 152219

11 rue Francis de Pressensac - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 078 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69288.9

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE ET D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER AND PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

### ISO 50001 : 2018

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse

Siège : 21 RUE LA BOETIE-75008 PARIS

N° SIREN

572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexe / Complementary list of certified locations on appendix

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-11

Jusqu'au  
until

2024-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](http://www.afnor.org), fait foi en temps réel de la certification de l'organisme.  
The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](http://www.afnor.org), attests in real-time that the company is certified.  
Accréditation COFRAC n°4-0001, Certification de Systèmes de Management. Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
COFRAC accreditation n°4-0001, Management Systems Certification. Scope available on [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. CERTI F 1461.5 07/2020



# Certificat

Certificate

N° 2015/69287.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électronique. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique accessible sur <https://afnor.org>, tel qu'il est chargé sur le site de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on <https://afnor.org> after it is loaded on the website of the certifying body. Certification de systèmes de management. Norme applicable : <https://afnor.org>.  
Certification de systèmes de management. Norme applicable : <https://afnor.org>.  
AFNOR est un marque déposée. AFNOR is a registered trademark. ISO 9001:2015 / 17024



# Certificat

## Certificate

N° 2015/69287.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.**

**DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS**

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2021-11-10**

Jusqu'au  
Until

**2024-11-09**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](http://www.afnor.org), fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](http://www.afnor.org), attests in real time that the company is certified. Accreditation: COFRAC n° 4-0001, Certification de Systèmes de Management. Fiche disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
COFRAC accreditation n° 4-0001, Management System Certification. Fiche disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark - CERTIF 0956.9-07-2020



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.5

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2018-11-10

Jusqu'au  
Until

2021-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Read the official electronic certificate at <https://www.afnor.org> for an overview of the certification of the company. The electronic certificate only, available at <https://www.afnor.org>  
Affiché en ligne sur le serveur à certifier. Accès à l'Annuaire des Certifiés. Certification de Systèmes de Management. Pour plus d'infos sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
AFNOR member of IFSI. Management System Certificate. Issue available at [www.afnor.org](https://www.afnor.org)  
AFNOR member of IFSI. AFNOR is a registered business in CERTIF 55557. AFNOR

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 167 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION



# Certificat

Certificate

N° 2015/69286.8

Page 1 / 10

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE & D'EAU DE PROCESS. COLLECTE ET  
TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CONSOMMATEURS.

DRINKING WATER & PROCESS WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION. WASTEWATER  
COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 14001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Siège : 21 RUE LA BOETIE -75008 PARIS

Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2021-11-10

Jusqu'au  
Until

2024-11-09

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Julien NIZRI**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR  
Code pour vérifier la  
validité du certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), fait l'entieranree de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org), attests to the certification of the organization.  
Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](https://www.afnor.org), fait l'entieranree de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available on [www.afnor.org](https://www.afnor.org), attests to the certification of the organization.  
AFNOR Certification est accréditée par le Comité Français d'Accréditation (Cofrac) n° 4201. Certification de Systèmes de Management. Toutes les activités sont accréditées.  
AFNOR Certification is accredited by the Comité Français d'Accréditation (Cofrac) n° 4201. Management Systems Certification. All activities are accredited.  
AFNOR est une marque déposée. AFNOR is a registered trademark. CERTIF 1994-01-01-2023

11 rue Francis de Pressensé - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 62 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 18 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)

**afnor**  
CERTIFICATION

(\* ) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.7 Actualité réglementaire 2021

Chaque année, une sélection annuelle des principaux textes parus vous est proposée. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Commande publique

La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) comporte un ensemble de mesures en faveur de la prise en compte du développement durable au stade de la passation et de l'exécution des contrats de la commande publique. Essentiellement programmatique, compte tenu des délais d'entrée en vigueur différée, elle invite les personnes publiques à s'engager dès à présent dans ce mouvement

A l'exception des mesures relatives aux Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsable (entrée en vigueur au 1er janvier 2023) les dispositions de l'article 35 de la loi entreront en vigueur à une date fixée par décret, et au plus tard le 22 août 2026.

#### *La prise en compte des objectifs de développement durable ("ODD") et des caractéristiques environnementales*

L'article 35 de cette loi comprend différentes mesures visant à améliorer la prise en compte du développement durable lors de la passation et l'exécution des contrats de la commande publique. Ces mesures concernent notamment :

- la prise en compte des objectifs de développement durable dans les spécifications techniques: l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit désormais l'obligation pour l'acheteur d'intégrer des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale au sein des spécifications techniques ;
- la prise en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi dans les conditions d'exécution pour les marchés formalisés : le nouvel article L.2112-2-1 du Code de la commande publique comporte l'obligation de prévoir pour les marchés supérieurs aux seuils européens des conditions d'exécution prenant en compte des considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, notamment en faveur des personnes défavorisées, sauf dérogations.
- la prise en compte des caractéristiques environnementales de l'offre dans les critères d'attribution: l'article L.2152-7 du Code de la commande publique modifié comporte désormais l'obligation de prévoir au moins un critère en matière environnementale. En pratique, cette modification interdit donc le recours au critère unique du prix.
- la prise en compte obligatoire de l'environnement dans les conditions d'exécution : au-delà des spécifications techniques, l'article L.2112-2 du Code de la commande publique modifié prévoit que les conditions d'exécution doivent désormais prendre en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations.

#### *Le renforcement des Schémas de Promotion des Achats publics Socialement et Écologiquement Responsables (SPASER)*

Cette même loi renforce le contenu et surtout la visibilité des SPASER que sont tenues d'adopter les plus grandes collectivités. Deux évolutions principales :



- Renforcement des obligations de publicité des SPASER en prévoyant qu'ils doivent être rendus publics notamment via une mise en ligne sur le site internet (s'il existe) des acheteurs concernés ;
- Mention des indicateurs précis et des objectifs cibles à atteindre pour chacune de ces catégories.

Ces dispositions entreront en vigueur le 1er janvier 2023.

### ***La neutralité dans les contrats de la commande publique à l'aune de la loi confortant le respect des principes de la République***

La loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a pour but de conduire les acteurs de la commande publique à introduire de nouvelles stipulations dans leurs contrats afin d'aménager le respect des principes de laïcité, de neutralité.

La loi évoque trois principes : l'égalité des usagers devant le service public, veiller au respect du principe de laïcité et au principe de neutralité du service public. Ces clauses doivent être intégrées dans tous les contrats concernés pour lesquels une consultation ou un avis de publicité est envoyé depuis le 25 août 2021. Pour les contrats en cours ou pour lesquels une consultation a été lancée avant le 25 août dernier, il faut distinguer deux situations :

- Pour les contrats qui se terminent avant le 25 février 2023, ces clauses n'ont pas à être insérées ;
- Pour les contrats qui se terminent après le 25 février 2023, les acheteurs et autorités concédantes ont 1 an, jusqu'au 25 août 2022 pour intégrer ces clauses dans les contrats en cours.

### ***Nouveaux seuils de procédure formalisée pour les années 2022-2023***

À compter du 1er janvier 2022, les seuils de procédure formalisée passent de :

- 139 000 € HT à 140 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autorités publiques centrales ;
- 214 000 € HT à 215 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des autres pouvoirs adjudicateurs et pour les marchés publics de fournitures des autorités publiques centrales opérant dans le domaine de la défense ;
- 428 000 € HT à 431 000 € HT pour les marchés de fournitures et de services des entités adjudicatrices et pour les marchés de fournitures et de services passés dans le domaine de la défense ou de la sécurité ;
- 5 350 000 € HT à 5 382 000 € HT pour les marchés de travaux et pour les contrats de concession.

### ***Promotion et développement de l'innovation***

Dans l'« objectif de promotion et développement de l'innovation » précédemment mobilisé pour l'expérimentation posée par la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, le décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018 avait prévu un dispositif expérimental pour les achats dits « innovants » offrant la possibilité de passer un marché public, y compris un marché public de défense ou de sécurité, négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables, à la condition que la valeur estimée du besoin soit inférieure à 100 000 € hors taxes. Ce régime dérogatoire initialement prévu pour une durée de 3 ans a été pérennisé par le décret n° 2021-1634 du 13 décembre 2021.

### *Interdiction des accords-cadres sans maximum*

En application d'une jurisprudence européenne du 17 juin dernier, un décret du 23 août n° 2021-1111 modifie le code de la commande publique pour supprimer la possibilité de conclure des accords-cadres sans maximum. Une mesure qui s'appliquera à compter du 1er janvier 2022.

### *Marchés globaux*

Le Décret n° 2021-357 du 30 mars 2021 portant diverses dispositions en matière de commande publique, pris pour l'application des articles 131 et 140 de loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 (loi 'ASAP'), comporte diverses dispositions en matière de commande publique. Ce décret fixe à 10 % du montant prévisionnel du marché la part minimale que le titulaire d'un marché global, qui n'est pas lui-même une petite ou moyenne entreprise (PME) ou un artisan, s'engage à confier, directement ou indirectement, à une PME ou à un artisan.

Ce décret a également pour objet de mettre en cohérence les hypothèses de dispense de jury pour l'attribution des marchés globaux avec les hypothèses de dispense de concours pour l'attribution des marchés de maîtrise d'œuvre. Il précise enfin le point de départ du délai de paiement du solde des marchés publics de maîtrise d'œuvre pour tenir compte du mécanisme de décompte général et définitif prévu par le nouveau cahier des clauses administratives générales applicables à ces marchés.

### *Six (6) nouveaux CCAG et leur fascicule (6) de 2021*

En application de l'article R. 2112-2 du code de la commande publique, six arrêtés en date du 30 mars 2021 (JO du 1er avril 2021) ont approuvé les nouveaux cahiers des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics. Ces arrêtés portent sur les CCAG des marchés de fournitures courantes et services, les marchés industriels, les techniques de l'information et de la communication, les prestations intellectuelles, les travaux et la maîtrise d'œuvre. Pour ce dernier secteur d'activité, il s'agit d'une création.

Ces arrêtés s'appliquent aux marchés publics pour lesquels une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication à compter du 1er avril 2021. Toutefois, ils prévoient une période transitoire jusqu'au 30 septembre 2021.

L'arrêté du 30 septembre 2021 (JO du 7 octobre 2021) apporte des modifications à ces CCAG et vient donc compléter la série des arrêtés du 30 mars 2021.

L'arrêté du 7 octobre 2021 (JO du 15 octobre 2021) vient approuver sept Cahier des Clauses Techniques Générales (fascicules), dont six concernent directement les secteurs de l'eau et de l'assainissement, à savoir :

- le fascicule 70 titre I relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement à surface libre ;
- le fascicule 70 titre II relatif aux ouvrages de recueil, de stockage et de restitution des eaux pluviales ;
- le fascicule 71 relatif à la fourniture, pose et réhabilitation de canalisations d'eaux à écoulement sous pression ;
- le fascicule 73 relatif à l'équipement d'installations de pompage d'eaux claires destinées aux consommations humaines, agricoles et industrielles ;
- le fascicule 74 relatif à la construction des réservoirs en béton et réhabilitation des réservoirs en béton ou en maçonnerie ;
- le fascicule 81 titre I relatif à l'équipement d'installations de pompage pour réseaux d'évacuation et d'assainissement.

## Suites de la crise sanitaire

### *Crise relative à l'approvisionnement et la hausse des cours des matières premières*

L'année 2021 a été marquée par l'augmentation des prix des matières premières : acier, plastique, cuivre, aluminium, béton, réactifs, gaz et électricité. Leur cours ont 'flambé', dans des proportions loin des évolutions habituellement constatées, entraînant au-delà des difficultés d'approvisionnement et des délais de livraison rallongés, un surcoût considérable dans le cadre de l'exécution des contrats déjà signés.

Afin de pallier ces incidences, le Ministère de l'Economie a publié le 20 mai 2021 un communiqué de presse dans lequel il invite les acheteurs publics à ne pas appliquer de pénalités de retard et à accorder des prolongations de délais d'exécution. Une fiche technique de la DAJ de Bercy, du 27 mai 2021, sur les marchés publics confrontés à la flambée des prix et au risque de pénurie des matières premières a également été publiée. Les acteurs publics sont ainsi appelés à adapter certaines modalités d'exécution et de passation des contrats de la commande publique dans les mêmes conditions que durant la crise sanitaire.

### *Factures d'eau, de gaz et d'électricité*

Le décret n°2021-474 du 20 avril 2021 (JO du 21 avril 2021) est relatif au paiement des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux entreprises dont l'activité est affectée par une mesure de police administrative en réponse à l'épidémie de covid-19. Ce décret actualise le dispositif mis en œuvre à la fin de l'année 2020 en précisant les critères que doivent satisfaire les personnes physiques ou morales de droit privé pour prétendre aux mesures d'étalement de leur facture d'eau. Ce décret précise aussi la date de fin de ces mesures de report fixées deux mois après la fin de l'état d'urgence sanitaire.

### *Retour au sol des boues et Sars-Cov-2*

L'arrêté du 20 avril 2021 (JO du 27 mai) modifie l'arrêté du 30 avril 2020 qui fixait le principe que les boues produites durant la pandémie doivent au préalable être totalement hygiénisées pour pouvoir être épandues et faire l'objet de mesures de surveillance supplémentaires.

Ce nouvel arrêté ouvre la possibilité d'épandre des boues ayant fait l'objet de traitements considérés comme partiellement hygiénisant dans l'arrêté du 30 avril 2020. Les boues obtenues après un traitement des eaux usées par lagunage ou rizhofiltration peuvent désormais être épandues sous certaines conditions. Pour le suivi de l'abattement du virus Sars-Cov-2, chaque lot de boue devra faire l'objet d'une analyse - avant et après traitement - avec un nouvel indicateur plus facile à mesurer.

## Services publics locaux

### *Résilience des territoires et sécurité civile*

La loi 2021-1520 du 25 novembre 2021 (JO du 26 novembre 2021) vise à consolider le modèle de sécurité civile et valoriser le volontariat des sapeurs-pompiers et les sapeurs-pompiers professionnels. Cette loi comprend des dispositions complémentaires à la loi "climat et résilience" pour les territoires soumis à un ou plusieurs risques naturels connus en matière d'information sur les risques et les mesures de sauvegarde, sur les plans

communaux et intercommunaux de sauvegarde. Notamment, le plan communal de sauvegarde est rendu obligatoire pour les communes soumises à un risque naturel identifié et sa mise en œuvre doit être éprouvée au moins tous les cinq ans par un exercice de crise.

Ces précédentes dispositions complètent celles portées par l'article 249 de La Loi Climat et Résilience (loi n°2021-1104 du 22 août 2021) qui vise à identifier les vulnérabilités des services et réseaux répondant aux besoins prioritaires des populations, d'anticiper leur gestion en période de crise et de favoriser un retour rapide à un fonctionnement normal. Ces objectifs ont pour objectifs de renforcer la résilience des territoires et se traduisent par des obligations graduées au regard de l'exposition à un ou plusieurs risques naturels.

Eaux pluviales et désimperméabilisation des tissus urbains

L'article 101 de la loi 'climat et résilience' du 22 août 2021 (JO du 24 août 2021) modifie un article du Code de la construction et de l'habitation ainsi qu'un article du code de l'urbanisme afin d'abaisser le seuil de 1000 m<sup>3</sup> (établi par loi énergie climat de 2019) à 500 m<sup>2</sup> relatif à l'obligation d'installer du photovoltaïque ou des toitures végétalisées sur les bâtiments professionnels et les entrepôts : lors de la construction, l'extension ou la rénovation lourde de tous les bâtiments à usage commercial, industriel ou artisanal de plus de 500 m<sup>2</sup> et de plus de 1000 m<sup>2</sup> pour les immeubles de bureau.

Ces obligations s'appliquent pour les parcs de stationnement associés à ces bâtiments qui devront intégrer sur au moins la moitié de leur surface des revêtements de surface, des aménagements hydrauliques ou des dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité et l'infiltration des eaux pluviales ou leur évaporation.

### *Travaux à proximité des réseaux*

L'arrêté du 6 juillet 2021 (JO du 20 août 2021) fixe, pour l'année 2021, le barème hors taxes des redevances prévues à l'article L. 554-2-1 du code de l'environnement au titre du financement, par les exploitants des réseaux enterrés, du « Guichet Unique » administré par l'Inéris. Ce téléservice ([www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)) référence les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux.

### *Instruction budgétaire et comptable*

L'arrêté du 9 décembre 2021 (JO du 31 décembre 2021) relatif à l'instruction budgétaire et comptable M4 applicable aux services publics industriels et commerciaux modifie cette instruction qui se décline en plusieurs versions, dont l'instruction M49 pour les services d'eau potable et d'assainissement.

### *Réseaux intérieurs - Utilisation des ressources non-conventionnelles*

L'arrêté du 10 septembre 2021 (JO du 18 septembre 2021) relatif à la protection des réseaux d'adduction et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine contre les pollutions par retours d'eau encadre désormais les pratiques concernant les réseaux d'adduction et de distribution à l'intérieur des bâtiments. L'arrêté précise les règles de distinction et de repérage des réseaux intérieurs d'eau potable de ceux transportant d'autres fluides, comme par exemple des eaux non-conventionnelles. Il fixe les modalités de vérification et d'entretien des dispositifs de protection contre les retours d'eau afin de s'assurer de leur bon état de fonctionnement. L'ensemble des dispositions de cet arrêté entrent en vigueur à compter du 1 janvier 2023 pour les immeubles neufs ou rénovés. Cet arrêté renvoie à un avis technique sur les équipements de protection des réseaux intérieurs publié au JO du 18 décembre 2021.

## Service public de l'assainissement

### *Le contrôle des raccordements au réseau de collecte lors des mutations immobilières*

Après plusieurs tentatives infructueuses, la loi "Climat et Résilience" (article 61 modifiant les articles L.271-4 du code de la construction et de l'habitation, L.2224-8 du CGCT et L.1331-11-1 du code de la santé publique engage l'obligation de contrôle des raccordements au réseau de collecte des eaux usées lors des mutations immobilières. Dans cette première étape, elle rend obligatoire ce contrôle sur les territoires dont les rejets d'eaux usées et d'eaux pluviales ont une incidence sur la qualité de l'eau pour les épreuves de nage libre et de triathlon en Seine pour les épreuves olympiques de Paris 2024. Un décret dont la publication est prévue au cours du 1er semestre 2022 doit fixer la liste des communes concernées.

La durée de validité du document relatif au contrôle est fixée à 10 ans.

Le projet de loi "4D" relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et diverses mesures de simplification, en cours d'examen au Parlement, prévoit (article 64) la généralisation de l'obligation de réalisation d'un diagnostic des raccordements aux réseaux publics d'assainissement lors des ventes immobilières.

### *L'amélioration de l'information du SPANC sur les mutations immobilières*

En cas de vente d'un immeuble, le vendeur doit fournir un dossier de diagnostic technique comprenant un rapport de contrôle des installations d'assainissement non collectif de moins de trois ans. Lorsque ce rapport relève des non-conformités, l'acheteur a l'obligation de faire procéder aux travaux de mise en conformité dans un délai d'un an après l'acte de vente (article L.271-4 du code de la construction et de l'habitation).

Cependant, les SPANC, qui n'étaient jusqu'à présent pas informés des ventes intervenues, ne disposaient d'aucun moyen pour contrôler que l'acquéreur s'était acquitté de l'obligation de réaliser les travaux de mise en conformité.

La Loi "Climat et Résilience" (article 62 complétant l'article L.1331-11-1 du code de la santé publique) impose aux notaires d'adresser aux SPANC, au plus tard un mois après la signature de l'acte authentique de vente d'un immeuble, une attestation contenant la date de la vente et les informations nécessaires à l'identification du bien vendu et des noms et adresse de l'acquéreur.

### *Le renforcement des pénalités en cas de défaut de raccordement ou de mauvais raccordement*

Le Code de la Santé Publique astreint le propriétaire d'un immeuble non raccordé au réseau de collecte au paiement d'une somme au moins équivalente à celle qu'il aurait payé s'il avait été raccordé et pouvant être majorée dans la limite de 100 %.

La Loi "Climat et Résilience" porte cette majoration possible à 400 % afin de renforcer le caractère dissuasif de cette disposition. La mise en œuvre de la majoration passe par l'adoption d'une simple délibération prise par la collectivité. Afin de renforcer le caractère dissuasif et pédagogique, la loi prévoit que cette pénalité sera écartée si les travaux sont réalisés dans les règles de l'art, dans un délai de 12 mois à compter de la notification de la sanction.

## Gestion des sous-produits / déchets

### *Boues (sous-produits de l'assainissement)*

Le décret 2021-147 du 11 février 2021 (JO du 13 février 2021) modifie le code de l'environnement et la rubrique 2.1.4.0 (épandage d'effluents ou de boues) de la nomenclature relative aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ayant une incidence sur l'eau ou le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, dite nomenclature « loi sur l'eau », dans un objectif de simplification. Notamment, ce décret lève l'interdiction du mélange de boues de station d'épuration entre elles pour entreposage ou traitement en vue de l'épandage. Il n'est plus nécessaire de disposer d'une dérogation, via un arrêté dérogatoire préalable du préfet, pour pouvoir mélanger des boues de stations de traitement des eaux usées différentes

### *Boues (compostage des boues)*

Le décret 2021-1179 du 14 septembre 2021 (JO du 15 septembre 2021) détermine les conditions dans lesquelles les boues d'épuration et les digestats de boues d'épuration peuvent être traités par compostage conjointement avec d'autres matières utilisées comme structurants et issues de matières végétales, dès lors que l'opération permet d'améliorer les caractéristiques agronomiques des boues et des digestats de boues. Ce texte définit une proportion de mélange déchets verts et boues/digestats pour cette voie de valorisation qui varie selon les échéances suivantes :

- A compter du 1er janvier 2022, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 100 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.
- A compter du 1er janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurants n'excède pas 80% de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisée dans le mélange.
- Au plus tard le 1er janvier 2026, l'ADEME remet au ministre chargé de l'environnement un rapport sur la disponibilité du gisement de déchets verts pour la valorisation organique des déchets alimentaires triés à la source et sur l'opportunité de modifier le seuil de 80% défini précédemment.

### *Boues - Installations de compostage soumises à autorisation*

L'arrêté du 27 mai 2021 (JO du 27 juin 2021) modifie les règles techniques (initialement fixées par l'arrêté du 22 avril 2008) auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation au titre des ICPE. Ces modifications visent à améliorer la sécurité et la limitation des émissions provenant des installations de compostage.

L'arrêté complète les informations à reporter par l'exploitant : la nature et l'origine des produits ou déchets constituant le lot, les mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus, les dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain. Il prévoit également pour l'exploitation l'obligation d'adaptation des activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment pour prévenir de forts envols de poussières, des nuisances odorantes lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles. Les nouvelles prescriptions de cet arrêté sont applicables dès le 28 juin 2021 ou le 17 août 2022 selon qu'il s'agit d'installations nouvelles ou existantes.

### ***Boues - Installations de méthanisation***

Un arrêté du 14 juin 2021 et deux arrêtés du 17 juin 2021 (tous les trois publiés au Journal officiel du 30 juin 2021) modifient les règles techniques et les prescriptions générales applicables aux installations de méthanisation.

- Le premier modifie l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation du titre 1er du livre V du code de l'environnement. Il comporte des dispositions relatives à la conception et à l'aménagement, aux conditions d'admission des déchets et matières traitées, aux conditions d'exploitation, à la prévention des risques, à la prévention de la pollution de l'eau, à la surveillance des rejets. Le dernier article de cet arrêté donne le calendrier d'application de ces dispositions.
- Le second modifie l'arrêté du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
- Le dernier modifie l'arrêté du 10 novembre 2009 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation soumises à déclaration sous la rubrique n° 2781-1. Il introduit de nouvelles annexes fixant les règles relatives aux règles d'implantation, à la gestion, à la surveillance de l'exploitation.

### ***Déchets non dangereux***

Décret n° 2021-1199 du 16 septembre 2021 relatif aux conditions d'élimination des déchets non dangereux  
Arrêté du 16 septembre 2021 pris en application des articles R. 541-48-3 et R. 541-48-4 du code de l'environnement.

De nouvelles conditions d'élimination des déchets non dangereux pour pouvoir éliminer des déchets non dangereux dans des installations de stockage ou d'incinération, les producteurs ou détenteurs de déchets doivent justifier que ceux-ci ont fait l'objet d'un tri à la source ou d'une collecte séparée. L'élimination dans des installations de stockage de déchets non dangereux valorisables est progressivement interdite ; elle est d'abord réduite de 30 % en 2020 par rapport à 2010, et de 50 % en 2025.

Afin de s'assurer du respect des seuils établis, une procédure de contrôle des déchets entrants est mise en place par l'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Les interdictions de stockage de déchets valorisables entrent progressivement en vigueur, du 1er janvier 2022 au 1er janvier 2030. Les obligations de justification du tri des déchets avant élimination entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

### ***Déchets - Bordereaux de suivis des déchets***

Arrêté du 21 décembre 2021 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du code de l'environnement, pour les déchets contenant de l'amiante. Cet arrêté donne la définition du contenu du bordereau de suivi des déchets électroniques (téléservice Trackdéchets). Les informations ne sont pas les mêmes en fonction de s'il s'agit de déchets dangereux ou déchets POP classiques, ou de tels déchets contenant de l'amiante.

Dispositions applicables aux déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante : Les informations à déclarer, pour chaque BSD, au système de gestion électronique des BSD de déchets dangereux et déchets POP contenant de l'amiante sont listées à l'article 3 de l'arrêté du 21 décembre 2021.



## *Déchets - Registre de déchets*

Arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement

Dès janvier 2022, la transmission des données de traçabilité des déchets se fera au moyen d'un outil numérique centralisé. Un registre électronique sera aussi mis en place pour les terres excavées et les sédiments. Les nouvelles informations constitutives de ces registres déchets, terres excavées et sédiments pour chaque acteur viennent d'être publiées. Les producteurs ont l'obligation de tenir un registre chronologique afin d'identifier précisément la destination ou le lieu de valorisation des terres excavées et sédiments dès lors qu'ils sont extraits de leur emplacement d'origine et ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation, qu'ils aient ou non le statut de déchet. Le site d'excavation correspond alors pour les terres excavées, à l'emprise des travaux dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de trente kilomètres entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux. Sont toutefois exonérés, les personnes :

- Produisant des terres excavées lors d'une opération d'aménagement ou de construction < à 500 m<sup>3</sup> ;
- Produisant de sédiments issus d'une opération de dragage < à 500 m<sup>3</sup> ;
- Effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments < à 500 m<sup>3</sup>.

## *Déchet – Traçabilité*

Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021 relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments  
Dès 2022, les données relatives aux déchets dangereux seront transmises à un registre électronique national et les bordereaux de suivi de déchets seront dématérialisés (plateforme centralisée Trackdéchets). L'identification des sociétés se fait par la base SIREN. Cette base enregistre les données transmises par :

- les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ainsi que les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;
- les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;
- les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet.
- La gestion des déchets et des terres excavées et des sédiments qui ne sont pas utilisés sur le site même de leur excavation sera également traçée pour garantir l'absence d'impact environnemental et sanitaire des opérations de remblayage par ces terres.
- Le site de l'excavation correspond :
- pour les terres excavées, à l'emprise des travaux, ou le cas échéant, à l'emprise foncière placée sous la responsabilité de l'exploitant de l'ICPE, dans la limite d'une distance parcourue par les terres excavées au maximum de 30 km entre l'emplacement de leur excavation et l'emplacement de leur utilisation au sein de l'emprise des travaux ou de l'installation classée,
- pour les sédiments, à l'emprise de l'opération de dragage et des berges du cours d'eau.
- La transmission au plus tard, 7 jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.



## *Déchet - Sortie de statut de déchet*

**Décret n° 2021-380 du 1er avril 2021 relatif à la sortie du statut de déchet / Arrêté du 1er avril 2021 modifiant l'arrêté du 19 juin 2015 relatif au système de gestion de la qualité mentionné à l'article D. 541-12-14 du code de l'environnement** La procédure de sortie de statut de déchet est désormais possible hors ICPE et IOTA . Les conditions sont :

### Respect des cinq critères de sortie du statut de déchet

- les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation ;
- les procédés et techniques de traitement autorisés ;
- les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants ;
- les exigences pour les systèmes de gestion ;
- l'exigence d'une attestation de conformité.

### Attestation de conformité

Tout producteur ou détenteur de déchets qui met en œuvre la procédure de sortie du statut de déchet devra établir pour chaque lot de substances ou objets qui ont cessé d'être des déchets, une attestation de conformité comme le faisaient les exploitants d'ICPE ou de IOTA. Ils devront conserver une copie de l'attestation de conformité pendant au moins 5 ans et nouvellement pour la durée prévue par l'arrêté fixant les critères de sortie de statut de déchet. Cette attestation est tenue à la disposition des autorités compétentes.

Mise en place d'un système de gestion de la qualité permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité et, le cas échéant, d'accréditation.

L'arrêté du 1er avril 2021 détaille les critères de contrôle par un tiers, le cas échéant accrédité, pour la sortie du statut de déchet, qui précise la fréquence du contrôle, les procédures, les procédés et les déchets ou produits qui font l'objet du contrôle, ainsi que les modalités d'échantillonnage ainsi que les modalités de conservation d'échantillons pouvant être soumis à une analyse par un tiers.

- Le contrôle est déclenché par le producteur ou le détenteur du déchet qui réalise une sortie du statut de déchet et est réalisé à ses frais ;
- premier contrôle lors de la première année de mise en œuvre de la procédure de sortie du statut de déchet
- vérification triennale du système de gestion de la qualité par un organisme accrédité pour la certification et des éléments du manuel qualité la première année ;
- contrôle par un tiers tous les 3 (ou 10 ans si le producteur est engagé dans une démarche de management de l'environnement) de l'opération de valorisation pour la production des déchets dangereux, terres excavées ou sédiments.

## *ICPE-IOTA - Evaluation environnementale et participation du public*

Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 : Ce décret vise à répondre à une mise en demeure de la Commission à la France pour non-conformité avec la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Pour approfondir : Le seuil financier pour les projets soumis à déclaration d'intention est abaissé. Le tableau relatif à l'évaluation

environnementale (annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement) est modifié, sont dorénavant soumis à évaluation environnementale systématique les installations d'élimination de déchets dangereux par incinération, traitement chimique ou mise en décharge.

Dans la procédure d'examen au cas par cas, l'autorité chargée de cet examen indique dorénavant les motifs qui fondent sa décision ; est ainsi créée une annexe à l'article R122-3-1 qui présente les critères de l'examen au cas par cas. Le contenu de l'étude d'impact est modifié avec notamment la prise en compte du cumul des incidences des projets existants ou approuvés. Il est en outre prévu une procédure d'évaluation environnementale commune à plusieurs projets. Le contenu du dossier d'enquête publique est modifié. L'entrée en vigueur est prévue au 1<sup>er</sup> août 2021 avec des spécifications pour les dossiers en cours à cette date. Ainsi, ce décret opère une actualisation de la liste des projets d'aménagement soumis à la Commission nationale du débat public (CNDP) visés à l'article R 121-2 CE (ex: création de barrage hydroélectrique, transfert d'eau de bassin, équipements industriels, ...en application de seuils et critères variant en fonction de chaque projet d'aménagement) + précision « L'autorité environnementale se prononce dans les deux mois suivant la date de réception du dossier mentionné au premier alinéa du I. L'avis de l'autorité environnementale, dès son adoption, ou l'information relative à l'absence d'observations émises dans le délai, est mis en ligne sur internet. » Une modification de la liste des plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale visé à l'article R 122-17 CE (ex Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables; SDAGE, Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse, Schéma régional de biomasse, Plan national de prévention des déchets, Plan de gestion des risques d'inondation, ...)

### *ICPE - Nomenclature – Cerfa*

**Décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement / Arrêté du 23 juillet 2021 modifiant l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

La définition de la puissance thermique nominale est mise à jour. Concernant la rubrique 2910 relative aux installations de combustion, la référence à la puissance thermique nominale est remplacée par celle à la puissance thermique nominale totale pour la sous rubrique 2910-A au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes. Comme plusieurs installations de combustion, relevant du régime de la déclaration et/ou du régime de l'enregistrement peuvent coexister au sein d'un même établissement, il est précisé que la puissance thermique nominale totale correspond à la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément. Les termes « sur le site » sont supprimés car n'ayant pas de sens pour des installations relevant des régimes d'enregistrement et de déclaration. Les puissances sont fixées et garanties par le constructeur, exprimées en pouvoir calorifique inférieur et susceptibles d'être consommées en marche continue.

**Arrêté du 5 mai 2021 modifiant l'arrêté du 3 mars 2017 fixant le modèle national de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement**

Le nouveau Cerfa en vigueur depuis le 16 mai 2021 est la 3<sup>e</sup> version du Cerfa n° 15679 qui est mis à disposition sur le site internet <https://www.service-public.fr/>.

Il comporte une nouvelle rubrique 4.4 relative au IOTA est ajoutée dans le Cerfa . Selon la notice explicative du document, les informations renseignées dans cette rubrique, qui ne concerne que les cas de connexité ou

de proximité d'IOTA, serviront au service instructeur afin de prendre en compte dans les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral les intérêts relevant de la réglementation IOTA (impact sur le milieu aquatique). Une pièce jointe supplémentaire concernant les installations de combustion moyennes (2910)

Dans les pièces à joindre selon la nature du projet, est ajoutée la PJ n° 18 dans le cas où le projet comprend une ou plusieurs installations de combustion moyennes relevant de la rubrique 2910.

Dans cette hypothèse, il faut désormais indiquer le numéro de dossier figurant dans l'accusé de réception délivré dans le cadre du rapportage MCP.

### **ICPE**

#### **Décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021 portant diverses dispositions d'application de la loi d'accélération et de simplification de l'action publique et de simplification en matière d'environnement (loi ASAP)**

(art. 2, 6° et 14° à 20°) : Modification du contrôle périodique des installations classées DC : L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant en un exemplaire (et non plus deux), il doit désormais préciser (et donc distinguer) les points de non-conformité et de non-conformité majeure. L'organisme agréé informe le préfet ET l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures sous un délai de 1 mois à compter de la constatation des cas suivants :

- s'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai de trois mois ;
- s'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai d'un an ;
- si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent. Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.

L'organisme de contrôle périodique transmet chaque trimestre au préfet, au ministre chargé des installations classées et, dès lors, à l'inspection des installations classées, la liste des contrôles effectués "pendant le trimestre écoulé". Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art 6, 7°, 9° et 10°) : Suppression des cas de consultations obligatoires du CODERST : Le décret d'application du titre III de la loi ASAP rend les consultations concernées facultatives et une obligation d'information de l'instance est prévue lorsque cette dernière n'est pas consultée. Modifications entrées en vigueur le 1er août 2021.

(art. 2 et 25°) : Autorisation environnementale : délai de délivrance de la décision permettant l'exécution anticipée des travaux fixée à 4 jours

### **CPE-IOTA - Utilisation des ressources non-conventionnelles**

Le décret 2021-807 du 24 juin 2021 (JO du 26 juin 2021) est pris en application de la loi AGEC relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire et vise à développer la mise en œuvre de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie dans les installations classées de protection de l'environnement (ICPE) et les installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA). En effet, ce décret demande aux industriels de justifier auprès des services de l'État, dans le cadre de leur dossier de demande d'autorisation, la conduite d'une réflexion sur la pertinence de la réutilisation des eaux usées épurées ou de l'eau de pluie dans le cadre de leurs activités et, le cas échéant, de justifier leur choix de ne pas y recourir.

## *Infractions pénales liées aux atteintes à l'environnement*

### **Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (art. 279 à 297)**

Ont été créés 4 nouveaux délits : un délit général de pollution (L. 231-1 CE), un délit de mise en danger de l'environnement (L. 231-3 CE) et d'un délit d'Écocide (L. 231-3 CE. Le délit d'écocide est une circonstance aggravante des 2 délits précités. Ces délits sont soumis à des conditions drastiques de mise en œuvre, notamment pour caractériser la durée des atteintes (7 ans) et l'intentionnalité du délit d'écocide. Ils ne concernent que des activités encadrées administrativement et susceptibles de donner lieu à des mises en demeure.

Devraient être exclus de leur champ les délits classiques de pollution des eaux (L 216.6 CE) et des eaux marines (C. envir., art. L. 218-73) ainsi le délit de pollution des eaux avec mortalité piscicole (art. L. 432-2 CE).

Un délit de mise en danger en cas de non-respect d'une mise en demeure en matière de déchets a été également créé.

A noter que la spécialisation des juridictions en matière environnementale, la synergie entre les acteurs institutionnels et de la société civile devraient favoriser une réponse pénale plus efficace et systématique orientée vers plus de poursuites judiciaires, d'injonction à la restauration et remise en état du milieu naturel et des transactions pénales (CIIP) ce qui devrait aller dans le sens d'une meilleure prise en compte des intérêts de l'environnement.

**Circulaire visant à consolider le rôle de la justice en matière environnementale Circulaire CRIM 2021-02/G3 du 11 mai 2021 - annexes à la circulaire** La circulaire détaille les apports de la loi n°2020-1672 du 24 décembre 2020 qui a créé des pôles régionaux spécialisés en matière d'environnement ainsi que la convention judiciaire d'intérêt public environnementale ; elle actualise également les orientations de politique pénale. Le renforcement de la spécialisation des juridictions est donc expliqué et il est présenté comment une réponse pénale effective et lisible sera mise en œuvre avec la recherche systématique de la remise en état et l'exercice des poursuites contre les personnes morales. Un point est fait sur la spécialisation des juridictions civiles. Les annexes de la circulaire reprennent la liste des juridictions spécialisées en matière environnementale, présentent un focus sur le référé pénal environnemental et la remise en état des lieux.

## **Transition énergétique**

### *Energie - Neutralité carbone - Allégation environnementale*

### **Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets**

L'article 12 de la loi Climat interdit d'affirmer dans une publicité qu'un produit ou un service est neutre en carbone ou d'employer toute formulation de signification ou de portée équivalente, à moins que l'annonceur rende aisément disponible au public les éléments suivants (C. envir., art. L. 229-68) :

- un bilan d'émissions de gaz à effet de serre intégrant les émissions directes et indirectes du produit ou du service ;

- la démarche grâce à laquelle les émissions de gaz à effet de serre du produit ou du service sont prioritairement évitées, puis réduites et enfin compensées. La trajectoire de réduction des émissions de gaz à effet de serre est décrite à l'aide d'objectifs de progrès annuels quantifiés ;
- les modalités de compensation des émissions de gaz à effet de serre résiduelles respectant des standards minimaux définis par décret.

L'autorité administrative peut sanctionner le non-respect de cette interdiction et le manquement à ces obligations par une amende de 100 000 € pour une personne morale.

### *Energie - Biogaz – Biométhane*

#### **Décret n° 2021-28 du 14 janvier 2021, JO du 16 janvier 2021**

En application des dispositions de l'article L. 453-9 du code de l'énergie précisées par voie réglementaire, la CRE contrôle la pertinence technico-économique des investissements nécessaires pour permettre l'injection dans le réseau du biogaz produit par l'installation de production. Le décret n° 2019-665 du 28 juin 2019 avait notamment introduit un plafond annuel d'investissements du dispositif de renforcement des réseaux de distribution de gaz naturel pour le raccordement des installations de production de biométhane. La CRE, estimant que "le plafond de 0,4 % des recettes tarifaires des opérateurs pourrait se révéler trop bas pour permettre le déclenchement des investissements à la mesure des besoins" (délibération CRE n°2020-265) rend donc un avis positif sur l'augmentation dudit plafond précédemment fixé à 0,4 %. Ainsi, le décret n° 2021-28 du 14 janvier 2021 fait passer ce plafond à 2 % des recettes annuelles des tarifs d'utilisation du réseau de distribution.

### *Energie - Injection de Biogaz*

#### **Décret n° 2021-1273 du 30 septembre 2021 portant modification de la partie réglementaire du code de l'énergie concernant les dispositions particulières relatives à la vente de biogaz / Arrêté du 13 décembre 2021 fixant les conditions d'achat du biométhane injecté dans les réseaux de gaz naturel**

Sont fixées les modalités d'application des dispositifs d'obligation d'achat à la suite d'appels d'offres pour le biogaz injecté et de complément de rémunération pour le biogaz non injecté en application des articles L. 446-2 à L.446-7 du code de l'énergie. Des dispositions sur le contrôle des installations de production de biogaz bénéficiant d'un dispositif de soutien sont en outre introduites.

Ce décret met en place le cadre réglementaire des appels d'offres pour les installations injectant du biométhane sur le modèle de celui existant pour les appels d'offres portant sur la production d'électricité renouvelable. Il est précisé que le biométhane est un biogaz produit dans une installation de stockage de déchets non dangereux à partir de déchets ménagers et assimilés ou par la méthanisation en digesteur de produits ou déchets non dangereux, dont les caractéristiques permettent son injection dans un réseau de gaz naturel. Cette procédure est réservée aux plus gros projets de biométhane injecté (installations dotées d'une capacité de production supérieure à 25 GWh/an), les installations de capacité inférieure bénéficieront toujours d'un soutien en guichet ouvert.

## *Energie - Certificat d'économie d'énergie*

**Loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience** face à ses effets précise dans ses articles : (art. 183 à 185, 187 et 188) Pour mettre fin aux pratiques frauduleuses dans le domaine de la rénovation énergétique des bâtiments, des dispositifs de gestion des risques sont créés. Les acquéreurs de CEE doivent mettre en place des dispositifs d'identification, d'évaluation et de gestion des risques permettant de détecter une obtention frauduleuse par la personne cédant les certificats. Les modalités de ces dispositifs seront précisées par décret. Si ces dispositifs n'ont pas été mis en place ou ont été mis en place de façon incomplète, le ministre chargé de l'énergie peut annuler les CEE acquis (C. énergie, art. L. 222-2). L'acquéreur peut aussi être sanctionné pénalement lorsque les dispositifs ont permis de détecter une obtention frauduleuse de la personne cédant les certificats. Cette acquisition est punie des peines prévues aux articles 441-6 et 441-10 du code pénal (deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende, interdiction des droits civiques, civils et de famille, interdiction d'exercer une fonction publique ou d'exercer une activité professionnelle, exclusion des marchés publics). Les contrôles effectués sur les lieux de l'opération doivent être réalisés par un organisme d'inspection accrédité choisi par le demandeur. Ces contrôles sont menés sur un échantillon d'opérations faisant l'objet de la demande de CEE, sélectionnées de façon aléatoire, par l'entité effectuant les contrôles parmi l'ensemble des opérations faisant l'objet de la demande et soumises à l'obligation de contrôle.

## *Décret tertiaire*

**Décret n° 2021-1271 du 29 septembre 2021 modifiant les articles R. 174-27 et R. 174-28 du code de la construction et de l'habitation relatifs aux obligations d'actions de réduction de la consommation d'énergie finale dans des bâtiments à usage tertiaire**

Décret tertiaire : précisions sur la transmission des consommations d'énergie de l'année 2020 et en cas de cessation d'activité

Dans le cadre du dispositif réglementaire de rénovation énergétique du secteur tertiaire, les articles R. 174-27 et R. 174-28 du CCH prévoient une communication à la plateforme OPERAT gérée par l'ADEME, chaque année par le propriétaire ou le preneur à bail, des données de consommation permettant d'assurer le suivi de l'obligation de réduction des dépenses énergétiques. Le gouvernement confirme les modalités particulières de transmission des données de l'année 2020. Compte tenu de la crise sanitaire qui perdure, l'envoi de ces informations peut être fait jusqu'au 30 septembre 2022 et non pas le 30 septembre 2021 tel que prévu initialement par les textes.

## 6.8 Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné à l'opérateur pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Assiette de la redevance d'assainissement :**

Volume total facturé aux usagers du service.

### **Arrêté d'autorisation de déversement :**

Arrêté autorisant le déversement signé par la collectivité compétente en matière de collecte des eaux usées au lieu où sont rejetés les effluents du bénéficiaire de l'arrêté.

### **Bilans disponibles :**

Sur une usine de dépollution, les bilans disponibles sont les bilans 24h réalisés, exception faite des bilans inutilisables.

### **Capacité épuratoire :**

Capacité de traitement des ouvrages d'épuration donnée par le constructeur. Elle s'exprime en capacité épuratoire (kg de DBO5/jour) et en capacité hydraulique (m3/jour) ou en équivalent-habitants.

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia Eau à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia eau à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Consommateur – abonné (client) :**

Le consommateur abonné est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc.). Il est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les consommateurs eau, les consommateurs assainissement collectif et les consommateurs assainissement non collectif. Il perd sa qualité de consommateur abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un



consommateur abonné correspond à un abonnement : le nombre de consommateurs abonnés est égal au nombre d'abonnements.

### **Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P203.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité du réseau de collecte d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P204.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité des équipements de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité de la performance des ouvrages d'épuration du service aux prescriptions nationales issues de la Directive sur les Eaux Résiduaires Urbaines (DERU - 1991) [P205.3] :**

Cet indicateur permet d'évaluer la conformité de la performance de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des dispositions réglementaires issues de la DERU.

En attente de la publication de la fiche indicateur sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel [P 254.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Conformité réglementaire des rejets :**

Il s'agit de la conformité des rejets aux prescriptions réglementaires (nationales ou locales par arrêté préfectoral).

### **DBO5 :**

Demande biochimique en oxygène pendant 5 jours. La DBO5 est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### **DCO :**

Demande chimique en oxygène. La DCO est l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5



millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Equivalent-habitant :**

Il s'agit d'une unité de mesure de la pollution. Un équivalent-habitant correspond au flux journalier moyen de pollution produit par un habitant, soit 60 grammes de DBO5 par jour.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [P202.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ✓ le niveau de connaissance du réseau et des branchements
- ✓ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 110 points pour les services n'exerçant pas la mission de collecte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte [P255.3] :**

Cet indicateur permet de mesurer, sur une échelle de 0 à 120 points, le niveau d'implication du service d'assainissement dans la connaissance et le suivi des rejets directs par temps sec et par temps de pluie (hors pluies exceptionnelles des réseaux de collecte des eaux usées au milieu naturel (rejets des déversoirs d'orage, trop-pleins des postes de refoulement, des bassins de pollution...)).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Matières sèches (boues de dépollution) :**

Matières résiduelles après déshydratation complète des boues, mesurées en tonnes de MS.

#### **MES :**

Matières en suspension. Les MES sont l'un des paramètres de caractérisation d'une eau usée.

#### **Nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif (Estimation du) [D201.0] :**

Le nombre d'habitants desservis correspond à la population disposant d'un accès ou pouvant accéder au réseau d'assainissement collectif, que cette population soit permanente ou présente une partie de l'année seulement. Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

#### **Nombre de points du réseau de collecte nécessitant des interventions fréquentes de curage par 100 km de réseau [P252.2] :**

L'indicateur recense, pour 100 km de réseau d'assainissement, le nombre de sites d'intervention, dits "points noirs", nécessitant au moins deux interventions par an pour entretien (curage, lavage, mise en sécurité).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [D203.0] :**

Cet indicateur évalue, en tonnes de matière sèche, la quantité de boues évacuées par la ou les stations d'épuration.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Réseau de collecte des eaux usées :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression les eaux usées et unitaires issues des abonnés, du domaine public ou d'autres services de collecte jusqu'aux unités de dépollution. Il est constitué de la partie publique des branchements, des canalisations de collecte, des canalisations de transport, des ouvrages et équipements hydrauliques.

### **Station d'épuration (ou usine de dépollution) :**

Ensemble des installations chargées de traiter les eaux collectées par le réseau de collecte des eaux usées avant rejet au milieu naturel et dans le respect de la réglementation (appelée aussi usine de traitement, STEP).

### **Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation [P206.3] :**

Cet indicateur mesure la proportion des boues évacuées par l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, et traitées ou valorisées conformément à la réglementation.

Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif [P301.3] :**

Cet indicateur évalue le pourcentage d'installations d'assainissement non collectif conformes, après contrôle, à la réglementation sur l'ensemble des installations contrôlées depuis la création du service. L'indicateur traduit la proportion d'installations d'assainissement non collectif ne nécessitant pas de travaux urgents à réaliser. Il s'agit du ratio correspondant à la somme du nombre d'installations neuves ou à réhabiliter contrôlées conformes à la réglementation et du nombre d'installations existantes qui ne présentent pas de danger pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement rapportée au nombre total d'installations contrôlées (arrêté du 2 décembre 2013).

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers [P251.1] :**

Cet indicateur mesure le nombre de demandes d'indemnisation suite à un incident dû à l'impossibilité de rejeter les effluents dans le réseau public de collecte des eaux usées (débordement/inondation dans la partie privée), rapporté à 1 000 habitants desservis. Les débordements résultant d'une obstruction du réseau due à l'utilisateur ne sont pas pris en compte.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

### **Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées [P201.1] :**

Cet indicateur précise le pourcentage d'abonnés raccordables et raccordés au réseau d'assainissement, par rapport au nombre d'abonnés résident en zone d'assainissement collectif.

### **Taux d'impayés [P257.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

### **Taux de réclamations [P258.1] :**

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est mis en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou à des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix. (Arrêté du 2 mai 2007)

## 6.9 Liste d'interventions

### 6.9.1 L'EFFICACITE DE LA COLLECTE

#### La surveillance du réseau de collecte

Le tableau ci-dessous présente le détail des inspections télévisées réalisées au cours de l'exercice :

Commune	Date	Rue	Linéaire inspecté - Diamètre	Type - Commentaire
Epernon	18/02/2021	Rue Bourgeoise/ Rue Leclerc	126	EU
Epernon	19/02/2021	Rue Bourgeoise/ Rue Leclerc	255	EU
Raizeux	26/02/2021	Route de Boulard	80	EP
Epernon	15/03/2021	Rue Bourgeoise/ Rue Leclerc	240 mL / Ø 300 /400/500	EP
Epernon	19/08/2021	Rue du Chateau	104 mL / Ø 200	EU + inspections branchements
Epernon	20/08/2021	Rue du Chateau	28 mL / Ø 300	EP+ 6 inspections branchements

#### Le curage des réseaux et des ouvrages

- *Les campagnes de curage de canalisations*

#### La désobstruction des réseaux et des ouvrages

Interventions curatives	2017	2018	2019	2020	2021
Nb de désobstructions sur réseau	20	20	20	9	7
Nb de désobstructions sur branchements	4	4	1	4	5
Nb de désobstructions sur canalisations	16	16	19	5	2
Nb de désobstructions sur accessoires	0	0	0	0	0
<i>dont bouches d'égout, grilles avaloirs</i>	0	0	0	0	0
Longueur de canalisation curée dans le cadre d'une opération de désobstruction (m)	456	482	2 097	292	110
Nombre de débordements d'effluents dans les locaux des usagers	0	0	0	0	0
Nombre de "points noirs" sur le réseau	13	13	13	13	13

- *Désobstruction de branchements*

Commune	Date	Voie	Observations
Epernon	10/3/2021	Rue pasteur	Présence de racines
Emancé	12/3/2021	Chemin des peupliers	
Epernon	26/04/2021	Rue de la Garenne aux Moines	

- *Désobstruction de canalisations*

Commune	Date	Voie	Linéaire inspecté - Diamètre
Raizeux	5/3/2021	Route des Ponts	10 mL / Ø 200
Epernon	22/12/2021	Rue de Saint Denis	100 mL / Ø 200

## **6.10 Autres annexes**

### **Les contrôles de conformité**

Rue	Ville	Motif	Nature	Date de la visite	Statut
Rue Du Petit Droue	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	20 janv. 2021	Non conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	16 mars 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	4 mars 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 janv. 2021	Conforme
Chemin Des Boeufs	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 janv. 2021	Non conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 mars 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 janv. 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 janv. 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 févr. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 févr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	16 mars 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 janv. 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	21 janv. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	4 mars 2021	Conforme
Rue Du Petit Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	4 mars 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	23 mars 2021	Conforme
Chemin De La Plaine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	30 mars 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 janv. 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	23 mars 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 mars 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	21 janv. 2021	Conforme
Chemin Des Boeufs	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	23 mars 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 févr. 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 janv. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	21 janv. 2021	Non conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 févr. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	12 janv. 2021	Conforme
Rue De Charlemagne	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 janv. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	4 mars 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	2 févr. 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	30 avr. 2021	Conforme
Chemin Des Boeufs	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 mars 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	16 mars 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	12 janv. 2021	Non conforme

Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	16 mars 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 janv. 2021	Non conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 févr. 2021	Conforme
Rue Du Grand Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	28 janv. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 févr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 févr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	26 oct. 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	21 janv. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 janv. 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 mars 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 janv. 2021	Conforme
Rue Du Petit Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	18 févr. 2021	Conforme
Rue D Orphin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 janv. 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	21 janv. 2021	Non conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 janv. 2021	Non conforme
Rue Du Petit Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 mars 2021	Non conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	4 mars 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	23 mars 2021	Conforme
Rue De La Diane	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	18 mars 2021	Conforme
Rue Saint Denis	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	7 janv. 2021	Conforme
Rue Des Hautes Terres	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	22 févr. 2021	Conforme
Rue Des 4 Filles	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	8 avr. 2021	Conforme
Rue Du Paty	HANCHES	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 avr. 2021	Conforme
Route Des Chaises	RAIZEUX	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	Visite suivante	23 févr. 2021	Conforme
Route De Rambouillet	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	22 avr. 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 avr. 2021	Conforme
Chemin Des Boeufs	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	28 janv. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	28 janv. 2021	Conforme
Rue Du Grand Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	14 sept. 2001	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	18 févr. 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	22 avr. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	18 févr. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	18 févr. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	2 mars 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	2 mars 2021	Conforme

Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	2 mars 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	2 mars 2021	Conforme
Route Des Hautes Bruyeres	SAINT HILARION	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	27 mai 2021	Conforme
Route Des Hautes Bruyeres	SAINT HILARION	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	3 juin 2021	Non conforme
Chemin Du Moulin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 mai 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	13 avr. 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 mai 2021	Conforme
Chemin De La Plaine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 avr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 avr. 2021	Conforme
Chemin De La Plaine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	22 avr. 2021	Non conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 mai 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	20 avr. 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 mai 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	11 mai 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	22 avr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	20 avr. 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	22 avr. 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	13 avr. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	20 avr. 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 mai 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 avr. 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	22 avr. 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 avr. 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 mai 2021	Non conforme
Chemin De La Plaine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 mai 2021	Conforme
Chemin Des Buffards	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	13 avr. 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	13 avr. 2021	Conforme
Rue Drouet	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	10 juin 2021	Non conforme
Rue De La Maisonnette	HANCHES	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Conforme
Rue Du Fleau	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	17 juin 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Conforme
Chemin Des Peupliers	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Conforme
Chemin De La Plaine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Conforme
Rue Du Moreau Voisin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	27 mai 2021	Non conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	27 mai 2021	Conforme



Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	27 mai 2021	Conforme
Chemin Du Moulin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Non conforme
Chemin Des Peupliers	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	27 mai 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juin 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juin 2021	Non conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juin 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Non conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Non conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	10 juin 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	Visite suivante	18 juin 2021	Conforme
Route De Rambouillet	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	24 juin 2021	Conforme
Rue Des Bochets- Chemin Des Peupliers- Route De Rambouillet- Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 juin 2021	Non conforme
Rue Du Crochet	DROUE SUR DROUETTE	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	1 juil. 2021	Conforme
Route Des Chaises	RAIZEUX	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	9 juil. 2021	Conforme
Rue Du Haut Martin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juil. 2021	Non conforme
Rue Des Mousseaux	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 juin 2021	Conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 juin 2021	Conforme
Rue Des Mousseaux	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 juin 2021	Conforme
Rue D'epernon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 juil. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 juil. 2021	Conforme
Rue De Gazeran	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 oct. 2021	Conforme
Rue De Gazeran	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 juil. 2021	Conforme
Rue Du Moreau Voisin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 juil. 2021	Non conforme
Chemin Des Sablons	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 juil. 2021	Non conforme
Rue De Rambouillet	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	29 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	26 juin 2021	Conforme
Rue De La Fontaine Aux Gravieres	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 juil. 2021	Conforme
Chemin Des Sablons	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 août 2021	Conforme
Chemin Des Sablons	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	6 juil. 2021	Conforme



Chemin Des Sablons	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 sept. 2021	Conforme
Chemin Des Sablons	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 oct. 2021	Non conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juil. 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	19 oct. 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 août 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	24 août 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juil. 2021	Conforme
Rue De La Fontaine Aux Graviers	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	ITV SEULE	6 juil. 2021	Conforme
Rue De La Fontaine Aux Graviers	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	8 juil. 2021	Non conforme
Rue Du Petit Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	15 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	15 juin 2021	Conforme
Rue Des Bochets	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	15 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	15 juin 2021	Conforme
Rue Du Moreau Voisin	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	15 juin 2021	Conforme
Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	17 juin 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 sept. 2021	Conforme
Rue Du Village	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	17 juin 2021	Conforme
Rue Du Petit Bel Air	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	17 juin 2021	Conforme
Route De Rambouillet	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	23 juil. 2021	Conforme
Route De Boulard	RAIZEUX	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	23 juil. 2021	Conforme
Rue De La Savonniere	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	27 août 2021	Conforme
Rue Du Chateau	EPERNON	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 oct. 2021	Conforme
Rue Du Chateau	EPERNON	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 oct. 2021	Conforme
Rue Du Grand Pont	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	5 oct. 2021	Conforme
Rue De L'eglise	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	15 oct. 2021	Non conforme
Rue De La Diane	EPERNON	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	15 oct. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	25 mai 2021	Non conforme
Chemin Des Boeufs	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	Visite suivante	15 oct. 2021	Conforme
Clos Du Muguet	RAIZEUX	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	12 nov. 2021	Conforme
Route De Raizeux	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	12 nov. 2021	Conforme
Rue Du Clos Du Verger	EMANCE	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	26 oct. 2021	Conforme
Rue Du Clos Du Verger	EMANCE	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	26 oct. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	ITV SEULE	14 févr. 2021	Conforme

Chemin Des Longues Rayes	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	ITV SEULE	20 avr. 2021	Conforme
Passage De La Forge	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	7 sept. 2021	Conforme
Rue De Sauvage	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	5 oct. 2021	Conforme
Rue De Sauvage	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	5 oct. 2021	Conforme
Chemin Du Sablon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	31 août 2021	Conforme
Chemin Du Sablon	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	31 août 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	31 août 2021	Conforme
Rue De La Porte Au Dry	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	31 août 2021	Conforme
Rue De Sauvage	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	5 oct. 2021	Conforme
Route De Rambouillet	SAINT HILARION	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	30 nov. 2021	Conforme
Residence Des Acacias	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 déc. 2021	Conforme
Residence Des Acacias	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 déc. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 déc. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	1 déc. 2021	Conforme
Residence Des Acacias	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 déc. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 déc. 2021	Conforme
Rue De Chaleine	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 déc. 2021	Conforme
Passage De La Forge	EMANCE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	9 déc. 2021	Conforme
Rue De La Gare	DROUE SUR DROUETTE	AC-VENTE OU DECLARATION D'INTENTION D'ALIENER	1ère visite	17 déc. 2021	Conforme
Residence Des Acacias	DROUE SUR DROUETTE	AC-CONTRÔLES PAR QUARTIERS	1ère visite	23 déc. 2021	Conforme

## Présentation du Département des Expertises Scientifiques & technologiques de Veolia (DEST)

### ➤ L'innovation écologique qui change la donne

Changement climatique, raréfaction des ressources, effondrement de la biodiversité, pollutions multiples : pour Veolia, l'urgence est à la transformation écologique. C'est par l'innovation écologique, avec et pour toutes les parties prenantes, que Veolia pourra relever ces défis, pour permettre à chacun de répondre à ses besoins biologiques, humains et sociaux afin de vivre bien et durablement sur terre.

Veolia développe des innovations et des solutions qui répondent à trois échelles de temps :

- Innover pour réparer, à court terme, les conséquences de la dette écologique : nettoyage des pollutions, recyclage des déchets, restauration de la biodiversité...
- Innover pour s'adapter, à moyen terme, aux conditions climatiques extrêmes et anticiper aussi les futures ruptures d'équilibre que pourraient entraîner les solutions d'adaptation, comme l'essor des véhicules électriques.
- Innover pour transformer nos modèles économiques et sociaux et garantir, à long terme, leur « zéro impact net » : éco-conception, bioconversion, capture et stockage du CO<sub>2</sub>...

Co-développée, l'innovation repose, pour chaque marché local, sur le dialogue et la concertation avec l'ensemble des acteurs concernés : clients, industriels et collectivités, communautés scientifiques, partenaires et citoyens.

L'innovation écologique par Veolia a plusieurs dimensions : **scientifique et technologique**, commerciale, sociale et enfin business, afin de créer les nouveaux services et marchés nécessaires à la transformation écologique.

### ➤ Des expertises scientifiques & technologiques au cœur de la stratégie d'innovation de Veolia

Veolia s'appuie sur l'excellence scientifique et les compétences de ses équipes de recherche pour innover dans les domaines suivants :

- la préservation de la ressource et la gestion du cycle de l'eau ;
- l'amélioration des procédés de traitement d'eau ;
- le traitement et la valorisation des eaux usées ;
- la détection et le traitement des nouveaux polluants (eau, déchets, air) ;
- la réduction, le recyclage et la valorisation des déchets ;
- les matières premières de recyclage à partir de déchets ;
- la production d'énergie verte à partir d'eau et de déchets ;
- l'optimisation énergétique des installations ;
- la décarbonation des activités de nos clients.

Regroupées au sein du Département des Expertises Scientifiques & Technologiques, ces équipes travaillent au service de l'ensemble des activités du Groupe : Eau, Déchets, Énergie et sont organisées en 8 pôles d'expertise :

- Biotechnologies : Génie des bioprocédés, bioconversion, bioénergie, ...
- Ingénierie de conception : Design et conception de pilotes, FabLab, ...
- Solutions numériques : Ingénierie des données, modélisation, intelligence artificielle, automatisation, ...
- Sciences & empreintes environnementales : Analyse du cycle de vie, Sociologie, Ergonomie, Économie, ...

- Sciences & Ingénierie des fluides : procédés physico-chimiques, Membranes, ...
- Sciences & Ingénierie des matériaux : Conception-Formulation-Production
- Surveillance - Caractérisation - Diagnostic : Monitoring environnemental, Caractérisation analytique en laboratoire, ...
- Air & Energie durable : Bâtiments, Combustion, Sciences et ingénierie Air et Gaz, ...

Grâce à ses expertises scientifiques & technologiques reconnues internationalement, Veolia peut apporter à ses clients des solutions innovantes pour répondre à leurs enjeux et besoins, notamment d'amélioration de leurs performances économiques et environnementales ainsi que de la productivité de leurs activités.



### ➤ Des moyens de recherche performants, au service des clients

Pour mettre au point et expérimenter ses innovations, Veolia dispose également de moyens techniques performants :

- quatre sites dédiés aux activités de recherche sur les eaux usées, les eaux potables, les eaux industrielles et les eaux pures ; sur la production d'énergie et l'efficacité énergétique ; sur la gestion des déchets dont le tri et la caractérisation des matières premières de recyclage. Ces sites intègrent 30 laboratoires spécialisés dans les analyses de matrices solides, liquides et gazeuses ;
- de nombreux équipements pilotes permettant de valider les technologies et assurer leur fiabilité. Ces pilotes sont localisés soit sur les sites de recherche, soit au sein des sites opérationnels de Veolia.

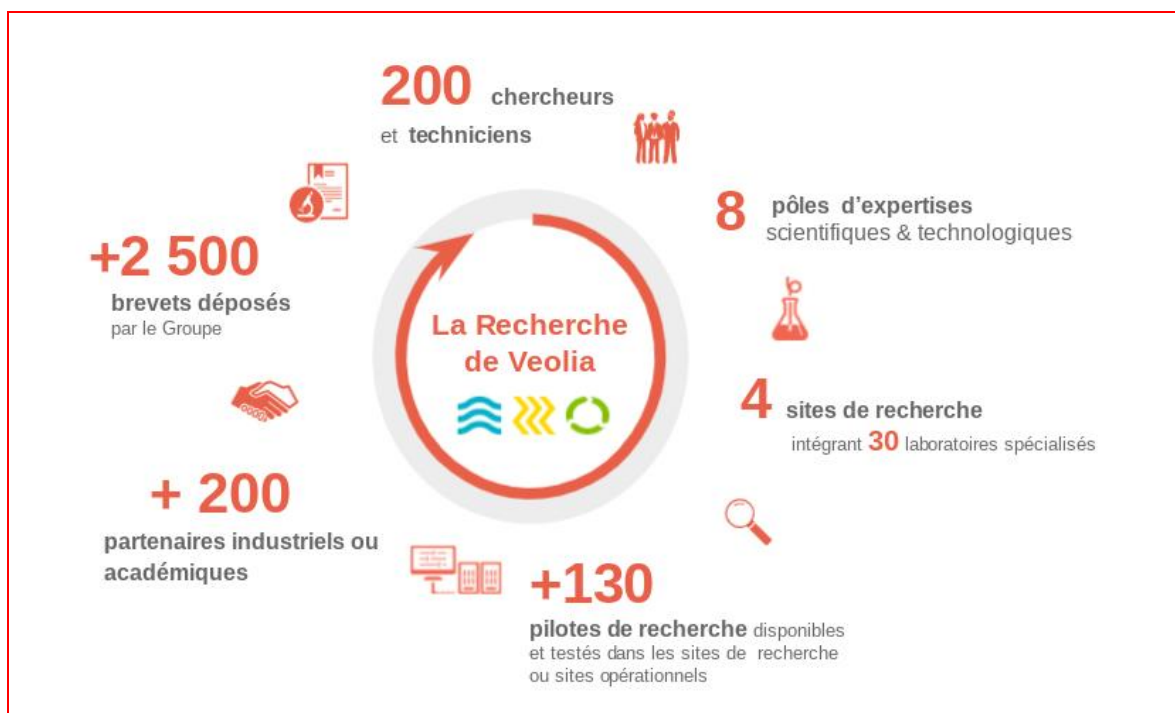
### ➤ Un accès privilégié à l'écosystème de l'innovation

Pour devenir l'entreprise de référence de la transformation écologique, Veolia s'appuie non seulement sur ses expertises internes mais aussi sur un écosystème constitué d'un ensemble d'acteurs qui interagissent en faveur de l'innovation.

Cet écosystème est matérialisé par :

- un réseau de plus de deux cents partenaires à travers le monde : des partenaires académiques, reconnus pour leur excellence scientifique, des industriels et des collectivités à l'avant-garde dans leurs domaines ;
- le programme d'Open Innovation "VIA by Veolia", qui propose une méthodologie robuste pour identifier, tester et déployer les solutions innovantes développées par les start-ups technologiques en réponse aux besoins de performance opérationnelle et environnementale de nos clients.

➤ Les chiffres clés de la Recherche 2021



## Ressourcer le monde

**Veolia**

30 rue Madeleine Vionnet • 93300 Aubervilliers

[www.veolia.com](http://www.veolia.com)